

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DES

VENTES SUR SOUCHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Charles GERMA

Avoué près le Tribunal civil de Limoux



MONTPELLIER

IMPRIMERIE Gust. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1905

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Économie politique, en congé.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

Ebren, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

Grangé, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Valéry, *président*.

Glaize,

Porte,

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DES

VENTES SUR SOUCHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Charles GERMA

Avoué près le Tribunal civil de Limoux



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUST. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1905

DES VENTES SUR SOUCHES

INTRODUCTION

La question des ventes sur souches, qui doit être présentée dans cette étude, n'a jamais fait jusqu'ici l'objet d'un examen d'ensemble. Les auteurs n'ont visé le problème que d'une façon tout à fait incidente, et seulement comme un point des questions plus générales, relatives aux contrats sur récoltes pendantes par branches ou par racines. Quant à la jurisprudence, elle a été appelée à donner son appréciation, mais dans un très petit nombre de cas, et sans envisager, tant s'en faut, les multiples difficultés que peuvent susciter les contrats de ventes sur souches (1).

C'est donc, à très peu de chose près, un terrain tout neuf qui s'offre à nos recherches, dans lesquelles nous n'aurons guère, pour nous guider, que les principes généraux du

(1) Les jugements rendus sur cette matière sont souvent très difficiles à retrouver, car ils n'ont généralement été publiés que dans des recueils peu répandus. Aussi, pour en faciliter l'examen, avons-nous reproduit *in extenso* les parties essentielles de ces décisions.

droit ; nous y ferons appel et nous nous y rattacherons constamment afin d'édifier dans son ensemble une théorie juridique satisfaisante, et qui puisse en même temps guider la pratique (1) et trancher les questions soulevées devant les tribunaux.

Cet essai de construction nous a paru d'autant plus intéressant que les ventes sur souches se multiplient à l'heure actuelle, et que des hésitations se sont montrées, sinon en jurisprudence, du moins dans le milieu des viticulteurs, au sujet de la validité de cette sorte de convention. Pour nous documenter d'une façon précise et pratique sur les clauses habituelles de ce mode de contracter, et les usages qui les régissent en quelques points, nous avons dû faire une enquête auprès de plusieurs personnes compétentes, telles que viticulteurs, négociants en vins, secrétaires de Chambres de commerce, juges aux tribunaux civils ou de commerce. Les renseignements sont, du reste, difficiles à se procurer, étant données tant la presque nouveauté de cette forme de contrat que les incertitudes, d'ailleurs irraisonnées, nous le démontrerons, que l'on trouve chez un certain nombre de personnes, quant à la légalité de la vente sur souches.

Comme leur nom l'indique, les ventes de raisins ou de vins sur souches se font avant la récolte, parfois plusieurs mois avant. Rien n'empêche même, ainsi que nous le verrons, de concevoir un contrat qui porterait engagement de livrer la récolte pendant plusieurs années consécutives.

(1) On trouvera dans notre conclusion l'indication des formules de contrats qui ont été proposées comme modèles dans les Revues vinicoles. Ces formules sont très imparfaites et incomplètes : nous avons essayé d'en combler les lacunes à l'aide des principes juridiques dégagés dans tout le cours de notre étude.

Ces ventes n'ont pas un caractère aussi exceptionnel qu'on pourrait se l'imaginer. Sous l'influence de considérations économiques que nous allons développer, elles tendent, à certaines périodes, à devenir assez fréquentes.

Les raisons qui peuvent entraîner un viticulteur ou un négociant à traiter une vente sur souches sont de nature diverse. Elles tiennent tantôt à la situation particulière de l'un des contractants, tantôt à l'état général du marché des vins, sur lequel ce mode de contracter peut avoir souvent une heureuse influence.

Selon les circonstances, l'influence de l'une ou de l'autre des parties l'emportera, et les conditions mêmes du contrat seront inspirées ou dictées, tantôt par le vendeur, tantôt par l'acheteur. Plus souvent, leur situation étant à peu près la même, les contractants discuteront leurs conventions avec une certaine égalité, et parviendront à s'entendre au mieux de leurs intérêts respectifs. A certains moments, c'est le commerce lui-même qui prend l'initiative, fait les offres et se montre pressé d'acheter. Ainsi, en 1903, la prévision d'une insuffisance de récolte a fait conclure à l'avance dans le Midi et en Algérie, un très grand nombre de ventes sur souches (1). Dans ces conditions, les négociants, acheteurs sur souches, pressés de s'approvi-

(1) Charmont, *Revue critique*, 1904, page 452.

M. Biquet, *De la vente du vin*, thèse Montpellier, 1900, page 188, dit que « les achats sur souches ne sont généralement pas des opérations avantageuses aux acheteurs, par la raison que le propriétaire connaît la nature, la qualité du vin qu'il produira, sauf perturbations atmosphériques; il connaît la valeur de ses terres; il sait le degré de culture qu'il a donné, la méthode de taille mise en pratique, enfin la dose et la nature des engrais employés. L'acheteur, au contraire, ne connaît la qualité du vin qu'il obtiendra que par les renseignements donnés

sionner, auront une tendance à se montrer assez conciliants et à se plier aux exigences des viticulteurs.

A l'inverse, le propriétaire besogneux subira, dans une certaine mesure, la loi du marchand. Il pourra arriver qu'un viticulteur, poussé par un besoin d'argent pressant, accepte un contrat de vente sur souches peu avantageux et qui ne lui donnera qu'une rémunération médiocre de son travail. Un crédit agricole bien organisé pourrait remédier à des situations de ce genre (1).

D'ailleurs, il importe de ne rien exagérer. Il s'en faut que la situation du vendeur sur souches soit toujours de telle nature. Les quelques exemples de contrats sur souches que nous connaissons et sur lesquels les tribunaux ont été appelés à statuer, portent le plus souvent sur des

par les personnes intéressées dans l'opération ». Outre que ces affirmations sont peut-être un peu absolues, car les acheteurs, négociants de profession, sont gens expérimentés, on peut répondre que la faculté que nous étudierons ultérieurement, de stipuler un contrat conditionnel, au lieu d'un contrat aléatoire, est toujours possible. D'autre part, les règles générales sur le dol annuleraient les contrats qui révéleraient les manœuvres frauduleuses exercées par l'une des parties sur l'autre pour l'amener à contracter.

(1) La loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles a eu pour but d'organiser le crédit agricole mobilier. (Dans le même ordre d'idées, la loi du 31 mars 1899 sur les caisses régionales). L'article premier de la loi énumère les matières susceptibles de cette hypothèque mobilière. Ce sont les principaux produits agricoles : céréales, légumes, graines, boissons, bois, fromages, huile, sel marin. Les vins figurent dans cette énumération ; mais il est douteux que les *raisins* puissent y rentrer, et l'énumération est considérée comme limitative. Bien qu'il existe des vignobles en fermage, les vendeurs sur souches sont assez généralement propriétaires du fonds et peuvent se passer de ce procédé de crédit, d'autres se trouvant à leur

quantités très importantes (1) vendues sur des vignobles en pleine prospérité et à des conditions avantageuses. Le viticulteur, en vendant sa récolte sur pied, a souvent pour but de se mettre à l'abri de tout souci quant au placement, et de tout risque relatif à la mévente des vins (2). Quand même il serait tenu, de par les circonstances, de vendre sa récolte sur pied, le désavantage possible ne tient pas à cette forme même de contrat. Ce pourrait être plutôt, et en certains cas, l'obligation d'accepter toutes les clauses que dictera l'acheteur au sujet de cette vente, soit quant au prix, soit en ce qui concerne les autres clauses du marché, et notamment la souscription d'un contrat conditionnel, au lieu d'un contrat aléatoire qui transférerait les risques de mauvaise récolte à l'acheteur. S'il obtient une

disposition. Les warrants agricoles ont été créés surtout pour fournir un moyen de crédit convenable à des gens, des cultivateurs qui, sans avoir des terres, possèdent, sous la forme de récoltes, des valeurs parfois considérables. La loi de 1898 a eu assez peu de succès; cela tient à bien des causes, et notamment aux frais et formalités imposés par la loi, et surtout au droit d'opposition qu'elle donne au bailleur. D'ailleurs, l'exemple des pays étrangers nous montre que cette institution ne peut fonctionner qu'avec le concours d'associations rurales très rares en France (De Kérangal, *La crise agricole et la loi de 1898*, thèse Rennes, 1903).

Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, nos 2710 à 2718.

(1) On trouve des contrats portant sur un chiffre supérieur à cent mille francs.

(2) Sur la question de mévente des vins, Bousquet, *Régime économique du vin*, thèse Paris, 1904. — Lucien Audebert, *La mévente des vins, ses causes et ses remèdes*, Société des agriculteurs de France, 1902. — Cot, *Situation vinicole* (1901). — Pourcoïn, *Crise de la viticulture française* (1901). — Gide, *Crise du vin* (*Revue d'économie politique*, février 1901). — Levrel, *Crise viticole* (1901).

clause de cette nature, sur la portée de laquelle nous insisterons beaucoup, son profit sera peut-être modeste, mais il sera à l'abri des incertitudes relatives à la récolte, sa quantité et sa qualité. La récolte espérée trompe parfois les prévisions ; elle ne devient vraiment sûre que quand la vendange est faite dans des conditions satisfaisantes, et mise en lieu convenable. Jusque-là, bien des événements peuvent détruire ou limiter cette espérance. Or, la question des risques dépend du contenu de la convention.

Un négociant, en traitant un achat sur souches, veut parfois s'assurer la propriété de la récolte d'un raisin de qualité supérieure, soit qu'il serve à fabriquer un vin renommé, soit qu'il puisse être consommé comme raisin de table. Il achète sur pied des produits qu'il juge être supérieurs, et qui font ou feront la réputation de son commerce. Les conditions économiques vont changer alors. On ne peut plus émettre de crainte que l'on exploite le viticulteur, ou qu'on spéculé sur lui et sur sa situation : le propriétaire récoltant va dicter le prix et les autres conditions du contrat à l'acheteur, qui n'aura qu'à s'incliner. Loin de prévoir une possibilité de résiliation du contrat, ou une réduction de prix en cas de mauvaise récolte, ou mauvaise qualité du produit, le vendeur laissera à la charge de l'acheteur tous les risques et les aléas de l'opération.

La vente sur souches garantit aussi l'acheteur contre tout risque de mélanges ou falsifications, s'il fait la vinification lui-même. Sans doute, il est des lois qui punissent les falsifications (1) ; mais, sans examiner si elles sont ou

(1) La loi du 14 août 1889, appelée *Loi Griffé*, complétée par celle du 11 juillet 1891, a eu pour but de protéger dans une certaine mesure le consommateur et le producteur du vin. Elle procède de cette idée

non satisfaisantes, nous pouvons dire que certains acheteurs sur souches se considéreront comme mieux protégés contre ces risques, en achetant une récolte qu'ils transformeront eux-mêmes en vin. Toute contestation, toute éventualité de procès avec un vendeur de vin, se trouve nécessairement écartée de cette façon.

Il existe encore d'autres circonstances de nature à déterminer les parties à vendre ou acheter sur souches. Entre autres clauses du marché, les contractants ont généralement soin de préciser si les vendanges et la vinification seront opérées par l'acheteur ou le vendeur, encore que cette dernière situation paraisse être plus fréquente. Nous aurons à revenir plus tard sur cette question de vinifica-

que le vendeur ne doit livrer à l'acheteur la marchandise vendue que *sous son nom véritable*, afin d'éviter toute confusion. Par suite, nul ne peut expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la *fermentation des raisins frais*.

Ainsi il a été jugé : 1° que si le produit du pressurage des lies peut être considéré comme produit de la fermentation des raisins frais, ce n'est que s'il ne contient aucune matière étrangère aux vins d'où proviennent ces lies (Lyon, 3 décembre 1891; *Le Droit*, 10 décembre 1891);

2° Que le fait d'expédier sous le nom de vin un mélange de vin de vendange additionné d'une quantité quelconque d'alcool constitue une infraction à la loi de 1889 (Cass., 18 juin 1896; S. 96-1-375).

La loi de 1891 distinguait : 1° le vin naturel ; 2° le vin de marc et de sucre ; et 3° le vin de raisins secs, et astreignait à des obligations particulières les vendeurs et expéditeurs des deux dernières catégories de boissons. La loi du 6 avril 1897 sur les vins artificiels a modifié et aggravé le système ; elle distingue : 1° le vin naturel ; 2° le vin de raisins secs ; et 3° les vins artificiels (exclusion faite des vins de seconde cuvée) ou vins de marc et de sucre, dont la vente est prohibée, sauf une tolérance accordée aux piquettes destinées à la consommation familiale.

Sur cette question de falsification des vins, Bousquet, *Régime économique du vin* (thèse Paris, 1904), p. 134, 146, 150, 152.

tion, et pour le moment nous nous contenterons d'indiquer sommairement pourquoi cette transformation du raisin en vin n'est pas toujours accomplie par le vendeur. L'opération de vinification, surtout pour les vins de cru, est minutieuse et d'elle dépend en grande partie la bonne qualité du produit. L'acheteur peut n'avoir confiance qu'en lui-même pour cette opération. D'autre part, le vin une fois fabriqué doit être l'objet de soins constants et, notamment, les conditions de la mise en bouteille doivent être judicieusement choisies (1). Du côté du vendeur qui dispose de sa récolte sur souches, s'il stipule que la vinification n'aura pas lieu par ses soins, cela peut tenir à deux raisons différentes. D'une part, il veut s'éviter les soucis de la fabrication du vin, et il s'en désintéresse, tout en mettant à la disposition de l'acheteur sa cave et sa vaisselle vinaire. Dans d'autres cas, il se trouve obligé de vendre sur souches, par exemple quand il n'a pas de cellier bien organisé et en bon état, ou même quand il a planté ses vignes, avec l'intention bien arrêtée de vendre les raisins sur le vignoble même, et de s'éviter les frais d'une installation de caves, d'achat et entretien de vaisselle vinaire. Ainsi, en Vaucluse, d'assez nombreux propriétaires n'ont pas de celliers, et sont obligés de vendre les raisins en nature (2). Une circonstance a, du reste, probablement influé sur cet état de choses, c'est la situation favorable de ce département sur la grande ligne P.-L.-M. Cette même raison pourrait s'appliquer à tous les vignobles pla-

(1) Bordeaux, 11 janvier 1888, D. 89-2-11; S. 91-2-51, nous montre les inconvénients d'une mise en bouteille faite dans de mauvaises conditions; il s'était produit une véritable décomposition du vin.

(2) *Progrès agricole et viticole*, 3 juin 1900, p. 633; cpr Bousquet, p. 24.

cés à proximité d'une ligne de chemin de fer ou d'une voie de transport par eau.

Cette considération nous conduit tout naturellement à envisager un autre aspect de la vente sur pied. Les ventes sur souches n'ont pas toujours encore en vue le *vin* à fabriquer avec la récolte. Un commerce très important et qui se développe chaque année est celui de la vente des *raisins de table*. La culture du chasselas, principalement en vue de l'expédition à Paris, a pris une grande extension dans les départements du Tarn-et-Garonne, le Gard, l'Hérault, le Lot-et-Garonne (1). Ces départements ne produisent le chasselas que sur certains points, mais il est absolument supérieur de qualité et de beauté. L'expédition de ces raisins exige des soins minutieux pour assurer l'arrivée en bon état. Les frais de culture et d'expédition sont considérables, mais la rémunération laissée par la vente est encore plus élevée, très généralement, que si le raisin avait été transformé en vin. Cette industrie se développerait encore, si les frais de transport (2) et d'octroi (3) étaient moins onéreux.

(1) Douzon, Étude présentée à la Société d'agriculture de la Haute-Garonne et reproduite dans le *Journal de l'agriculture*, 1903, t. II, 813.

(2) *Journal de l'agriculture*, 1902, 1902, t. II, p. 511. Le prix de transport G. V. 114, d'une gare quelconque des réseaux d'Orléans et de l'Etat à une gare quelconque des réseaux Ouest et Nord est, jusqu'à 800 kil., 140 francs par tonne; au delà et par kilomètre en sus, 0,08 : cela représente, de Montauban à Lille, 918 kil. = 149 fr. 45 par tonne. Voir au *Journal de l'Agriculture* (1904-1-71) une lettre de M. Leenhardt-Pomier, ancien président de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault, adressée au ministre des travaux publics sur la revision des tarifs de transport sur le réseau P.-L.-M. Il demande aussi la suppression des droits d'octroi, qui sont de 8 à 9 francs par 100 kilos.

(3) MM. Arnal, Augé et quelques autres députés viennent de pré-

Les raisins de table sont parfois l'objet de ventes et achats sur souches. Un négociant en fruits, un grand restaurant auront recours à cette forme de contrat pour se garantir un excellent approvisionnement, et s'assurer la possession des produits de vignes ou treilles d'espèce ou provenance particulièrement recherchées. Les propriétaires récoltants, en recourant à ce mode de vente, évitent tous les frais inhérents à l'installation et à la tenue d'un

senter à la Chambre une proposition de loi relative aux *taxes d'octroi sur les raisins frais de table*. Ces taxes n'existent que dans un nombre de villes assez restreint ; mais c'est dans les villes où la consommation de ces raisins est considérable, et elles y atteignent des proportions fort élevées. Pour 100 kilos, taxe = 5 fr. 76, Paris ; 5 francs, Marseille ; 3 fr. 50, Toulouse ; 10 francs, Reims. Le but de cette proposition est de fixer, comme la loi du 29 décembre 1897 l'a fait pour les boissons hygiéniques, un maximum pour la taxe d'octroi sur les raisins de table. Ce maximum serait 2 francs par 100 kilos. Les motifs que les auteurs de cette proposition font valoir s'appuient sur l'intérêt des petits consommateurs urbains comme sur celui des producteurs dans les régions vinicoles. Ils font valoir avec raison que le commerce des raisins frais a pris une grande extension ; qu'il procure des bénéfices sérieux et assurés aux compagnies de transports et aux intermédiaires, et que les taxes d'octroi absorbent parfois la rémunération que les producteurs avaient le droit d'attendre de leur travail.

Le Congrès viticole de Montpellier, 13 à 15 juin 1893, avait déjà émis un vœu relatif à la « suppression des droits d'octroi afférents aux raisins ».

Comment reconnaît-on les raisins de table des raisins de vendange pour la perception de la taxe sur ces derniers ? D'après la Régie, la distinction doit être faite surtout d'après le mode d'emballage ; elle considère comme raisins de table ceux qui sont expédiés en caissettes ou en petits paniers fermés, et comme raisins de vendange ceux qui sont expédiés en grandes corbeilles ou dans des fûts où ils sont plus ou moins pressés. *Journal de l'agriculture*. 1901, t. II, p. 280.

cellier, tels que foudres, cuves, pressoirs, etc., tous les soucis relatifs à la fabrication des vins, à leur conservation et à leur placement chez les clients. La production des raisins de table entraîne des frais que ne comporte pas la culture ordinaire, tels que soufrages spéciaux, soins à donner au raisin sur la souche, épamprages délicats. Mais la rémunération est plus élevée et compense ces travaux supplémentaires.

La consommation des raisins en nature nous entraîne à présenter une dernière réflexion. Depuis quelques années, on parle beaucoup des cures hygiéniques de raisins, pour le traitement de diverses maladies, et notamment des rhumatismes et des maladies d'estomac. La cure est parfois faite au moyen de levures de raisin ou ferment de raisins frais, mais on préconise surtout la cure de raisins frais pris sur la vigne elle-même. Il s'est installé un certain nombre d'établissements spéciaux à cet effet (tels que le Kurverein de Ribeauville). Les médecins, qui ne sont pas propriétaires eux-mêmes d'une vigne, apportent tous leurs soins au choix du vignoble où ils traiteront les malades ; ils loueront un ou plusieurs vignobles, ou mieux, ne voulant pas s'occuper de la culture de la vigne, achèteront sur pied la récolte, en insérant au contrat les clauses qu'ils croiront utiles pour l'accès du fonds au moment de la maturité des raisins. Voilà, certes, un cas original d'achat sur souches.

Telles sont les considérations économiques de diverse nature qu'il nous a paru intéressant de mettre en tête de notre travail. Les ventes sur souches se développent et sont susceptibles d'acquérir encore une bien plus grande extension. On s'en rendra compte si l'on songe que la cul-

ture de la vigne tient une place extrêmement considérable dans les productions agricoles françaises. La vigne a occupé pendant longtemps la vingt-cinquième partie du sol français. Bien que les surfaces plantées aient diminué, elle couvre encore la quatorzième partie des terres consacrées aux productions agricoles ; 1.500.000 propriétaires récoltants cultivent la vigne dans plus de 19.000 communes. Elle représente le quinzième des revenus de nos principales cultures agricoles, égalant la valeur du blé (1). Tout ceci montre l'intérêt du problème des ventes sur souches.

Nous allons aborder, sans plus tarder, les difficultés juridiques qu'il soulève. Etant donné que certaines hésitations ou incertitudes ont été manifestées sur la légalité de cette forme de contracter, nous commencerons par en examiner la légalité. Puis, il nous faudra indiquer dans quel cadre juridique, la vente sur souches trouve sa place. A notre avis, la plupart des difficultés proviennent de ce que, presque jamais, les contractants, ni même les tribunaux n'ont aperçu nettement la nature juridique de la vente sur souches, et la distinction si simple et si précise cependant entre les ventes conditionnelles et les ventes aléatoires. Des confusions sont nées, dès lors, et devaient fatalement se produire. Donc, nous préciserons avec soin les principes essentiels qui gouvernent cette question. Au sur-

(1) Sempé, *Régime économique du vin*, thèse Bordeaux, 1898, p.5 à 9. On trouvera dans cette thèse d'autres renseignements statistiques, notamment sur les terrains vitifères dans les principaux départements (p. 11), sur la comparaison avec les surfaces occupées par d'autres produits agricoles (p. 13). — Voir aussi la thèse de Bousquet, précitée (Paris, 1904).

plus, il s'agit là, comme nous verrons, de principes certains, non sujets à équivoque, principes posés et proclamés nettement par la plupart des auteurs qui ont étudié le problème général des obligations sur choses futures, et ventes sur choses futures, dont notre question des ventes sur souches n'est autre chose qu'une application spéciale. Il sera donc d'autant plus aisé d'établir des bases juridiques solides qui gouvernent la matière et serviront à trancher les difficultés qui se sont produites ou pourraient se présenter.

Après avoir posé les principes, nous aurons à étudier les conditions de formation du contrat de vente sur souches et ses effets, ainsi que diverses questions que peut soulever, quant à la preuve et à la compétence, le caractère mixte du contrat, qui sera très généralement civil du côté du propriétaire vendeur, et commercial au regard du négociant acheteur.

Toutes ces questions formeront l'objet de notre première partie. Mais, lorsqu'un contrat de vente sur souches est intervenu, comme un temps plus ou moins long s'écoule toujours avant la récolte, des difficultés de nature particulière peuvent se présenter, si une saisie-brandon s'est produite entre temps, ou encore si, au moment de la vente, il y avait déjà une saisie immobilière dont la transcription est opérée avant que les fruits ne soient recueillis ; car cette transcription va immobiliser les fruits (art. 682, C. p. c.).

Dans notre seconde partie, nous rechercherons les solutions de ces conflits entre un acheteur sur souches et un créancier saisissant. Il ne nous restera plus qu'à conclure, ce que nous ferons en indiquant et appréciant diverses for-

mules de contrats qui ont été proposées pour modèles, et en les complétant à l'aide d'observations qui, étant en quelque sorte la synthèse des questions que nous aurons examinées au cours de ce travail, en dégageront encore mieux les résultats pratiques.

PREMIERE PARTIE

LE PROBLÈME JURIDIQUE DE LA VENTE SUR SOUCHES

Des conditions économiques que nous venons de présenter, se dégagent diverses indications, relativement à ce qu'on peut appeler la pratique du contrat de ventes sur souches. Avant d'entrer dans la discussion du problème juridique que ces ventes soulèvent, il nous paraît utile d'indiquer les différents aspects que nous offre, dans la réalité des choses, cette sorte de contrat. On peut ramener les ventes sur souches à quatre types principaux : la vente est 1° à *tant l'hectolitre* (10 francs, 12 francs l'hectolitre) ; 2° à *tant le degré alcoolique*, ce qui, en définitive, est une variante du type précédent (1 fr. 80, 2 francs, 2 fr. 50 le degré, avec indication de l'appareil auquel on se référera pour apprécier la richesse alcoolique) ; 3° à *tant les cent kilogrammes de raisins* ; ou enfin, 4° *vignes en bloc*.

Ce sont les quatre sortes de contrats de vente sur souches, telles que les présente la pratique, et telles que les tribunaux ont eu à les apprécier. Nous nous contenterons

pour l'instant de cette énumération qui précise, dans une certaine mesure, la matière juridique à examiner, nous réservant de revenir sur chacun de ces types, quand le moment sera venu, pour en dégager le caractère et les conséquences. On a vu parfois des contrats désignés sous le nom de ventes sur souches, et qui en réalité recouvraient quelque chose de tout différent. Naturellement, la dénomination qui est attribuée au contrat n'a aucune valeur juridique, lorsqu'elle est ainsi en contradiction avec le contenu même de l'acte. L'équivoque sera dissipée par l'analyse de l'intention des parties et du contenu de l'obligation qui en révélera la véritable nature. Ainsi, par exemple, pour essayer de couvrir les prohibitions légales, relativement au taux de l'intérêt et tenter de s'y soustraire, des contractants ont parfois déguisé sous l'étiquette de vente sur souches, ce qui n'était pas autre chose qu'un prêt d'argent, un prêt civil. Le but se comprend sans peine, si l'on se souvient que la loi du 7 avril 1900 limite le taux de l'intérêt conventionnel à 5 %, en matière civile le chiffre restant d'ailleurs illimité pour le prêt commercial.

Deux arrêts de la Cour de Montpellier des 3 décembre 1891 et 15 juin 1899 nous révèlent des pratiques de ce genre qui, à vrai dire, n'ont pas été difficiles à démasquer.

Dans l'espèce de l'arrêt du 3 décembre 1891, un viticulteur avait, par contrat du 16 juin 1890, vendu à un marchand de vins 600 hectolitres de sa récolte, au cours du marché de Carcassonne, avec défalcation de 3 francs par hectolitre, à titre de commission ou de bénéfice, soit 1.800 francs. Il avait été, en outre, stipulé que, dans le cas où pour une cause quelconque, à raison de défaut de qualité ou de prix, l'acheteur n'en prendrait pas livraison, la vente serait résiliée purement et simplement et que le vendeur

aurait à rembourser la somme qui lui avait été avancée, ainsi que la commission irréductible de 3 francs par hectolitre sur les 600 engagés. Une telle convention ne pouvait être considérée comme un contrat de vente sur souches et la Cour de Montpellier ne s'y est pas trompée un instant : « Attendu, dit son arrêt, qu'il importe de dégager l'intention des parties dans le contrat ainsi intervenu ; qu'il faut d'abord écarter l'hypothèse d'une vente ; qu'en effet, un contrat de ce genre ne peut sérieusement résulter des termes d'un acte où l'acheteur reste libre de résilier le marché pour une cause quelconque et même à raison du prix qui ne lui conviendra pas ; qu'on ne saurait admettre une vente manquant d'un de ses éléments essentiels, le prix ; qu'en outre, un contrat fait sous une condition potestative est nul. » (1)

La Cour conclut que, l'hypothèse d'une vente étant inadmissible, il reste que le soi-disant vendeur a avancé une somme de 5.000 francs, en s'assurant, sous prétexte de droit de commission, un bénéfice en tout cas irréductible de 1.800 francs, calculé à raison de 3 francs par hectolitre ; et qu'un pareil contrat est un prêt qui, dans ces conditions, représente pour le prêteur un intérêt de 80 % par an. Or, comme la convention était civile (2) cet intérêt usuraire de 80 % devait être réduit à 5 %, chiffre légal.

L'arrêt du 15 juin 1899 statue également sur un prêt usuraire, déguisé sous l'apparence d'une vente de récolte. Les éléments de fait étaient fort semblables : contrat portant

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi*, n° 136, 13 mars 1892.

(2) Sur la nature civile ou commerciale des contrats passés entre viticulteurs et négociants en vins, voir le chapitre VI de notre première partie.

sur une soi-disant vente de la récolte, à 7 francs les 100 kilos de raisins, ou 10 francs l'hectolitre de vin, avec versement immédiat d'un acompte, la marchandise restant aux risques et périls du vendeur. L'acheteur recevait mandat de vendre la récolte pour le compte du vendeur et se réservait une somme de 1 franc par 100 kilos de raisins, 1 fr. 50 par hectolitre de vin vendu. La Cour de Montpellier décida donc que de semblables stipulations n'ont aucun rapport avec un contrat de vente; que les caractères principaux et normaux de la vente font défaut dans la convention litigieuse, et sont nettement contredits par ce mandat de vendre donné au défendeur, et le rôle de courtier, c'est-à-dire de simple intermédiaire entre propriétaire et commerçant qui reste le sien; que s'il eût été véritable propriétaire de la récolte, il n'avait pas à stipuler de commission. En réalité, le traité constituait un prêt déguisé sous la forme d'une vente et gagé sur la récolte, le prêteur devant, au moment de la vente de celle-ci, prélever sur le prix le capital par lui prêté et les intérêts. D'autre part, le prêt était civil, et le taux de l'intérêt qui ressortait à 123 % était à réduire au chiffre légal de 5 % (1).

Pour en terminer sur cet ordre d'idées, nous citerons un jugement du Tribunal de Limoux, en date du 8 août 1900, qui n'a été rapporté dans aucun recueil. Ce sont toujours les mêmes circonstances de fait : vente, le 27 mai 1899, de 500 hectolitres à 10 francs, avec versement immédiat de 5.000 francs, plus une somme de 750 francs, qua-

(1) La question pénale ne se posait pas dans ces espèces. On sait, en effet, que l'usure est un délit d'habitude, qui ne se commet donc pas par un fait isolé.

lifiée d'indemnité de résiliation : « Attendu que cet acte ne constitue pas un contrat de vente, mais dissimule un véritable prêt de somme d'argent ; que non seulement le prix de 10 francs l'hectolitre n'apparaît pas sérieux pour l'époque à laquelle il a été convenu, mais qu'il est contraire à toutes les règles, à tous les usages en matière de ventes de récoltes, que l'intégralité du prix soit payé par anticipation, longtemps avant toute livraison, alors surtout que le vendeur conserve, jusqu'au dernier moment et même après le paiement du prix, la faculté entière de résilier le marché ; qu'il y a, d'ailleurs, dans cette dernière stipulation, une condition potestative absolument invraisemblable ; attendu que la simulation n'entraîne pas la nullité radicale des obligations ; que la véritable intention des parties une fois dégagée, le contrat qu'elles avaient voulu conclure vaut sous la seule réserve de respecter des règles juridiques qui lui sont particulières. »

En conséquence, le contrat est reconnu être un prêt de nature civile, et l'indemnité de résiliation constituant, vu le moment où les acomptes ont été versés par le prêteur, un intérêt de plus de 50 %, le Tribunal prononça la réduction à 5 %, chiffre maximum permis par la loi du 7 avril 1900 (1).

Ainsi donc, la véritable vente sur souches telle qu'on l'entend et qu'on la pratique dans le commerce, et dont nous avons signalé les quatre types principaux, se distingue nettement et facilement des divers autres contrats, et notamment du prêt à intérêt qu'on a parfois masqué sous ce titre de vente sur souches. A vrai dire, et comme il

(1) Voir, en outre, Aubry et Rau, t. IV, chap. 396, n° 52.

résulte des développements que nous venons de présenter, il ne peut guère y avoir d'équivoque et d'hésitation sérieuses, et les juges, placés en face d'une question de ce genre, ne seront jamais bien embarrassés pour dégager la portée exacte des conventions des parties. Il est donc inutile d'insister plus longuement, et nous nous occuperons désormais d'une façon exclusive du véritable contrat de vente sur souches. Les observations qui terminent notre introduction ont déjà montré le plan que nous comptons suivre ; nous allons l'aborder sans plus attendre, et nous consacrerons la validité du contrat de ventes sur souches, sa nature juridique, son caractère mobilier, ses conditions de formation, ses effets, et enfin ses règles de preuve et de compétence.

CHAPITRE PREMIER

VALIDITE DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

Nous n'aurions pas cru nécessaire d'insister sur cette question de validité, si des hésitations n'étaient nées pratiquement chez les viticulteurs et les négociants, incertitudes que nous révèlent divers documents publiés dans les revues et journaux agricoles et vinicoles. Notre avis est très net et nous le formulons d'une façon précise en deux mots : aucune prohibition légale n'interdit les ventes sur souches ; elles rentrent dans le principe général de la liberté des conventions ; c'est ce qui sera facile à démontrer.

Tout d'abord, historiquement, les contrats relatifs aux récoltes pendantes par branches ou par racines sont connus depuis fort longtemps. En droit romain, la vente de récoltes sur pied était permise d'une manière absolue et sans restriction. Les 8 et 78 au Digeste, *De contrahenda emptione*, ne laissent aucun doute sur ce point (1). Cette faculté générale a été l'objet de diverses limitations dans

(1) Nous citerons ces textes au chapitre suivant.

notre ancien droit. Un capitulaire de Charlemagne de 809 prohiba formellement la vente des raisins et des blés sur pied : « Ut nemo propter, cupiditatem pecuniæ aut propter avaritiam prius, nec pretium aut futuram conventionem sibi præparet ut duplum vel triplum tunc recipiat ; sed tunc tantum quando fructus præsentés sunt, illos comparet. De his qui vinum et annonum vendunt, antequam colligant, et per hanc occasionem pauperes efficiuntur, ut fortiter cōstringantur, ne deinceps fiat. »

Le but de cette défense était de protéger les cultivateurs indigents contre la cupidité des usuriers qui, profitant du besoin d'argent où les premiers se trouvaient, leur achetaient à bas prix leurs récoltes sur pied et les frustraient ainsi d'une partie du fruit de leur travail.

La même prohibition fut réitérée successivement dans les ordonnances de Louis XI, de 1462 ; de François I^{er}, de 1539 ; de Henri III, de 1577 ; de Louis XIII, de 1620 ; et dans une déclaration de Louis XIV, du 23 juin 1694 (pour les grains). Enfin elle fut renouvelée pendant la révolution par un décret de la convention du 6 Messidor, An III, qui punissait de la confiscation les infractions qui y seraient faites. Toutefois, un autre décret rendu quelques jours plus tard, le 22 Messidor An III, excepta de la prohibition « les ventes qui ont lieu par suite de tutelle, curatelle, changement de fermier, saisie de fruits, baux judiciaires et autres de toute nature, *ainsi que les ventes qui comprendraient tous autres fruits ou productions que les grains.* » Ces décrets et les prohibitions qu'ils contiennent sont-ils encore en vigueur, aujourd'hui, sous l'empire du Code Civil (1) ? Nous n'avons pas à entrer dans l'examen

(1) Dalloz. Répertoire, V^o grains. N^{os} 48 et suivants.

de cette question, puisqu'ils ne visent incontestablement que les grains. Ce très bref aperçu historique n'avait pas d'autre but que de nous montrer qu'aucune prohibition légale n'existe quant aux ventes sur souches. Le problème se trouve donc élucidé à ce point de vue, d'une façon très simple.

Ceci dit, on ne peut hésiter à déclarer que, sous l'empire du Code, le contrat de vente sur souches ne soit pleinement valable. Sa légalité ne peut être sérieusement contestée. La démonstration est simple et il sera complètement inutile de s'y appesantir longuement. L'article 1134 du Code civil proclame en ces termes *le principe de la liberté des conventions* : « Les conventions librement formées *tiennent lieu de loi* à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel et pour les causes que la loi autorise ; elles doivent être exécutées de bonne foi. » (1)

D'autre part, le Code civil *admet expressément la validité de toute obligation ayant pour objet une chose future*, et la loi du 28 mars 1885, sur les *marchés à terme*, proclame la légalité des marchés à livrer sur denrées et marchandises.

On voit tous les jours des produits vendus par des industriels, avant la fabrication, et avant même d'avoir les matières premières. C'est une vente certainement licite. Ces principes juridiques sont hors de toute discussion et

(1) L'article 1135 ajoute : « Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature ».

tranchent d'un mot et de la façon la plus nette, tout le problème de la légalité des ventes sur souches.

Comment donc a-t-on pu exprimer des doutes sur leur légalité ? C'est par suite d'un oubli des principes juridiques les plus élémentaires, par suite de certaines confusions entre des institutions de nature très diverse, et, enfin, par des considérations pratiques sans valeur aucune. Deux raisons expliquent comment avait pu s'introduire dans l'esprit des propriétaires récoltants et des négociants acheteurs, cette hésitation sur la légalité de ce contrat (1). A notre avis, la principale de ces raisons consiste dans le rapprochement fait abusivement entre deux opérations juridiques qui sont très dissemblables : la vente sur souches et la saisie-brandon qui, toutes deux, portent sur les récoltes sur pied. Or, la loi ne permet de procéder à la saisie brandon que dans les six semaines qui précèdent la maturité des fruits, ou plus exactement, l'époque ordinaire de cette maturité. Il est incontestable que cette prescription restrictive n'a rien à voir avec la vente sur souches (2). Quel que soit le temps qui sépare la vente de la

(1) On lira à ce sujet les **demandes de renseignements** adressées par des viticulteurs à la rédaction de diverses revues viticoles, et notamment : *Moniteur vinicole*, 6 juin 1903 ; *Progrès agricole et viticole*, 20 mai 1900, p. 577. Les formules de certains contrats traduisent ces hésitations ; on spécifie que la vente porte sur le raisin qui existe déjà, et non sur le vin qui n'est pas encore fait : « Je vends ma récolte de raisins à X... Ces raisins seront convertis en vin par mes soins et à mes frais, et le produit, quelles que soient la quantité et la qualité, sera payé à raison de l'hectolitre ». Or, les contrats sur choses futures, la vente, notamment, sont formellement reconnus par l'article 1130.

(2) Charmont. *Revue critique*, 1904, p. 453.

récolte, elle est valable et nous verrons même que rien n'empêcherait un viticulteur de conclure un contrat aux termes duquel il s'engagerait à livrer la récolte future pendant plusieurs années consécutives. D'autre part, les acheteurs sur souches ont été frappés du danger d'une saisie-brandon pratiquée ultérieurement par un créancier du vendeur qui viendrait leur enlever le bénéfice de leur contrat. Mais pour éviter cet inconvénient, il n'y a qu'à donner date certaine à l'écrit qui constate l'existence de la vente, c'est-à-dire à le faire enregistrer (art. 1328); c'est un point sur lequel nous aurons à revenir dans notre seconde partie.

Certaines personnes ont critiqué ces ventes, les considérant comme entachées d'une certaine suspicion. On a dit, notamment, qu'elles donnaient à supposer que le vendeur cédait à de pressants besoins d'argent, et qu'il se trouvait obligé d'engager sa récolte à un créancier trop pressant, sous la forme de vente à réméré qui, comme l'on sait, cache parfois une impignoration prohibée, un prêt sur gage avec pacte comissoire. Nous répondrons, d'abord, que les deux opérations juridiques ne se confondent pas ; il est possible de discerner et distinguer la vente à réméré du contrat pignoratif (1). D'autre part, nous avons indiqué quelles raisons économiques poussent les propriétaires récoltants à vendre ainsi leurs récoltes, et les négociants en vins, à recourir à un contrat sur souches. Ces considérations jointes à l'accroissement constaté de ces sortes de contrats ne permettent pas de s'arrêter à l'ob-

(1). Sur la distinction entre la vente à réméré et le contrat pignoratif, Planiol, *Traité de droit civil*, II, n° 2460.

jection dont s'agit (1). La jurisprudence a constamment validé les contrats de ventes sur souches, sans aucune espèce d'hésitation. Les deux premiers arrêts portent les dates du 28 avril 1824, Cour d'Orléans (2) et 25 mars 1835, Cour d'Angers (3). Depuis plusieurs années, les tribunaux et Cours d'appel ont eu quelquefois l'occasion

(1) Dans une analyse de jurisprudence publiée par la *Revue Critique*, 1904, p. 453, M. Charmont s'exprime ainsi : « il n'en reste pas moins vrai que ces ventes, quelque légales qu'elles soient, justifient certaines préventions. Elles prêtent à contestations et supposent une confiance réciproque des deux parties. Si le vendeur n'est pas consciencieux, il fera ses façons culturales, ses vendanges et sa vinification, moins soigneusement, visant à l'économie, et se souciant peu de la qualité du produit. Si les prévisions du marchand sont trompées, si la hausse qu'il escomptait ne se produit pas, peut-être sera-t-il tenté de chercher un moyen d'échapper aux charges de ses engagements ». Nous ne pouvons approuver ce langage. A titre de réponse, et aux observations déjà présentées au texte, nous ajouterons que les parties peuvent insérer au contrat, telles clauses qui leur conviennent, notamment, en ce qui concerne le caractère aléatoire ou conditionnel du contrat (voir le chapitre suivant) ou la vinification. Avec un contrat net, précis, formel, on évitera bien des procès. On ne peut tirer aucune objection de la mauvaise foi, car rien ne permet d'ailleurs, et, du reste, la loi ouvre alors toutes actions en dommages-intérêts. Enfin, aussi bien chez le vendeur que chez l'acheteur, un intérêt de clientèle pousse à agir loyalement.

(2) Dalloz. Répertoire V^o vente, n^o 552.

(3) « Attendu que le marché des vins fait avant la récolte, l'avait été à des prix et à des conditions bien déterminées ; que la vente était parfaite le jour du contrat verbal, et que la seule condition à accomplir consistait dans la bonne fabrication et les soins d'entretien de la part du vendeur, que l'entretien et la fabrication ont été bons, ordonne l'exécution du marché ». Angers, 25 mars 1835. (*Progrès agricole et viticole* du 19 juillet 1903, page 69).

de se prononcer sur des contrats de cette nature. Tous reconnaissent la légalité de ces ventes, et il est seulement curieux de noter que les uns les considèrent comme « un contrat anormal », parlent de « cette façon exceptionnelle d'acheter les récoltes de vins (1) » ; tandis que d'autres reconnaissent qu'ils deviennent de pratique courante (2), ce qui est, à notre avis, plus exact ; car, ainsi que nous l'avons dit précédemment, des considérations économiques de diverse nature tendent à développer cette forme de marché.

Ainsi donc, le contrat de vente sur souches est certainement valable, car il n'a rien de contraire aux lois ni à l'ordre public, et rentre dans la liberté des conventions proclamée par le Code. Autre est la question de validité, et autre l'analyse juridique. Ce n'est pas tout que de déclarer ce contrat valable ; il faut aussi examiner dans quelle catégorie juridique il se place, afin d'en déterminer les conditions et les effets. Or, précisément, le principe de liberté des conventions va permettre aux parties de choisir entre deux formes de contrat : la vente conditionnelle et la vente aléatoire. C'est là un point essentiel que nous allons étudier très soigneusement au chapitre suivant.

(1) Narbonne, 31 décembre 1896. *Moniteur Judiciaire du Midi*, 31 janvier 1897.

(2) « *Etant donné que la vente sur souches est entrée complètement dans les mœurs de la propriété et du commerce, et sa pratique constamment tout au moins dans la région du Midi, la vente consentie par une personne malgré l'existence d'une saisie transcrite, peut et doit être considérée tout à la fois comme un acte normal d'administration opposable aux créanciers inscrits, et un acte de très bonne administration, vu l'état du marché des vins en 1899* ». Carcassonne, 27 janvier 1900. *Moniteur de l'Aude*, 15 avril 1900. (Voir dans la deuxième partie le sens de cette décision).

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

La vente sur souches porte sur des récoltes à effectuer ultérieurement ; c'est nécessairement un contrat relatif à des *choses futures*. Les articles 1128 et 1598 posent en principe que tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, si aucune loi ne s'y oppose. La règle générale est donc qu'une chose peut être vendue ; l'exception, qu'elle ne peut pas l'être. Pour que la vente d'une chose soit possible, il n'est pas nécessaire qu'un texte de loi le permette, il suffit qu'aucune loi ne le défende. La première condition requise pour que des choses puissent faire l'objet d'un contrat, c'est qu'elles existent ou doivent exister. Ainsi ne peuvent faire l'objet d'un contrat les choses qui, au moment de la confection du contrat, ont cessé d'exister, ou du moins, un tel contrat est nul.

L'article 1601 indique que, si au moment de la vente, la chose vendue était périée en totalité, la vente sera nulle. En effet, la vente suppose nécessairement l'existence d'une chose « *nec venditio, nec emptio esse potest, sine re quæ*

veneant ». Donc, si la chose a déjà péri *avant la convention*, la vente est nulle faute d'objet. La conséquence est que, si le prix avait déjà été payé, il peut être répété pendant trente ans. La question des risques ne naît que si la clause existait lors du contrat, mais a péri avant la livraison. L'article 1602 ajoute que si une partie seulement de la chose est périée, *lors du contrat*, l'acquéreur a le choix, ou d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par une ventilation. La loi accorde donc à l'acquéreur un droit d'option, et comme elle le lui accorde sans restriction, il a le droit de renoncer à la vente, même au cas où la partie périée serait de peu d'importance.

La chose qui forme l'objet de l'obligation doit être déterminée ou déterminable (art. 1129). Ce n'est que le corollaire de l'article 1108, selon lequel une des conditions essentielles pour la validité d'une convention est un objet certain qui forme la matière de l'engagement.

Or, *les choses futures* peuvent faire l'objet d'une obligation, dit formellement l'article 1130, *al. 1°* ; et l'*al. 2°* précise cette pensée en édictant une prohibition spéciale pour les successions non ouvertes. Une chose future, à la seule condition d'être possible, peut faire l'objet d'une convention, et notamment d'une vente. Le législateur a considéré que, si ces choses n'existent pas actuellement, elles sont du moins, destinées à exister. Les ventes commerciales sont très souvent des ventes de choses futures. Souvent, un industriel vend, livrables à terme, des marchandises qu'il n'a pas fabriquées, et dont il ne possède peut-être même pas la matière première. Ainsi, un fabricant de drap vendra à une Compagnie de chemins de fer un certain nombre de mètres de drap pour garnir les wa-

gons, livrables dans un an, alors qu'au moment où il passe le marché, il n'a ni le drap ni même la laine pour le fabriquer. Ces ventes portent le nom générique *de ventes à livrer*, ou *à terme* (1).

Selon la définition si nette de MM. Aubry et Rau, « on entend par marchés à terme ou à livrer, les ventes faites à prix ferme de marchandises ou de valeurs quelconques, sujettes à de fréquentes fluctuations de cours et dont la livraison ne doit avoir lieu qu'après un certain temps ».

Envisagé en lui-même, le marché à terme constitue un contrat parfaitement licite. C'est ainsi qu'un commerçant, prévoyant la hausse d'une marchandise quelconque, dans quelque temps, peut valablement en acheter une certaine quantité à un prix ferme, avec stipulation que le marché ne sera exécuté qu'à une époque déterminée. Cette convention, fréquente dans le commerce, est même, suivant les circonstances, un acte très prévoyant de la part du contractant, soit du producteur qui, redoutant une baisse, s'assure immédiatement un bénéfice, peut-être modique mais certain, soit de la part du commerçant qui, craignant une hausse, acquiert à un prix rémunérateur les quantités de marchandises qui lui seront nécessaires pour exécuter les commandes qu'il a reçues ou qu'il prévoit (2).

Les choses futures peuvent donc faire l'objet d'une obligation, et c'est une situation relativement fréquente. On peut même, pour des choses actuelles, envisager dans le contrat, le caractère futur qui leur appartiendra après une

(1) Massé, Droit commercial, III, n° 117, n° 1539 ; Thaller, Droit commercial, n° 1049, 1051 ; Planiol, Traité de Droit civil, II, n° 1049.

(2) Guillouard, *Contrats aléatoires*, n° 92.

certaine opération. Cette décision doit s'appliquer d'une manière générale à toute une catégorie de choses corporelles, immeubles par nature ou par destination, appelées à être, dans l'avenir, mobilisées par leur séparation du sol ou du fond auquel elles sont attachées (récoltes). Ces choses, encore immeubles au moment du contrat, sont traitées par anticipation comme si elles étaient meubles, et pour ce motif on a proposé de les appeler meubles par anticipation (1).

Voilà donc établi le principe général que les choses futures peuvent être vendues, de même qu'elles peuvent faire l'objet de toute autre convention. Nous arrivons maintenant à un point essentiel et sur lequel nous ne saurions trop insister parce que c'est faute de l'avoir aperçu bien nettement que certains arrêts sont tombés dans l'indécision, l'obscurité et parfois même la confusion. La vente de choses futures peut revêtir deux aspects différents, elle est susceptible de deux modalités bien distinctes. L'effet de la convention est parfois subordonné à la naissance ou à la production de la chose future et si la chose espérée n'arrive jamais à l'existence, l'obligation manquera d'objet et ne se formera pas. La vente est *conditionnelle* lorsque les parties ont ainsi subordonné leur convention à la naissance ou à la fabrication de la chose. Mais les parties

(1) Chauveau, Des meubles par anticipation, *Revue critique*, 1893, p. 576, note 2. (Voir ce que nous disons, au chapitre suivant, du caractère mobilier des ventes sur souches). L'article 521 fait une application de cette conception aux coupes de bois. La même conception doit encore être appliquée à certains immeubles par destination qu'on vend avant l'opération qui doit avoir leur mobilisation pour résultat. Huc, *Traité de Droit civil*, X, n° 69.

peuvent également, si elles le veulent, conclure une vente *aléatoire*, dans laquelle l'acheteur devra payer son prix à tout événement ; il achète alors la chance, l'espérance de la chose (1).

Reprenons cette distinction en la précisant et la développant. Tout d'abord, il est un principe certain, c'est que les parties ont le droit d'apposer une condition à leurs contrats : nous n'avons pas besoin de nous étendre beaucoup sur ce sujet. Qu'il nous suffise de rappeler que la condition peut être expressément stipulée, ou sous-entendue. Les conditions *tacites* qui dérivent parfois de la loi (2), peuvent aussi résulter de la volonté présumée des parties, ou de la nature des choses sur lesquelles porte la convention, lorsque cet objet n'existe pas encore, mais peut exister ou ne pas exister ; l'événement futur et dont l'existence est incertaine forme une condition (3). Si la notion du contrat conditionnel est facile à saisir, celle du contrat aléatoire est un peu plus délicate, et nous croyons nécessaire d'y insister quelque peu (4).

La loi parle des contrats aléatoires dans deux articles, l'article 1104, al. 2 et l'article 1964 du Code civil. Si l'on rapproche l'article 1964 et l'article 1104, on s'aperçoit que

(1) Cette distinction se trouve particulièrement bien tracée dans Baudry-Lacantinerie et Barde, Des obligations, n° 247 ; Planiol, II, n° 1049 et 1426 ; Dalloz. Rep. v° vente, n° 538.

(2) Art. 960, 955, 920, 1588, 1088, etc.

(3) Dalloz, Rép. v° vente, n° 442, Supplément, n° 66, et v° obligations, n° 1166. — Toullier, VI, n° 503.

(4) Le contrat aléatoire est un contrat commutatif (art. 1104), et l'un ne doit pas être opposé à l'autre. Il y a seulement cette différence entre eux que l'équivalent, au lieu de consister dans quelque chose d'effectif, de donné, de fait, des deux côtés, consiste dans une espérance, une chance.

ce dernier donne des contrats aléatoires une définition un peu différente. D'après l'article 1104, pour que le contrat soit aléatoire, il est nécessaire que les avantages et les pertes dépendent, pour *chacune des parties*, d'un événement incertain ; tandis qu'il semble résulter de l'article 1964 que *l'aléa* peut n'exister que pour l'une des parties. Les auteurs discutent quelle définition est la plus exacte. L'article 1104 doit l'emporter, semble-t-il, car sa définition est plus conforme à la réalité des choses. La chance de gain que court l'une des parties constitue évidemment une chance de perte pour l'autre ; si la première gagne, la seconde perdra, puisque c'est à ses dépens que le gain sera réalisé ; et réciproquement, la chance de perte que court l'une des parties constitue nécessairement une chance de gain pour l'autre, car ce qui sera perdu par celle-ci, sera gagné par celle-là (1).

La qualification d'aléatoire donnée à un contrat indique la nature propre de ce contrat ; c'est celui dans lequel le but poursuivi par les parties offre quelque chose d'incertain. *Aléa* veut dire toute opération incertaine dont le résultat, bon ou mauvais, dépend du hasard. Le contrat aléatoire est donc celui dans lequel la prestation, l'équivalent à donner par chaque partie varie selon l'événement ; l'avantage ou la perte qui résultent de ce contrat ne peu-

(1) En ce sens, Demolombe, XXIV, n° 27 ; — Aubry et Rau, IV, p. 286, § 341, note 4 ; — Laurent, XXVII, n° 192. Guillouard, *Contrats aléatoires*, n° 6 ; — Baudry et Barde, *Obligations*, I, n° 18, *En sens contraire*. Duranton, XVIII, n° 25 ; — Marcadé, article 1104, n° 1 ; Troplong, *Contrats aléatoires*, n° 8 ; Larombière, article 1104, n° 4 ; Pont, *Traité des petits contrats*, I, n° 576. - Code civil Italien, article 1102 et Code civil Argentin, article 2051.

vent être appréciés à l'avance, au moment de sa formation. Les parties ne peuvent faire que des conjectures, des calculs de probabilités.

L'événement seul, en vue duquel les parties ont traité, montrera si le contrat offre des avantages à l'une ou à l'autre des parties (1). Dans tous les cas où le contrat est aléatoire, quoique l'espérance ne produise rien, le contrat est valable, et celui qui a acheté cette espérance est toujours obligé de son côté.

Ces notions vont nous permettre de distinguer le contrat *aléatoire* et le contrat *conditionnel* où se trouve également envisagé un événement incertain. C'est, dans le contrat conditionnel, l'*existence* de la convention qui est subordonnée à l'événement de cette condition, tandis que, dans le contrat aléatoire cet événement n'influe pas sur le contrat, lequel est définitivement passé, mais sur le *montant de la perte ou du gain faits par les parties*. D'un autre côté, la condition est nécessairement un événement futur ; au contraire, l'événement qui rend un contrat aléatoire peut être actuel, pourvu qu'il soit inconnu des deux parties (2).

(1) Le contrat aléatoire est tout traité fait sur une chose incertaine dans son existence et dans sa quantité. (Guillouard ; n° 6.) Voici la définition donnée par le tribun Duveyrier, dans son discours au corps législatif (Ferret, XIV, p. 556) : « Vous savez que le contrat aléatoire embrasse toutes les conventions dont le dernier résultat est sous le voile de l'avenir ou du hasard et dans lesquelles un prix certain compense un risque, ou paie un événement incertain. La vente de la nue-propriété d'un immeuble est un contrat aléatoire parce que le prix est certain au moment du contrat, tandis que l'avenir exclut encore l'instant incertain de sa possession ».

(2) Cass. 19 avril 1882. S. 82-1-368 ; D. 83-1-77. — Baudry-La-

Le contrat cesse d'être aléatoire si l'événement étant présenté comme incertain, l'une des parties le connaît. Alors le contrat est nul pour absence de consentement de l'autre partie (1). « La matière du contrat aléatoire, dit M. Guillouard, est par elle-même très intéressante par les combinaisons variées auxquelles elle se prête, par le spectacle qu'elle offre de l'intelligence et de l'activité de l'homme, cherchant des moyens propres à augmenter son avoir ou à éviter les pertes qui peuvent atteindre le patrimoine qu'il possède déjà. » (2)

L'article 1964, dans son alinéa second, indique quelques contrats aléatoires. Ce sont : le contrat d'assurance, le prêt à la grosse aventure, le jeu et le pari, le contrat de rente viagère. Mais il va de soi que ce ne sont là que des exemples, et rien n'empêche les contractants de faire une convention aléatoire sur une foule d'objets (3). Notamment,

cantinerie et Wahl, *Traité des contrats aléatoires*, n° 4, p. 2. Comparez ce que dit Guillouard, *Vente*, n° 9 : « Il importe de ne pas confondre le contrat aléatoire et le contrat conditionnel. Dans l'un comme dans l'autre, il y a un élément d'incertitude, il y a quelque chose de subordonné à un événement incertain ; mais, dans le contrat conditionnel, c'est l'existence même de la convention ou sa résolution qui dépendent d'un événement incertain, tandis que dans le contrat aléatoire, le contrat est définitif, quoi qu'il arrive, et il n'y a d'incertain que l'émolument ou la perte qui en résulteront pour chacune des parties ».

(1) Le terme ne rend pas le contrat aléatoire, et le marché à terme, c'est-à-dire celui dont l'exécution est retardée, n'est pas aléatoire. Baudry et Wahl. *Contrats aléatoires*, n° 5. En sens contraire Guillouard. *Contrats aléatoires*, n° 92.

(2) *Traité des contrats aléatoires*, n° 2.

(3) La vente est un contrat aléatoire toutes les fois qu'elle porte sur des choses dont la valeur est incertaine. Citons, à titre d'exem-

les ventes de récoltes à naître, et, parmi elles, les ventes sur souches peuvent incontestablement revêtir cette forme aléatoire (1), de même que la forme de contrat sous condition suspensive.

Ainsi donc, si nous faisons aux ventes sur souches l'application des principes que nous venons de dégager, nous arrivons aux conclusions suivantes. L'acheteur devra-t-il payer son prix, si la récolte est nulle ou à peu près, par exemple si la gelée l'a détruite, ou l'a réduite à des proportions si exiguës qu'il ne vaut pas la peine de vendan-

ple, les ventes de fruits à naître, le coup de filet d'un pêcheur (*jactus rectis*), le profit à espérer, les droits d'hérédité, la cession des droits successifs, sans garantie de l'existence des droits, ou sans garantie du montant des droits, la vente d'une nue-propiété, la vente d'un usufruit, la vente de droits litigieux, etc... Parmi ces exemples, la vente du coup de filet est une hypothèse très classique. « Aliquando tamèn, sine re venditio intelligitur ; veluti cum quasi alea emitur, quod fit cum captus piscium, vel avium, vel misilium emitur ; emptio enim contrahitur, etiamsi nihil inciderit, quia spei emptio est ». Pompinus, Loi 8, § 1, Digeste, *De contrahenda emptione*, et loi 12, *De act. empt. et vend.*

(1) Le répert. de Dalloz V^o vente, n^o 552, cite à ce sujet un arrêt de 1824, qui reconnaît formellement que la vente sur souches peut revêtir le type aléatoire. « En matière de commerce, il y a des ventes aléatoires ; telles que celle d'une récolte prochaine de vins jusqu'à concurrence de cinquante poinçons, à un prix déterminé pour chacun ». Orléans, 28 avril 1824. On soutenait qu'il avait été impossible de stipuler d'avance le prix du vin, avant que ce vin eût pu être goûté (art. 1587). Cette objection n'était pas fondée ; la valeur du vin est une chose incertaine qui ne peut influer sur l'existence de la vente ; la perfection de ce contrat ne dépend pas d'une dégustation impossible, au moment où la convention a été conclue ; d'ailleurs, on peut renoncer à la faculté d'agréage, nous le verrons.

ger parce que les frais absorberaient et au-delà les produits ? Tout dépend de la nature de la convention faite entre les parties. Si c'est seulement la chance d'une récolte qui a fait l'objet du contrat, alors c'est une simple espérance qui a été vendue ; l'acheteur devra payer son prix quoi qu'il arrive, même si la récolte est nulle. Il y a vente *aléatoire*, et le prix aura naturellement été fixé en conséquence. Quand, au contraire, les parties ont traité en vue d'une récolte future et non du simple espoir d'une récolte, la vente sera non avenue faute d'objet s'il n'y a pas de récolte ou s'il y a une récolte à peu près nulle ; car en droit presque rien équivaut à rien. Dans ce cas, il y a vente *conditionnelle* (1).

Je puis vendre la récolte que mon vignoble produira cette année ou l'an prochain, et si ma récolte est détruite par la grêle, la gelée ou une autre cause, le contrat n'aura pas d'objet ; l'acheteur sera, en conséquence, délié rétroactivement de l'obligation de payer le prix d'une vente qui n'a pu s'accomplir, si je suppose qu'elle avait un caractère *conditionnel*, et si son existence était subordonnée à celle de l'objet futur sur lequel le contrat a porté. La solution sera inverse si les parties ont donné à l'obligation la forme *aléatoire*.

Il est donc très important de distinguer si c'est l'espoir

(1) Baudry et Barde, n° 247 ; *Répertoire des Pandectes françaises*, V° vente, n° 7627 ; *Progrès agricole et viticole*, 3 juin 1900, p. 634 (lettre de M. Bonnet) ; Nîmes, 3 novembre 1900 et Cass. 25 mars 1902. D. 1903-1-175.

M. Bicquet, *loc cit.*, page 189, cite comme causes de résiliation : 1° la grêle ou une attaque sérieuse de mildew ; 2° dans la plaine de l'Hérault et dans l'Aude, l'inondation ; 3° en Algérie, le sirocco.

d'une récolte (*emptio spei*), ou une récolte espérée (*emptio rei speratae*) qui a été vendue. Le contrat est-il aléatoire, est-il conditionnel, c'est là une *question d'interprétation* à décider en fait d'après les termes de l'acte, l'importance plus ou moins grande du prix stipulé par rapport à la valeur probable de la récolte, et les autres circonstances de la cause (1). C'est surtout dans les termes mêmes du contrat que l'intention des parties pourra se retrouver et il arrivera souvent qu'elles auront inséré une clause dont l'adoption impliquera de leur part un choix précis pour l'une ou l'autre forme, sans équivoque possible (2).

(1) Pothier, vente, n° ; Duranton, X, p. 300 et 301 ; Troplong, vente, I, n° 204 ; Larombière, sur l'art. 112, n° 7 ; Colmet de Santerre, V, n° 47 bis ; Demolombe, XXIV, n° 306 ; Laurent, XVI, n° 76 ; Huc, VII ; Baudry-Lacantinerie, II, n° 842 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, I, n° 247, p. 245.

(2) Ne pas oublier cependant, comme le dit le précepte très sage de l'article 1156 que « dans les conventions on doit rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ». Nous inspirant de ce texte, il nous paraît que le criterium proposé par M. Troplong, n° 204, est difficile à admettre absolument, car il s'attache un peu trop aux expressions employées par les contractants : c'est une vente aléatoire, *emptio spei*, quand on vend à quelqu'un les fruits de tel immeuble, et il ne faut pas la confondre avec la vente des fruits qui naîtront (vente conditionnelle). En effet, le droit de percevoir les fruits, contient une chance implicite et nécessaire que le propriétaire fait passer au vendeur ; ce droit est subordonné aux intempéries des saisons ; il varie dans son étendue, suivant que l'année est plus ou moins bonne, quelquefois même, il se trouve réduit à rien. C'est donc une incertitude qui a fait l'objet du contrat, et l'acquéreur doit en courir les hasards ; mais il en est autrement quand l'acheteur a voulu acheter conditionnellement une

Quand la situation est moins nette, il est des circonstances qui peuvent faire présumer, semble-t-il, qu'il y a contrat aléatoire. Ainsi la conclusion des ventes sur souches est parfois marquée par le paiement immédiat d'un acompte. Or, le versement de cet acompte, destiné à assurer la complète exécution du contrat, équivaldra souvent à une promesse ferme ; l'acheteur prendra le raisin et le vin quel qu'il soit, sauf, évidemment, le cas où une volonté différente ressortirait des autres parties du contrat, car, comme le dit l'article 1161, « toutes les clauses de la convention s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier ». Lorsque le vendeur cèdera sa récolte sur souches par désir d'éviter une mévente pour des crus ordinaires ou en prévision d'une récolte abondante, il acceptera souvent les conditions des acheteurs et fera une vente conditionnelle. Si les acheteurs, inspirés par des idées inverses, sollicitent les viticulteurs, ceux-ci dictant les conditions du contrat imposeront plutôt une vente aléatoire, pour se mettre à l'abri des incertitudes tenant aux intempéries. Mais tout cela n'est évidemment pas absolu, parce que les questions

chose future, et son intention n'est pas douteuse, lorsque, comme dans le cas dont nous parlons, il s'est servi d'expressions conditionnelles : *les fruits qui naîtront* ». L'auteur avoue, du reste, en terminant, que cette nuance est délicate à saisir, surtout dans les actes qui ne sont pas rédigés avec grande précision. Dans le doute, l'acheteur aura gain de cause. Troplong a emprunté cette explication à Faure, Code, lib. 4, t. 42, déf. 26.

(1) Se reporter aux articles 1156 à 1164 où le Code pose quelques règles très simples et très logiques au sujet de l'interprétation des conventions.

de prix préoccuperont, parfois, davantage les parties que la nature conditionnelle ou aléatoire de la vente (1).

Les juges analyseront l'ensemble du contrat et en dégageront l'essence, en éclairant les clauses les unes par les autres. S'il y a incertitude, il faudra, d'ailleurs, résoudre la question contre le vendeur, *qui potuit legem apertius dicere*, que contre l'acheteur, l'obligé (art. 1602 et 1162). « Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. » (2)

(1) Il ne faudrait pas se tromper en lisant à la hâte certains jugements, tels que Narbonne 31 décembre 1896. (*Moniteur judiciaire du Midi*, 31 janvier 1897). Il semble dire que la vente sur souches est *toujours aléatoire*. Mais on observera que cette expression ne se réfère qu'à l'évaluation du rendement de la récolte vendue sur pied, à tant l'hectolitre. Voici, du reste, le passage de ce jugement : « Attendu que la vente du vin sur souches est un contrat essentiellement aléatoire, que les évaluations du rendement sont le plus souvent inexâctes et bien des fois exagérées ; que cette façon exceptionnelle d'acheter les récoltes de vins fait forcément courir, à ceux qui y ont recours, des risques et des aléas considérables inhérents à l'inexistence du vin, objet vendu, au moment où le contrat est consenti... ».

(2) Les explications qui précèdent nous suggèrent diverses réflexions concernant une note parue dans le *Progrès agricole et viticole* du 20 mai 1900, page 577, en réponse à une lettre d'un abonné, dont voici les termes : « Avignon, 14 mai 1900,

» M. le Directeur, un courtier achète à un propriétaire *en ce moment, ses raisins en vert sur souches*, payables à l'enlèvement des vendanges ; bien entendu, il ne paiera que la quantité des raisins qu'il enlèvera, en prenant toute la récolte à un prix déterminé et accepté par les deux parties. Ce marché est-il valable devant les tribunaux, en cas de contestation ou de non-exécution ? Y a-t-il une formule spéciale pour établir ce genre de marché ? Le cas s'est

présenté l'année dernière : le courtier a refusé de prendre les raisins aux vendanges. On nous assure qu'un Tribunal du département voisin a débouté le propriétaire de sa demande, en prétendant qu'il n'avait pas le droit de passer un semblable marché ; que la loi ne l'autorisait pas à traiter une vente d'une récolte improbable. Avez-vous connaissance de semblables ventes, annulées et non valables ? ». A cette demande de renseignements, la rédaction de la Revue répondit : « Si l'achat du vin sur souches est un contrat aléatoire pour l'acheteur, celui-ci sait d'avance quels sont les risques qu'il encourt, et il nous paraîtrait juste et moral qu'il subit, à l'occasion, les conséquences d'une opération qu'il a faite de son plein gré et en connaissance de cause. Mais les tribunaux en ont décidé autrement et ne reconnaissent pas, le plus souvent, la valeur d'un contrat de ce genre. On avait jusqu'ici tourné la difficulté en vendant sur souche *le raisin destiné à être transformé en vin*. Ce raisin n'est pas une production *improbable*. Dès que les grappes sont sorties et, *a fortiori*, dès que la floraison est passée et que les raisins deviennent visibles, ce raisin *existe* ; il sera plus ou moins beau, plus ou moins sucré, plus ou moins doré, mais il existe ! il n'est pas improbable, mais il est certain. Pourquoi, dès lors, ne pourrait-on pas le vendre ? Le Code n'a pas expressément prévu la vente sur souches, mais il a cent ans ; l'usage de ces ventes de raisins sur souches est passé dans les mœurs. Bon, ou mauvais, il existe, et nous pensons qu'on ne saurait laisser trop de liberté aux transactions commerciales. C'est bien le moins que chacun puisse disposer comme il entend des raisins qu'il récolte, à chers deniers souvent. Acheteurs et vendeurs se mettent bien d'accord et adoptent une formule bien pesée et bien uniforme, il ne nous paraît pas possible que les tribunaux y fassent une objection sérieuse. » Nous observerons tout d'abord : 1° que *pas un* jugement n'a contesté la validité des contrats de vente sur souches ; 2° que l'auteur de la note confond la vente aléatoire et la vente conditionnelle, et c'est ce qui explique qu'il ait commis diverses erreurs, notamment quand il oublie que le Code consacre formellement les obligations sur choses futures. Alors même que le contrat porterait sur la récolte de *plusieurs années consécutives*, il serait valable. Inutile se discuter, dès lors, si le raisin « existe »,

si le raisin est une production improbable » ; 3° que la liberté des conventions se trouve proclamée dans le Code civil, art. 1134 ; 4° il est très exact, comme l'auteur le dit dans la dernière phrase de sa note, qu'un contrat nettement rédigé ne soulèverait jamais d'objection quant à sa validité, de même qu'il éviterait bien des difficultés d'interprétation.

CHAPITRE III

CARACTERE MOBILIER DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

Les récoltes pendantes par branches et par racines, quoique incorporées au sol et immobilières par leur nature, sont traitées par avance, comme des meubles, en attendant leur prochaine séparation du sol. Elles forment ce qu'on appelle des meubles par anticipation, parce qu'on les envisage et on les traite, à certains égards, non dans leur état actuel, comme unis à la terre, mais dans leur état prochain, comme distincts et séparés (1). Donc, les récoltes de toute nature, et par conséquent les raisins sont considérés comme meubles, quand ils font l'objet d'une vente ou d'une saisie (saisie-brandon). La jurisprudence est pleinement entrée dans cette manière de voir. Ainsi, selon un arrêt de la Cour de cassation du 14 février 1899, le caractère mobilier ou immobilier des biens se détermi-

(1) Planiol, I, n° 860 et suiv. ; Aubry et Rau, II, § 164, p. 14 (5^e édition); Chauveau, Des meubles par anticipation, *Revue critique*, 1893, p. 576.

nant, avant tout, par le point de vue auquel les ont considérés les parties contractantes, et par la destination qu'elles leur ont attribuée, des récoltes encore pendantes deviennent meubles par cela même que, dans le contrat de vente dont ils sont l'objet, ils sont envisagés comme déjà détachés du sol (1). Au surplus, ce n'est pas seulement dans la qualification donnée à un acte par les parties qu'il faut chercher son véritable caractère, mais surtout dans les dispositions elles-mêmes de l'acte, et dans la nature des droits qui en font l'objet (2). C'est la nature et l'étendue des droits cédés qui permettent de reconnaître s'il y a eu *bail d'immeuble ou vente de récoltes* (3).

(1) Cass., 14 fév. 1899. S. 1900-1-398.

(2) Cass. 15 fév. 1893. S. 94-1-149 (note de M. Wahl).

(3) Ainsi l'acte, d'ailleurs qualifié de vente, et portant adjudication de la première et deuxième herbe de l'année à recueillir sur une prairie, sans aucune concession de jouissance sur ce pré, et à une date rapprochée de la fauchaison, constitue une vente de récoltes sur pied, et non un bail à ferme. Cass., 9 mai 1892. S. 92-1-423.

Le contrat a le caractère de bail si tous les produits de l'immeuble sont transférés au preneur, et le caractère de vente, si le propriétaire du fonds se réserve certains produits. Cass., 29 avril 1896. S. 97-1-369 (note de M. Wahl).

Jugé, par application du même principe, que l'adjudication pendant une durée déterminée de la ferme de l'écorce des chênes-lièges dans une forêt, avec réserve formelle au propriétaire du corps des arbres, et de prendre toutes les mesures ayant pour objet la mise en valeur, l'amélioration de la forêt en général et la culture des diverses essences, ne confère à l'adjudicataire aucun droit sur le sol, et lui attribue uniquement le droit de recueillir un produit particulier de la terre, dont la jouissance et l'usage direct continuent à appartenir au propriétaire. (Même arrêt et Cass., 25 janv.

La vente sur souches étant mobilière, il va en résulter les conséquences pratiques suivantes. D'abord la compétence du Tribunal sera déterminée par le domicile du défendeur. Si l'acheteur poursuit le propriétaire récoltant, le Tribunal du domicile du vendeur connaîtra de l'action. Si la chose vendue était immobilière, ce serait, au contraire, le Tribunal de la situation de l'immeuble qui trancherait les difficultés (art. 59, C. proc. civ.) (1). La vente étant mobilière, il n'est pas nécessaire de la faire transcrire pour la rendre opposable aux tiers. La loi du 23 mars 1855 ne vise en effet que les transmissions de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèques. Le droit de mutation à percevoir sur la vente sera le droit de 2 %, et non le droit de vente immobilière, qui est beaucoup plus élevé (art. 69, § 5, loi du 22 frimaire an VII). Enfin, le caractère mobilier de l'objet va modifier la compétence des officiers publics chargés de procéder à la vente volontaire aux enchères. Quand il s'agit d'immeubles, les notaires ont un droit absolu, un monopole à l'effet de vendre publiquement. Pour les meubles, ils ont à subir la compétence concurrente des commissaires priseurs, huissiers

1886, S. 1888-1-226). Par suite, cette convention n'a pas le caractère d'un louage, qui, selon l'article 1709 C. civ., a essentiellement pour objet de transporter la jouissance d'une chose pendant un certain temps, mais constitue une vente mobilière obligeant le propriétaire dans les termes de l'article 1582 du même Code, et conférant à l'adjudicataire le droit d'enlever, chaque année, l'objet convenu. Il en est ainsi, alors même que l'adjudicataire est tenu de préparer, par ses travaux personnels, la venue des récoltes futures, et que les risques sont mis en partie à la charge du propriétaire, et que le prix est payable périodiquement (Même arrêt).

(1) Voir au chapitre VI la question de savoir si c'est le Tribunal civil ou le Tribunal de commerce qui connaîtra de l'affaire.

et greffiers de justice de paix. L'article 1^{er}, loi du 5 juin 1851, est formel en ce sens, et il est même à noter que cette loi a été rendue pour mettre un terme à une jurisprudence qui reconnaissait, à tort, pour les ventes mobilières le monopole aux notaires (1).

(1) Voir à la deuxième partie ce qui concerne les questions de saisie.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE FORMATION DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

Le contrat de vente sur souches est soumis à toutes les conditions ordinaires de formation des contrats en général et de la vente en particulier, et, en cela, il n'appelle aucune observation spéciale. La vente sur souches, comme toute autre vente, est un contrat synallagmatique dans lequel le vendeur s'oblige à transférer à l'acheteur la propriété de la chose, moyennant un prix que celui-ci s'engage à lui payer (art. 1582 et 1583).

La vente sur souches exige donc le consentement des parties, et, comme autres éléments essentiels, une chose et un prix. Sur la plupart des principes qui régissent ces éléments, la vente sur souches ne présente rien de différent de la vente en général, et il est inutile, par conséquent, d'y insister ici. Nous ne nous occuperons donc, relativement au consentement, à la chose et au prix, que des points sur lesquels le contrat que nous étudions présente des particularités qui lui sont propres.

Section Première

DU CONSENTEMENT EN CAS DE VENTE SUR SOUCHES.

Agréage

Nous n'aurons guère à parler, en ce qui touche le consentement (1), que d'une modalité particulière à ce consentement qui, en matière de vente, peut être retardé et subordonné à certaines conditions spéciales. C'est la question de l'agréage. Que devient la condition d'agréage en matière de vente sur souches ?

L'article 1587 consacre en ces termes une faculté qu'on appelle agréage, ou agréation, ou agrément, ou dégustation : « A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a point goûtées et agréées ». Il s'agit de savoir quel rôle va jouer cette faculté d'agréage en cas de vente sur souches, au point de vue de la formation du contrat. Cette question a souvent embarrassé des propriétaires récoltants, et des négociants acheteurs, au moment de conclure une vente de récolte sur pied. Cependant, elle ne peut soulever de dif

(1) Les principes généraux sur les vices du consentement trouvent leur application dans cette obligation, comme dans toute autre. Les parties doivent notamment s'abstenir de tout *dol*, c'est-à-dire de manœuvres frauduleuses pour amener l'autre partie à contracter. Demolombe, XXIV, 174 ; — Aubry et Rau, IV, § 342 bis, p. 302, etc.

ficultés sérieuses et doit être très simplement résolue à l'aide des principes suivants.

Tout d'abord et d'une façon générale, l'article 1587 n'est nullement inspiré par des considérations d'ordre public. La disposition de cet article s'explique aisément : la loi suppose dans l'article 1587 qu'à raison de la nature des marchandises dont s'agit, il a été convenu tacitement que l'accord sur la chose et le prix ne suffit pas, pour rendre la vente définitive, mais que cette vente est subordonnée à la dégustation et à l'agrément de l'acheteur, c'est-à-dire à une condition suspensive et potestative de la part de ce dernier. C'est pour cela que le texte déclare qu'il n'y a pas vente, puisque l'acheteur n'est pas encore lié (1).

Tous les auteurs et les arrêts sont d'accord pour reconnaître que l'acheteur peut renoncer, soit expressément, soit tacitement, au droit de dégustation, et, en fait, les achats commerciaux contiennent souvent cette renonciation. La renonciation est expresse quand les parties ont indiqué formellement leur intention, ou fait une convention telle qu'elle ne puisse s'interpréter autrement ; par exemple, quand il a été convenu que le vendeur livrerait des marchandises loyales et marchandes, l'acheteur ne peut refuser celles qui rempliraient cette condition ; une expertise trancherait la question, au besoin. La renonciation tacite s'induit des circonstances ; c'est une question de fait

(1) Huc, X, p. 36.

Notons l'arrêt de Besançon, 25 mai 1904, *Gaz. Pal.*, 1904-1-735, qui décide que : ne constitue pas une vente *ad gustum* la vente, moyennant un prix fixé par 100 kilogrammes, d'une certaine quantité de fromage. C'est une vente régie par l'article 1585 et non par l'article 1587.

que les tribunaux apprécient souverainement en cas de contestation. Ainsi un acheteur habitant une ville éloignée du centre de production fait venir du vin de tel cru ; il ne peut le refuser sous prétexte qu'il n'est pas de son goût personnel, pourvu que le vin soit de bonne qualité, dans la catégorie demandée. On ne peut admettre, en effet, qu'il ait été dans l'intention des parties de faire faire au vin un long trajet et d'exposer des frais de transport, si la vente n'est pas définitive (1). De même, en cas de vente sur échantillon, lorsqu'on a goûté celui-ci, et qu'on l'a trouvé convenable, on a épuisé le droit de dégustation.

Telles sont, rapidement résumées, les règles générales des ventes *ad gustum*. Appliquons-les aux ventes sur souches. Ici nous ne pouvons faire autrement que de constater, qu'à raison même de la nature du contrat et de l'intention certaine des contractants, il y a eu renonciation à la faculté d'agréage. Le contrat même implique cette renonciation tacite ; cela ne peut souffrir difficulté.

Celui qui achète une récolte sur pied est présumé avoir consenti à prendre le vin tel qu'il sera ; il a tacitement renoncé à la dégustation et ne pourrait se plaindre que des défauts de qualité provenant de la faute démontrée du vendeur (2).

Les tribunaux se sont rarement prononcés sur ce point. Cependant, nous ne pouvons passer sous silence la for-

(1) Baudry-Lacantinerie et Saignat, Vente, n° 10, 160 ; — Duvergier, I, n° 104.

(2) Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 160 ; — Planiol, n° 1420 ; — Charmont, *Revue critique*, 1904, p. 454 ; — *Progrès agricole et viticole*, 1900, p. 69, 577 ; — Dalloz, *Répertoire*, v° Vente, n° 552, et l'arrêt d'Orléans, 28 avril 1824, qui s'y trouve cité.

mule nette et précise du jugement de Carcassonne, en date du 27 janvier 1900 : « Il ne saurait être sérieusement contesté que la règle de l'article 1587 n'est qu'une présomption de volonté à laquelle les parties peuvent déroger, et que rien n'empêche un acheteur de renoncer tacitement au droit de dégustation préalable que la loi lui accorde. » (1)

La Cour de Nîmes, 3 novembre 1900, s'est également expliquée sur la question : « Attendu, qu'à dater du marché, le vin est devenu la propriété de l'acheteur quelles que fussent la quantité et la qualité, que l'agréage des vignobles équivalait à l'agréage des marchandises. » (2) Cet arrêt a été déféré à la Cour de cassation, mais le pourvoi n'a pas visé l'article 1587 et la Cour suprême n'a pas eu à se prononcer (3) ; sa solution n'aurait pas été certainement différente. Dans l'espèce dont s'agit, le contrat disait textuellement que « les vignobles ont été visités et agréés par l'acheteur, et tous les vins seront sa propriété, quelles que soient la qualité et la quantité. » Cette formule

(1) Carcassonne, 27 janvier 1900, *Moniteur de l'Aude*, 15 avril 1900. — On rapprochera la formule très nette de l'arrêt de cassation, 20 nov. 1894. D. 94-1-568. Cet arrêt, bien que rendu en une autre matière que celle de la vente sur souches, n'en est pas moins probant : « Attendu que, si, aux termes des articles 1585 et 1587, la vente des marchandises à la mesure et de celles qu'on est dans l'usage de déguster avant d'en faire l'achat, est parfaite, alors seulement que ces marchandises ont été mesurées, et, d'autre part, que l'acheteur les a goûtées et agréées, il appartient toujours aux tribunaux d'apprécier si les parties n'ont pas entendu déroger à ces règles, et si, en fait, elles s'y sont ou non conformées. »

(2) D. 1903-1-175.

(3) Cass., rejet, 25 mars 1902. D. 1903-1-175 ; — Charmont, *Revue critique*, 1904, 453.

portait renonciation expresse ; sa présence n'était aucunement indispensable, et ne pouvait influencer sur la décision, puisque, eût-elle fait défaut, la solution en serait restée la même, attendu que, par sa nature même, nous l'avons vu, la vente sur souches ne peut comporter la condition d'agréage (1).

Les principes exposés ci-dessus sont donc tellement certains qu'il est inutile de stipuler au contrat de vente sur souches que l'article 1587 ne sera pas applicable (2).

Il ne faut pas oublier que les acheteurs sur souches ont en vue généralement le vin qui sera fabriqué (3). La vini-

(1) *Le Progrès agricole et viticole* du 19 juillet 1903 conseille aux viticulteurs l'insertion dans les ventes de la formule suivante : « Vous avez visité les vignes de la propriété, et avez ainsi agréé les vins qui en proviendront, quelle qu'en puisse être la qualité, vin fin et vin de presse. » Cette clause appelle de notre part les mêmes observations ; elle est surabondante.

(2) *Le Progrès agricole et viticole* du 3 juin 1900, p. 635, engage les parties à recourir aux clauses de cette nature ; elles n'auront aucun effet spécial, puisqu'elles sont un simple rappel de principes incontestables.

(3) Pour écarter l'agréage, au cas de vente sur souches, on a parfois insisté sur ce fait que c'est le *raisin*, et non le *vin*, qui est vendu. Dans une lettre parue au *Progrès agricole et viticole* du 3 juin 1900, p. 634, M. Bonnet dit par exemple : « Dans cet article 1587, il s'agit de la vente du vin, huiles et autres choses qu'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire achat... et non de la vente de *raisins*. Et la distinction est réelle : quand on achète du raisin sur souches, on se préoccupe du cépage, de l'exposition du vignoble, de la composition du terrain, de la vigueur de la vigne ; on court la chance des intempéries, des maladies cryptogamiques, des insectes. Si c'est du *vin*, l'acheteur se préoccupe du manteau du *vin*, de sa richesse en tannin, alcool, extrait sec, etc., et sur-

fication est faite, soit par l'acheteur, soit par le vendeur. Quand la vinification est opérée par les soins du propriétaire récoltant, il va de soi que s'il a commis quelque négligence, si la mauvaise qualité ou la malfaçon du vin lui sont imputables et sont prouvées à sa charge, il en supportera les conséquences par voie d'action en dommages-intérêts. Mais l'acheteur ne pourra refuser le vin, sous le seul prétexte qu'il ne lui agréé point puisqu'il a renoncé à cette faculté, à raison même du contrat qu'il a souscrit. L'article 1587 sera donc déclaré inapplicable à la vente d'une récolte sur souches, au cas où, le vendeur livrant le vin de la récolte convenue, l'acheteur voudrait faire dépendre son acceptation d'une dégustation préalable. Si la vinification doit être faite par l'acheteur, ce que le contrat indique, et si le vin obtenu ne paraît pas être de la qualité qu'on en attendait, n'est pas au goût de l'acheteur, ce défaut ne provient pas toujours des raisins, mais, parfois

tout que le vin, soit pour lui ou sa clientèle, ait de la finesse, du bouquet. C'est là la condition essentielle que doit remplir le vin, et c'est pour cela que le Code dit qu'il *n'y a point de vente* tant que l'acheteur n'a point *goûté et agréé*. Et dans notre cas, *l'acheteur n'achète point du vin, mais du raisin*. La marchandise sera livrable à la vendange. »

A notre avis, et comme le reconnaît M. Bonnet à la fin de sa lettre, il n'y a même pas lieu de s'embarrasser d'une distinction entre la vente des *raisins* ou du *vin* sur souches. En définitive, sauf le cas de raisins de table, ce n'est pas tant le raisin que le vin que l'acheteur a en vue. Mais ceci n'exerce aucune influence sur la décision relative à l'article 1587. On devra toujours décider que l'acheteur sur souches a consenti à prendre le vin tel qu'il sera ; il a tacitement renoncé à la dégustation.

aussi, de la mauvaise vinification (1). Il ne peut même pas être question d'agréage.

La faculté de dégustation dans les ventes sur souches ne pourrait revivre qu'en vertu d'une intention bien démontrée chez les contractants. Pour le raisin choisi pour faire du vin de cru, ou surtout du raisin de table, il pourrait être convenu que l'agréage aurait lieu (et l'on rentrerait alors dans les termes et conditions de l'article 1587) afin de voir si le raisin est de qualité, de choix, à raison de la culture ou de la maturité, etc. Le commerçant alors n'a confiance qu'en son goût personnel pour découvrir et se procurer des produits supérieurs qui font la réputation de sa maison. Le seul énoncé de ces circonstances montre combien une clause de cette nature sera peu fréquente, car elle donnerait au vendeur une situation trop hasardeuse. La *qualité* du raisin, on l'ignore, et les prévisions sont incertaines. Une récolte qui s'annonce bien, peut être compromise par mille incidents et il est peu probable qu'un viticulteur accepte à la fois et de supporter toutes les mauvaises chances de l'exploitation et de s'en remettre, de plus, au caprice de l'acheteur.

Il ne nous reste plus, pour en terminer sur cette question d'agréage, qu'à dégager le sens d'une clause qui a soulevé bien des discussions. Dans le commerce des *vins*, on trouve souvent la clause *droit de goût, loyal et marchand*. Cette clause, qui aboutit à créer des *types marchands*, est spéciale aux commerçants ; et, en général, les propriétaires ne veulent pas ou ne peuvent pas la pra-

(1) *Progrès Agricole et Viticole*, 3 juin 1900, p. 634 (lettre de M. Bonnet).

tiquer. Elle répond, en effet, à un besoin particulier, celui de livrer au consommateur qui l'exige, un vin qui soit à peu près toujours le même, et à un prix sensiblement constant. Les négociants en vins pourvoient à ce désir, en créant, par des mélanges ou coupages des types uniformes. Tout cela montre que ladite clause n'a certainement sa raison d'être que pour les marchés conclus entre négociants.

Supposons qu'elle figure dans une *vente sur souches*, intervenue entre un commerçant et un propriétaire récoltant, comment devra-t-elle être interprétée ? A vrai dire, il semble bien que cette stipulation n'ait pas de sens pour le propriétaire. Tout ce qu'on peut exiger de lui, comme nous l'avons dit plus haut, c'est qu'il fasse honnêtement et convenablement sa vendange et son vin (1), si le contrat ne réserve pas cette tâche à l'acheteur, comme il arrive parfois. C'est donc par une extension presque abusive et par une analyse peu précise et exacte du contrat de vente sur souches que cette clause figurerait ainsi au marché, à

(1) Nous donnerions donc ce sens aux clauses qu'on rencontre dans certaines espèces : Narbonne, 11 mars 1904, *Moniteur judiciaire du Midi*, 20 novembre 1904 : « Le vendeur s'oblige à faire la vendange au mieux des intérêts de l'acheteur. Les vins devront être loyaux et marchands, non additionnés de sucre ou autres matières étrangères. » — De même, Narbonne, 26 mars 1904, *Moniteur judiciaire du Midi*, 10 juil. 1904 : « La vinification aura lieu par les soins des vendeurs, en temps utile et suivant l'usage des lieux. Le vin devra être loyal et marchand, sans addition de sucre et il ne devra pas être plâtré au-dessus de la dose tolérée. » — Cpr. Carcassonne, 27 janvier 1900, *Moniteur de l'Aude*, 15 avril 1900. Ces clauses ne visent donc qu'une vinification normale, et cela est d'autant plus certain que nous sommes en matière de ventes sur sou-

titre exceptionnel. Naturellement ce que nous venons d'en dire défend de jamais la présumer (1).

Une dernière observation terminera ce paragraphe relatif à la conclusion du contrat sur souches. Dans les rapports entre les propriétaires récoltants et les négociants qui achètent leurs produits, bien souvent les ventes sur souches, de même que les ventes de vins ne se concluent pas directement. Entre les parties intervient un intermédiaire, commissionnaire ou courtier. La profession de courtier en marchandise est libre depuis la loi du 18 juillet 1866 ; elle la soumet cependant à certaines règles, notamment les courtiers ne doivent pas être intéressés personnellement au marché, à peine de poursuites correctionnelles (amende de 500 à 3.000 francs) et de tous dommages-intérêts (2).

ches où il ne peut y avoir lieu à agréage, la nature même du contrat et, en outre, une renonciation tacite à cette faculté s'y opposant tout à fait.

(1) Charmont, *Revue critique*, 1902, p. 454, note 2, et p. 451.

(2) Les courtiers ont un rôle important pour les ventes de vins ; ils apportent les échantillons, se chargent de traiter avec les voituriers, ont pour mission d'agréer les vins s'il y a lieu, à moins que le traité ne porte sur une grosse partie, auquel cas le négociant va lui-même déguster et agréer sur place. Le courtier est responsable de ses fautes et, par exemple, des défauts du vin, s'il a été chargé de l'agréage. Les émoluments sont librement fixés. Bousquet, *Le régime économique du vin. Le marché des vins* (Thèse Paris, 1904, p. 94).

Le contrat de vente sur souches peut entraîner un certain nombre de contrats accessoires, tels que transport, location de futailles, etc. (Cpr. Valéry, *Le louage de meubles* dans les *Annales de droit commercial*, 1895, p. 27).

Section II

DE LA CHOSE ET DU PRIX EN MATIÈRE DE VENTE SUR SOUCHES

Mesurage et pesage ; transfert de la propriété et des risques

Nous savons déjà que la vente peut porter sur des choses futures et que, commé telle, la vente sur souches est certainement légale. Ce que nous voulons examiner ici, c'est la détermination de la chose et du prix, la question de transfert de la propriété et des risques. Les articles 1138 et 1583 du Code civil établissent le transfert de propriété même à l'égard des tiers par le simple consentement des parties. Si la vente a pour objet un corps certain et déterminé, l'acheteur devient propriétaire au moment même du contrat et la chose est dès ce moment aux risques de l'acheteur. La transmission de la propriété et des risques par le seul effet du contrat de vente est donc la règle générale. Mais à cette règle il y a des exceptions ; il est des cas où ce transfert ne s'opère qu'à une époque postérieure à la convention (1). L'article 1585 dit à ce sujet : « Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées ; mais l'acheteur peut demander

(1) Planiol, I, n° 1368 ; II, n° 1421. — La transcription qui est parfois exigée pour transférer la propriété à l'égard des tiers vise les *immeubles*. Or, nous avons établi au chapitre III que la vente sur souches est mobilière.

la délivrance ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement. » Et l'article 1586 ajoute : « Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas été encore pesées, comptées ou mesurées. »

Il est donc très important de distinguer la vente en bloc de la vente au poids, au compte ou à la mesure, car les effets de ces deux sortes de ventes ne sont pas les mêmes. Dans la vente en bloc, la propriété est transférée immédiatement à l'acheteur, et la chose vendue est à ses risques dès le moment du contrat.

Dans la vente au poids, au compte ou à la mesure, il en est différemment : la chose vendue est aux risques du vendeur tant qu'elle n'est pas pesée, comptée ou mesurée (1).

(1) L'article 1585 ne parle que des risques. Faut-il également admettre que, dans les ventes au poids, au compte ou à la mesure, la propriété de la chose ne passe sur la tête de l'acheteur qu'au moment du pesage, du comptage ou du mesurage ? La question est controversée ; un arrêt de la Cour de cassation du 11 novembre 1812, rapporté au Dalloz, *Jur. gén.*, v° Vente, n° 269, et quelques auteurs décident que la propriété est transmise à l'acheteur par le seul effet du contrat. A cette doctrine se rattache une conséquence pratique très importante. Si le vendeur tombe en faillite avant l'opération même du pesage, l'acheteur peut revendiquer les marchandises, à la charge de faire effectuer cette opération. Au contraire, dans l'opinion opposée, l'acheteur, n'étant que créancier du vendeur tant que cette opération n'a pas été faite, est, en cas de faillite du vendeur, soumis à la loi du dividende. (V. Pardessus, *Droit commercial*, 6^e édit., t. II, n° 296 ; — Duranton, *Cours de droit civil*, t. 16, n° 92 ; — Colmet de Santerre, t. 7, n° 7 bis, 11 ; — Duvergier, *De la vente*, t. 1, n° 82 et suiv. ; — Lyon-Caen et

L'article 1585 est facile à appliquer quand la vente a eu pour objet une certaine quantité de marchandises à prendre, moyennant un prix fixé à tant la mesure, sur une quantité plus grande (1). La chose vendue n'est pas alors individualisée, c'est certain, elle demeure confondue dans

Renault, *Traité de droit commercial*, t. III, n° 131). Dans cette opinion, on considère que le mesurage n'est qu'une condition suspensive mise par les parties à leur engagement, et qui rétroagit selon la règle commune (art. 1179) au jour du contrat. Il en résulte que le transfert de propriété sera réputé accompli du jour de la convention. Si les risques n'incombent pas à l'acheteur avant l'accomplissement de la condition, c'est par application de l'article 1182 du Code civil. Mais ce système est repoussé par la majorité des auteurs et n'est pas non plus admis par la jurisprudence. Il n'est pas exact, dit-on, dans le second système, de considérer le mesurage, nécessaire pour la détermination du prix ou de la chose vendue, comme une condition suspensive à la réalisation de laquelle la vente est subordonnée. C'est bien plutôt un élément de validité de la vente qui ne peut exister sans prix ; il n'y a donc pas de vente tant que cet élément fait défaut, et, par suite, l'acheteur ne devient pas propriétaire. (V. Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 341, note 41 ; Guillouard, t. I, n° 38 ; — Paris, 19 juillet 1890, D. P. 92-2-257 ; D. P. 93-2-92 et la note ; Dijon, , 20 déc. 1895 ; *Gaz. Pal.*, 96-1-163).

(1) Narbonne, 26 mai 1904. *Moniteur judiciaire*, 10 juillet 1904. Il s'agissait de savoir si un acheteur sur souches ayant traité le 11 juin 1903, par contrat enregistré, pouvait former une demande en revendication dans une saisie-brandon pratiquée le 4 août 1903. La question revenait à savoir si le transfert de propriété avait eu lieu. Or il ne s'était pas opéré ; car la vente portait sur un chiffre de 150 hectolitres et pour un prix de 2 francs par degré alcoolique, à prendre sur une plus grande quantité. Cette décision ne pouvait donner lieu à difficulté ; le tribunal marque, du reste, que la décision aurait varié si les objets avaient été vendus en bloc et non simplement en partie. Voir ce jugement dans son entier à la fin de notre seconde partie, relative aux conflits entre acheteurs sur souches et créanciers saisissants.

la masse ; si la masse vient à être diminuée par cas fortuit et s'il reste encore quantité suffisante, le vendeur devra délivrer toute la quantité promise et supporter seul la perte occasionnée par cas fortuit, c'est-à-dire les risques. S'il ne reste rien, la solution doit être la même, c'est-à-dire le vendeur supportera la perte.

Mais, si tout le monde est d'accord pour appliquer l'article 1585 quand le mesurage est nécessaire pour individualiser la chose vendue, il en est autrement lorsque le mesurage a pour but, *non de déterminer la chose vendue, mais le prix de la vente*. Ainsi, quand on achète, à tant l'hectolitre, toute la récolte pendante sur souche de tel vignoble, le mesurage est nécessaire alors, non pour *déterminer l'individualité de la chose vendue*, puisque le contrat porte sur elle dans son ensemble, mais seulement pour *en fixer le prix*. Quelle solution adopter tant pour le transfert de la propriété que des risques ? Les difficultés qui résultent des articles 1585 et 1586 proviennent de ce que la distinction faite par ces articles, empruntée à Pothier qui ne la faisait et ne pouvait la faire qu'au point de vue des risques, à une époque où le contrat de vente ne transférait pas la propriété, soulève aujourd'hui une question de translation de propriété que les rédacteurs du Code n'ont jamais résolue (1).

La doctrine est très divisée sur cette question, une partie des auteurs soutiennent que, lorsque la détermination du prix total exige un pesage, un comptage ou un mesurage, il y a vente au poids, au compte ou à la mesure, et l'article 1585 est applicable. Ce système s'appuie sur le

1) Baudry-Lacantinerie et Saigne, nos 145, 149, 150.

texte même de l'article 1585 : ce texte, en effet, est général et dispose que les marchandises vendues restent aux risques du vendeur toutes les fois qu'elles doivent être pesées, comptées ou mesurées. La loi ne distingue donc pas entre le mesurage qui a pour but de fixer ce qui est vendu et le mesurage qui doit seulement déterminer le prix. D'ailleurs, le prix est un élément essentiel du contrat ; on comprend que le législateur n'ait pas admis que la vente fût parfaite tant que le prix restait jusqu'à un certain point indéci. Si la récolte vient à périr en partie ou en totalité avant le mesurage, la perte sera pour le vendeur. Quelle somme réclamerait-il à l'acheteur, puisqu'on ne sait pas quelle quantité a péri ? (1)

Cette opinion restrictive doit, il semble, être rejetée. Beaucoup d'auteurs refusent de l'admettre, et la plupart des arrêts de jurisprudence sont en sens contraire, comme nous allons le voir. « La vente sera une vente en bloc avec

(1) Voir en ce sens Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. III, n° 130 ; Huic, t. X, nos 17 et 18 ; Baudry-Lacantinerie et Saignat, *Vente*, nos 146 et 148 ; — Req., 26 avril 1870, D. P., 71-1-11 ; — Bordeaux, 11 janvier 1889, D. P., 89-2-11 ; — et Planiol, t. II, p. 1421. L'arrêt de cassation du 26 avril 1870, cité parfois à l'appui de cette opinion, ne dit pas un mot en ce qui concerne cette question de prix : il doit être complètement laissé à l'écart. Quel va être l'effet de la convention avant la fixation du prix ? Tant que le mesurage n'est pas fait, la vente des choses à mesurer n'existe pas encore ; néanmoins, il y a une convention obligatoire et dont les parties ne peuvent pas se dédire librement. Le mesurage, dit M. Planiol (II, n° 1423), n'est qu'une opération matérielle qui détermine l'objet vendu et son prix. Par suite, l'acheteur peut demander la délivrance et des dommages-intérêts au cas d'inexécution de l'obligation du vendeur (art. 1585). De même, quoique la loi ne le dise pas, le vendeur peut forcer l'acheteur à prendre livraison et à payer le prix.

tous les effets de la vente d'un corps certain, dit M. Guillouard (1), si elle porte sur tout le grain contenu dans tel grenier, le vin dans telle cave, les raisins de tel vignoble. La propriété sera transférée et les risques passeront à l'acquéreur du jour même du contrat, et cela, sans distinguer suivant que le prix est fixé à forfait ou qu'il doit l'être par le mesurage ou le pesage des choses vendues. » (2)

De même, nous lisons dans Aubry et Rau : « La disposition de l'article 1585 ne s'applique pas à la vente de toute la marchandise contenue dans un vase déterminé, ou placée dans un lieu désigné, de la totalité des produits d'un fonds déterminé, quoique cette vente ait été faite au poids, au compte ou à la mesure. Une vente de cette nature ayant réellement pour objet une chose déterminée dans son individualité, doit, immédiatement, et par elle-même, transférer à l'acheteur la propriété et les risques de la chose vendue. L'opération du mesurage ou du pesage n'est pas nécessaire, en pareil cas, pour la détermination de la chose ; elle ne l'est que pour le calcul de prix. » (3)

Mais, objecte-t-on, comment procèdera-t-on pour déterminer le prix, si la chose vient à périr ? La réponse est

(1) Guillouard, *Vente*, n° 30. « Nous ne voyons pas de différence, ajoute-t-il (n° 31), entre la vente de tout le blé contenu dans un grenier et la vente de telle vache à tant le kilogramme ; et il nous paraîtrait bien difficile de soutenir, dans cette dernière hypothèse, que les risques ne sont pas pour l'acquéreur du jour du contrat. »

(2) Donc, cette solution englobera, outre la vente des vignes en bloc, les ventes à tant l'hectolitre, le degré alcoolique ou les 100 kilos de raisins, quand le contrat portera sur toute la récolte du vignoble.

(3) (Aubry et Rau, t. IV, § 349, note 43, p. 341 ; — *Discussion au conseil d'Etat*, Locré, XIV, p. 48 et suiv., nos 5 à 9 ; — Duvergier, t. I, 90 ; — Laurent, XXIV, p. 139.

qu'on appliquera les règles ordinaires de la preuve (1).

A l'opinion de ces auteurs considérables s'ajoute l'autorité de plusieurs décisions de jurisprudence (2). Nous en citerons notamment trois, dont les termes sont d'une netteté frappante :

La Cour de Dijon, le 13 décembre 1867, s'est expliquée de la façon suivante sur notre question :

« Considérant que L... a vendu à B... la totalité de sa récolte de vin de 1865, existant dans ses caves, sauf quelques hectolitres pour lui réservés, au prix de 45 francs les 228 litres, et que ces vins placés, à raison de l'abondance de la récolte, en partie dans des cuves et des vaisseaux non jaugés, ont été appréciés approximativement à la quantité de 456 hectolitres ; que ces vins goûtés et agréés par l'acquéreur, sont néanmoins restés dans les caves de L... qui avait consenti, pour la convenance de l'acheteur, à les laisser dans ces fûts, jusqu'à la prochaine récolte, et à ne les mesurer qu'au moment de leur sortie de la cave ; considérant que ce marché constitue une vente parfaite et transférant la propriété des vins à B... au moment où ils ont été goûtés et agréés par lui ; que la nécessité d'un mesurage n'empêche pas dans tous les cas une vente d'être considérée comme faite en bloc, ainsi que le prouvent les expressions littérales de l'article 1586 ; que, dans les ventes à la mesure dont l'effet est réglé par l'article 1585, l'objet de la vente étant indéterminé, l'ache-

(1) Guillouard, t. I, n^{os} 31 et 31.

(2) Dijon, 13 décembre 1867, D. P. 70-5-372 ; — Grenoble, 22 mai 1869, D. P. 74-5-338 ; — Nîmes, 2 janvier 1871, D. P. 72-5-464 ; — Alger, 29 mai 1872, sous Civ. rej., 11 février 1874 ; — Montpellier, 8 août 1896, *Moniteur judiciaire*, 6 décembre 1896.

teur ne peut, avant le mesurage, distinguer ce qui lui appartient, ni se mettre en possession de ce qui a été vendu ; que son droit reste suspendu et éventuel jusqu'à cette opération ; qu'il existe, en quelque sorte, autant de ventes qu'il y a de mesurages et que, jusqu'au moment où la propriété se fixe et se consolide par la livraison, le vendeur peut valablement disposer de la chose, sauf les dommages-intérêts auxquels il est soumis en cas d'inexécution de la convention ; qu'au contraire, dans le cas particulier, la vente portant sur un ensemble, sur une totalité déterminée et remise en entier à la disposition de l'acheteur sans condition ni suspension, le vendeur a perdu sur elle toute propriété et toute faculté d'en disposer en faveur d'un tiers ; que d'après les conventions intervenues entre les parties, le prix de la vente, quoique non encore connu exactement, est certain dans ses éléments et doit résulter d'un calcul dont les bases sont immuablement fixées ; que c'est là ce qui constitue le prix certain et, qu'en effet, personne ne contesterait qu'une vente de 20 hectolitres de blé, livrés à l'acquéreur et payables au taux de la mercuriale du prochain marché, ne fût une vente parfaite, quoique le prix fixé dans ses éléments, soit encore soumis à une incertitude ; — considérant, dès lors, que toutes les conditions constitutives d'une vente accomplie se rencontrent dans les conventions intervenues entre L... et B...; qu'il est d'ailleurs évident que l'intention des parties a été que B... prit à ses risques et périls le vin que L... ne conservait dans ses fûts que pour satisfaire à ses convenances.... »

La formule de l'arrêt de Grenoble, du 22 mars 1869, n'est pas moins caractéristique : « Attendu que le Code

n'établit, en ce qui concerne les ventes en bloc, aucune différence entre celles dont le prix est réglé à forfait, sans être subordonné aux quantités à détailler qui composent l'ensemble et celles dont le prix se calcule suivant une somme fixée pour chaque unité de poids, d'objet ou de mesure comprise dans le lot qui fait la matière du contrat; qu'on ne saurait introduire une pareille distinction dans l'application de la loi pour assimiler la vente en masse faite à tant la mesure, à la vente à la mesure elle-même ; que, dans celles-ci, le contrat ne se parfait que par le mesurage qui détermine l'objet vendu, mais que, dans la première, cet objet est déterminé par la convention seule, en dehors de la mesure qui n'est à vérifier que pour la liquidation et le paiement du prix, ce prix étant d'ailleurs rendu certain, dès la conclusion du contrat, par une fixation proportionnelle et définitive ; — Attendu que l'article 1586 ne peut laisser de doute sur la solution légalement consacrée ; qu'il porte expressément que la vente en bloc est parfaite quoique les marchandises n'aient pas été pesées, comptées ou mesurées ; que ces derniers termes et la disposition explicative qu'ils renferment, ne peuvent utilement s'appliquer qu'à l'hypothèse d'une vente dont le prix a été fixé à tant la mesure, bien qu'elle n'ait pas été faite à la mesure, mais en bloc ; — Attendu que cette interprétation ressort, d'ailleurs des discussions qui ont précédé l'adoption du titre de la vente et qui révèlent sur ce point la pensée du Code ; qu'il a été reconnu dans les discussions, notamment au Conseil d'Etat, que si l'on achète une universalité, par exemple tout ce qui se trouve dans un magasin, à *raison de tant la mesure*, on ne conclut pas une vente où la chose et le prix restent indéterminés jusqu'à la vérification du poids, du nombre ou de la mesure, et, par conséquent,

où cette vérification est nécessaire à la perfection du contrat, mais bien une véritable vente en bloc, où la chose et le prix sont déterminés, où il n'en reste d'incertitude que sur la quotité, et où la vente est complète dès l'abord, parce qu'on y rencontre la double convention sur la chose et le prix ; — Attendu qu'il est établi, dans l'espèce, par l'aveu même des parties, qu'au prix de 25 francs l'hectolitre, T... a vendu tout le vin contenu dans sa cave à P... ; que c'est bien là une vente en bloc d'une marchandise déterminée, pour un prix fixé, vente parfaite et translatrice de propriété, bien que le vin n'ait pas été encore mesuré pour faire le compte du montant du prix à payer ; que la vente a même été accompagnée d'un acompte émis sur le prix, signe surabondant et plus décisif encore, s'il est possible, de la conclusion du marché ; — Attendu qu'à tous ces points de vue, le vin était devenu, du jour de la vente, la propriété de l'acheteur et que, dès lors, les altérations que le vin a pu subir depuis doivent être supportées par lui, à raison de cette propriété. »

Pour en terminer sur cet ordre d'idées, nous citerons l'arrêt de la Cour de Montpellier du 8 août 1896 : Ce sont les mêmes circonstances de fait : vente par M... à D... de tout le vin de son entière récolte, au prix de 28 francs la charge de 120 litres : « Attendu que la vente de tout le vin contenu dans la cave du vendeur, à raison de tant l'hectolitre, constitue une vente en bloc parfaite du jour où le vin a été, comme dans l'espèce, goûté et agréé par l'acheteur, en sorte que les risques sont, dès ce moment, à la charge de celui-ci, bien que le mesurage ne doive avoir lieu qu'à l'enlèvement de la marchandise ; qu'en pareil cas, ce sont les dispositions de l'article 1586 du Code civil et non celles de l'article 1585 qui doivent recevoir

leur application ; que le contrat, en effet, porte sur la totalité des vins contenus dans la cave du vendeur, qui se trouvent, dès lors, individualisés par la désignation du magasin où ils se trouvent, le mesurage postérieur ne devant avoir lieu que pour fixer le prix, mais non pour servir de base à la vente ; — Attendu que c'est là une application des principes généraux du droit ; qu'il suffirait, d'ailleurs, à défaut du texte dudit article 1586, de s'en référer, pour décider que le vin litigieux était aux risques et périls de l'acheteur, aux usages locaux qui sont constants et indiscutables ; qu'il est admis par tous commerçants et propriétaires de la région, qu'à moins de stipulations spéciales, une vente de vin consentie par un propriétaire à un commerçant est parfaite, et que tous les risques sont à la charge de celui-ci, du jour où le vin a été dégusté et agréé par lui ; que cette circonstance que le vin, d'après les mêmes usages, reste généralement, un certain temps encore, dans la cave et dans les foudres du vendeur, à la garde et aux soins de celui-ci, ne saurait modifier en rien le caractère légal de la convention intervenue, et doit être considérée comme une faculté laissée à l'acheteur pour écouler, au fur et à mesure de ses besoins, et à moins de frais, la marchandise dont il est devenu propriétaire ; — Attendu que les parties au procès ont entendu se conformer à ces usages ; que leur intention se dégage de la façon la plus éclatante de la correspondance échangée entre elles. » (1)

Donc, au point de vue du transfert de la propriété et des

(1) Les principes qui se dégagent de ces arrêts peuvent s'appliquer par analogie à la vente sur souches de tel vignoble à tant l'hectolitre.

risques, cette vente doit être envisagée comme la vente translativé, car la chose est suffisamment déterminée, et pour connaître le prix, il ne reste à faire qu'un calcul dont les bases sont convenues. Le système que nous venons de développer nous semble tout à fait raisonnable et véritablement établi sur des arguments juridiques très solides. On doit donc résoudre de cette façon toutes les questions qui pourront se présenter dans les ventes sur souches (portant sur la récolte entière, avec fixation du prix par quantité) à tant l'hectolitre, le degré alcoolique, les cent kilos de raisins. Au surplus, il est important de noter que, même pour les partisans du système que nous avons écarté, la portée de la controverse qui précède doit, au reste, être atténuée par deux observations.

Tout d'abord, dans la pratique, la question se pose beaucoup plus souvent sur un autre terrain, et la jurisprudence admet qu'il appartient aux juges du fait, quand les parties sont demeurées sous l'application de la règle contenue dans l'article 1585, d'apprécier s'il a été réellement procédé au mesurage (1) ou s'il a été fait contradictoire-

(1) Planiol, II, 1422; Huc, X, n° 15; — Cass., 1^{er} juillet 1889, D. P. 89-1-303 : « Attendu que si, aux termes de l'article 1595, la vente d'une marchandise faite au poids ou à la mesure n'a pas pour effet de transférer à l'acheteur la propriété de cette marchandise tant qu'elle n'a pas été pesée ou mesurée, il appartient aux juges du fait de décider souverainement, d'après les conditions du contrat, la correspondance des parties et les circonstances de la cause, s'il a été procédé au pesage ou mesurage, de telle sorte que la marchandise ait été individualisée en un corps certain et déterminé dont l'acheteur ait pu devenir propriétaire et la prendre à ses risques ; qu'il appartient également aux juges du fait de décider par interprétation de la convention si le vendeur (ou le voiturier) avait, par la commande de la marchandise,

ment et dans des conditions telles qu'il doive être accepté par l'acheteur (1).

Notre seconde observation est la suivante. Les parties sont libres d'écarter, si elles le veulent, les règles de l'article 1585, et naturellement cette intention doit être recherchée par le juge. La jurisprudence admet fort exactement que lorsqu'une opération est nécessaire pour individualiser la chose vendue ou le prix, la vente n'est parfaite que lorsqu'il aura été procédé à cette opération, à moins que les parties n'aient voulu déroger à cette règle ; qu'il appartienne aux tribunaux d'apprécier souverainement, d'après les circonstances de fait, s'il y a eu ou non dérogation à la condition du mesurage. « Attendu que si, aux termes des articles 1585 et 1587, la vente des marchandises

reçu mandat d'effectuer le pesage, et de tirer les conséquences juridiques de l'opération ainsi effectuée. » — Cpr. Cass., 20 novembre 1894. D. P. 94-1-568.

(1) Cass., 11 août 1874, D. P. 76-1-476 ; Cass., 24 décembre 1875, S. 75-1-238. — C'est pour cette double raison que M. Planiol, II, n° 1422, observe fort justement que, « dans ces sortes de ventes à la mesure, les auteurs se sont livrés à des controverses que la pratique ignore ». En fait, les difficultés ne portent guère que sur les deux points cités au texte. Cependant, malgré tout, certains auteurs entrent dans l'examen détaillé de la question de savoir dans quelles conditions doit se faire le pesage ou mesurage pour que la vente devienne parfaite (Baudry-Lacantinerie et Saignat, n° 152). Il faut, avant tout, dit-il, se conformer à la convention si les parties se sont exprimées sur le mode, le lieu et le temps de cette opération. Si le contrat est muet, le mesurage, en principe, est fait au lieu où la livraison doit se faire, dès que la livraison est exigible. L'opération est contradictoire, sauf convention contraire ou usages locaux bien certains. Il se peut que le vendeur ait été autorisé à effectuer seul le mesurage, et le transfert de propriété et des risques s'accomplirait dès ce moment, sauf preuve du défaut de sincérité de l'opération.

à la mesure et celle des marchandises que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, est parfaite alors seulement, d'une part, que l'acheteur les a goûtées et agréées, il appartient toujours aux tribunaux *d'apprécier si les parties n'ont pas entendu déroger à ces règles, et si, en fait, elles s'y sont ou non conformées.* » (1)

Nous citerons encore, dans le même ordre d'idées, un jugement du Tribunal correctionnel de Narbonne, du 11 mars 1904. La question se présentait de savoir si le vendeur sur souches d'une récolte, à raison de 2 fr. 25 le degré alcoolique, qui avait disposé de la récolte au détriment de l'acheteur, avait commis un abus de confiance. Cela revenait donc à se demander si la vente avait opéré transfert de propriété. Le Tribunal admit la négative pour cette raison que les parties avaient voulu rester sous l'application de l'article 1585 et que ce qui établit bien que, dans l'intention des parties, la propriété du vin récolté continuait à appartenir au vendeur, c'est que le contrat avait mis à sa charge les risques provenant d'incendie, rupture de cercles ou autres accidents occasionnant la perte du vin. On voit que le Tribunal s'est préoccupé, avant tout, ce qui est conforme à la jurisprudence, de rechercher la volonté des parties. Il parle bien de la fixation du prix qui n'avait pas eu lieu à forfait, mais on remarquera que le considérant suivant se préoccupe surtout de l'interprétation de la volonté des parties, comme élément déterminant de la solution (2).

(1) Cass., 20 novembre 1894. D. P. 94-1-568.

(2) *Moniteur Judiciaire du Midi*, 20 nov. 1904.

Attendu que L... est poursuivi pour avoir détourné ou dissipé au préjudice de C... frères, négociants en vins à la Rochelle, qui en

La Cour de Montpellier, le 26 février 1869, faisant application de ces principes, au cas des risques, a jugé : que, lorsqu'une récolte de vin a été vendue sous la clause de périls et risques de l'acheteur à partir d'une date détermi-

étaient propriétaires pour l'avoir achetée, une certaine quantité de vin provenant de sa récolte 1903 qui n'avait été laissée en dépôt chez ledit L.... (vendeur) qu'à charge de la rendre ou représenter à son acheteur et d'en faire un usage ou un emploi déterminé, fait qui tomberait sous le coup des articles 406, 408 du Code pénal ;

Attendu qu'il est acquis aux débats que L... a vendu à C.... frères la récolte pendante sur souches de son vignoble de Canet-d'Aude, pouvant produire environ 8 à 900 hectolitres de vin, au prix de 2 fr. 25 le degré alcoolique, reconnu à l'enlèvement du vin et à l'appareil Malligand ;

Que L... s'était obligé à faire la vendange au mieux des intérêts de C.... frères et à l'époque habituelle dans la commune de Canet-d'Aude ; que les vins devaient être loyaux et marchands, non additionnés de sucre ou autres matières étrangères ;

Attendu qu'un acompte de 4.000 francs fut versé à L..., à valoir sur ladite vente et qu'un deuxième acompte de 2.000 francs lui fut remis le 25 juillet suivant ;

Attendu que les vins devaient être retirés fin mars 1904 et qu'il fut stipulé qu'au cas de non-retrait à cette date, il serait mesuré et payé ;

Attendu que les risques d'incendie, ruptures de cercles ou autres accidents occasionnant la perte du vin étaient mis à la charge de L.... ;

Attendu qu'en octobre 1903, C.... frères demandèrent à prendre livraison du vin ; que L... prétendit que ses vignes n'avaient produit que 200 hectolitres de vin au lieu de 8 ou 900 prévus au contrat ;

Que, postérieurement, le prévenu a vendu et livré le vin par lui récolté à X..., négociant en vins à Moux ;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher si, de la situation juridique

née, c'est lui qui doit subir la perte occasionnée par l'explosion de l'un des foudres du propriétaire, en dehors de toute faute, négligence ou imprudence de ce dernier. (*Revue judiciaire du Midi*, 1869, I, 166).

des parties, se dégagent les conditions nécessaires à l'existence de l'abus de confiance ;

Attendu qu'au moment où le contrat est intervenu, les parties stipulaient sur la récolte future ;

Qu'après la vinification, cette récolte continuait à appartenir au vendeur L..., puisque, en semblable circonstance, le droit de propriété est transféré par la livraison qui a lieu au moyen du mesurage ;

Attendu qu'il en serait différemment si la totalité de la récolte avait été vendue moyennant un prix déterminé à forfait, puisque, dans ce cas, la récolte eût été en dépôt chez le vendeur ;

Que, d'ailleurs, ce qui établit bien que, *même dans l'intention des parties*, la propriété du vin récolté appartenait à L..., c'est la clause en vertu de laquelle la perte du vin à suite d'incendie ou pour toute autre cause demeurait à la charge de L... ;

Que, par suite, le prévenu, qui était propriétaire et non dépositaire de cette récolte, pouvait en disposer, sans engager sa responsabilité pénale, mais en s'exposant seulement à des dommages-intérêts, à raison de la violation flagrante de ses engagements ;

Que, dès lors, le fait, quelque blâmable qu'il soit, ne constitue pas un abus de confiance, puisque le prévenu n'a pas détourné la chose d'autrui, mais seulement une récolte qu'il s'était obligé à livrer.

CHAPITRE V

EFFETS DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

Les contrats de vente sur souches peuvent s'effectuer de différentes manières, revêtir plusieurs formes distinctes. Les contractants sont libres d'insérer les clauses qui leur conviennent et de donner au contrat telle physionomie qui leur plaît le mieux ; et la pratique, comme nous l'avons signalé, montre à ce sujet quatre types principaux. Il importera de distinguer ces diverses formes, car les effets varieront suivant la façon dont le contrat sera conçu. Aussi prendrons-nous chacun de ces types pour analyser ce qu'il peut présenter de particulier. Mais, auparavant, il est indispensable de prendre connaissance des obligations générales qu'entraîne tout contrat de vente sur souches.

Section Première

EFFETS GÉNÉRAUX DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES

§ 1^{er}. — *Obligations du vendeur*

Les obligations du vendeur en matière de contrat sur souches n'appellent pas beaucoup d'observations particulières et les principes généraux du droit civil les régis-

sent. Nous nous contenterons donc de donner quelques brèves explications relativement à ces obligations.

A. — *Obligation de garder la chose.* — A partir du moment de la vente, le vendeur est obligé de veiller sur la chose vendue jusqu'à l'époque convenue pour la livraison; c'est là une conséquence de son obligation de livrer. Toutefois l'obligation de veiller à la conservation de la chose suppose qu'il s'agit d'un corps certain. Elle ne saurait exister dans une vente ayant pour objet une chose indéterminée (100 hectolitres de vin, sans plus de précision); à quoi pourrait-elle s'appliquer, puisque la chose que le vendeur doit livrer en exécution de la convention n'est pas individuellement déterminée? Le vendeur serait responsable des fautes qu'il viendrait à commettre, mais on sait que, s'il était débiteur d'un corps certain, il serait libéré par la perte de la chose à la suite d'un cas forfuit (1).

B. — Quant à la *délivrance* ou mise en possession de l'acheteur, le Code en parle dans les articles 1604 à 1615. Ces règles n'ont pas une grande importance pratique, car la convention et l'usage y dérogent fréquemment. L'acheteur ou le vendeur sur souches indiqueront leur intention à ce sujet et elle sera suivie. La Cour de Cassation a décidé qu'en matière de vente de récoltes, et sauf convention spéciale, le vendeur est réputé mis en demeure de livrer la chose vendue par cela seul que la récolte a été détachée du sol, et que le retard apporté par le vendeur dans cette livraison peut donner lieu contre lui à une condamnation

(1) Voir le chapitre relatif à la chose et au prix et à la question de mesurage.

à des dommages-intérêts, quoiqu'il ne soit justifié contre lui d'aucune mise en demeure (1).

C: — Reste *l'obligation de garantie*. Dans toute espèce de vente, le vendeur doit, en principe, garantir à l'acheteur qu'il aura la possession paisible de la chose vendue et que cette chose est exempte de vice (art. 1625 C. civ.). D'où deux sortes de garantie : la garantie *d'éviction*, et la garantie des *vices cachés*.

1° *Garantie d'éviction*. L'obligation de garantie d'éviction est en quelque sorte un prolongement de l'obligation de délivrance ; le vendeur est obligé de maintenir l'acheteur en possession de la chose qu'il a remise. Comme partout, cette obligation se présente, en notre matière, sous un triple chef. Le vendeur est tenu : a) de s'abstenir personnellement des faits d'où résulte l'éviction : « qui doit garantir ne peut évincer ». C'est là l'obligation de garantie sous la forme négative : elle engendre au profit de l'acheteur l'exception de garantie qu'il ne faut pas confondre avec l'exception dilatoire de garantie ouverte ou garantie troublée par un tiers, pour mettre son garant en cause. — Le vendeur est encore tenu : b) de défendre l'acheteur contre les attaques des tiers. C'est là l'obligation positive de prendre le fait et cause de l'acheteur, de faire cesser le trouble. — Enfin, le vendeur est tenu : c) de réparer les conséquences de l'éviction consommée ;

(1) Cass., 23 février 1858, D. P. 58-1-390 (il s'agissait de houblon dans l'espèce).

c'est pour lui une obligation positive de somme d'argent (1).

2° *Garantie des vices cachés*. D'autre part, le vendeur devant livrer à l'acheteur une possession utile répond des défauts cachés qui rendraient la chose impropre à l'usage auquel on la destine, ou en diminuerait tellement l'usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus. Ce sont les termes mêmes de l'article 1641 qui établit ainsi ce qu'on appelle la garantie des *vices cachés*. Les conditions nécessaires pour que le vendeur encoure responsabilité sont bien connues. L'article 1642 indique d'abord que le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même ; s'il ne l'a pas fait, c'est

(1) Les acheteurs sur souches peuvent se trouver en présence de personnes nanties du privilège que l'article 2102, al. 1, leur accorde à raison des fournitures de semences, c'est-à-dire, ici, de plants de vignes, et qui porte sur la récolte. Comme le contrat de vente intervenu n'est pas opposable à ces créanciers, ils conservent leur droit sur la récolte, bien qu'elle soit vendue, sauf à l'acheteur à se retourner contre son vendeur pour se faire indemniser de ce qu'il aura ainsi déboursé, réserve faite, naturellement, des clauses du contrat à ce sujet. Quand la récolte est faite par les soins du vendeur, d'après le contrat, l'acheteur sur souches peut avoir également à tenir compte du privilège que l'article 2102 confère aux ouvriers qui ont fait la récolte de l'année, pour garantie du paiement de leur salaire ; ce privilège porte sur les produits du sol ainsi conservés par leur travail, sauf à l'acheteur à user des recours tels que de droit, et réserve faite, encore, des clauses du contrat.

L'acheteur n'a pas à se préoccuper de l'existence d'un warrant agricole, au moins, tant que la récolte n'a pas été faite.

qu'il a été imprudent, et ne peut s'en prendre qu'à lui de sa surprise. Alors même que le vice est caché, l'acheteur ne peut prétendre à rien, s'il l'a connu en fait. Enfin, le vice doit être antérieur à la vente. Toutes ces conditions, sans lesquelles la responsabilité du vendeur ne peut être mise en jeu doivent être prouvées par l'acheteur. Du reste, elles suffisent pour que la garantie soit due, quand bien même le vendeur n'aurait pas connu les vices qui affectent sa chose.

La garantie donne lieu à deux sanctions entre lesquelles l'acheteur a le choix : faire résoudre la vente avec restitution du prix et dommages-intérêts, en cas de mauvaise foi du vendeur (*action rédhibitoire*, art. 1644-1646) ; ou conserver la chose, avec diminution du prix arbitrée par experts (*action estimatoire*, art. 1644).

Toutes ces règles de garantie peuvent être modifiées par le libre jeu de la volonté des parties ; elles peuvent être aggravées, diminuées ou même supprimées entièrement (vente sur souches avec caractère aléatoire). Cependant la clause de non-garantie est limitée par la loi dans son effet ; d'abord, elle ne peut exonérer le vendeur de son fait personnel (art. 1628) (1). D'autre part, la loi ne lui permet de stipuler la non-responsabilité des vices rédhibitoires qu'à la condition d'être de bonne foi, c'est-à-dire

(1) Conformément à la règle édictée par l'article 1628, nous estimons que, malgré la clause de non-garantie, l'acheteur sur souches serait fondé à imputer à faute au propriétaire-viticulteur de n'avoir pas fait faire les travaux utiles pour amener la récolte à bonne fin. Celui-ci serait donc tenu, comme résultant d'un fait personnel, de la négligence dans les soins que comporte le vignoble jusqu'à la levée de la récolte.

d'ignorer ces vices (art. 1643)[1]. Une dernière observation terminera ce bref rappel des principes généraux, applicables aux ventes sur souches comme à toute autre vente.

L'action doit être exercée dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage du lieu où la vente a été faite ; c'est donc le juge qui décidera si l'acquéreur a intenté son action en temps utile, et cette décision sera souveraine (2).

Appendice

Vente sur souches par un fermier ou un usufruitier. — Nous avons toujours supposé jusqu'ici que la vente sur souches avait été faite par un propriétaire, mais le fermier peut vendre la récolte à son gré, pendant la durée de son bail (3) ; l'usufruitier peut également faire un contrat de cette sorte ; seulement, la nature même de son droit suscite une observation. Quand l'usufruit viendra à cesser avant la récolte, la vente tombera nécessairement. En effet, l'usufruitier ne devient propriétaire des fruits et n'en peut disposer que par la séparation. Si sa mort ou un autre événement qui mette fin à l'usufruit, se produit avant la

(1) Planiol, II n^{os} 1576 à 1579 et n^o 1526. Les arrêts relatifs à la garantie sont nombreux, au cas de ventes sur vins. En matière de ventes sur souches, la question ne paraît pas s'être présentée.

(2) Cass. 27 juin 1887, D. P. 88-1-300.

(3) La résiliation du bail survenue après la vente de la récolte entraînerait l'extinction de l'obligation du fermier, à moins que la résiliation n'ait eu lieu par sa faute, auquel cas il serait tenu à des dommages-intérêts pour inexécution de son obligation.

vendange, il n'a jamais eu la propriété de la récolte et n'a pu la transmettre (art. 585). On pourrait cependant être tenté de présenter une objection. Si l'usufruitier, au lieu de jouir lui-même du fonds, l'avait donné à bail, le propriétaire serait tenu de respecter le bail, du moins pour la période de neuf années dans laquelle on se trouverait au jour du décès de l'usufruitier. L'article 595 donne formellement cette solution ; ne doit-on pas l'étendre au cas de vente sur souches ? Non ; on ne peut assimiler la vente volontaire, pas plus que la vente forcée qui pourrait intervenir, de la récolte pendante par branches ou par racines, à un bail d'une année, lequel serait certainement opposable au nu-propriétaire. Il n'y a aucune analogie entre un bail et une vente, et l'article 595 est une disposition trop exceptionnelle pour qu'il soit possible de l'étendre d'un cas à l'autre.

§ 2. — *Obligations de l'acheteur*

Les obligations de l'acheteur sur souches consistent à prendre livraison à l'époque convenue et à payer le prix.

A. *Retirement*. — Dans les ventes sur souches et quand la vinification, qu'elle soit faite par les soins du vendeur ou de l'acheteur, a lieu dans les celliers du propriétaire viticulteur, il est en général convenu, d'une façon formelle que les enlèvements peuvent se faire au gré de l'acquéreur, afin de lui faciliter le placement de vins chez les clients ; cependant, il est stipulé que la date du dernier retirement ne peut jamais être postérieure à la fin juillet, c'est-à-dire à la veille de la récolte prochaine ; le vendeur a besoin de

quelque temps pour préparer sa vaisselle vinaire, nettoyer, réparer, et il faut pour cela que l'acheteur lui ait retiré à ce moment tout le produit de la récolte vendue l'année précédente. Le délai de retraitement peut être fixé, du reste, à une époque quelconque, convenue entre parties. Ainsi, au lieu de fin juillet, on peut choisir tout autre moment (1).

Tout ceci est tellement normal qu'il ne faudrait pas hésiter, semble-t-il, à sous-entendre cette clause de retraitement fin juillet, au cas de silence du traité, et par une sorte d'usage obligatoire, et d'interprétation de la volonté certaine des parties. La Cour de Nîmes, le 3 novembre 1900, et sur pourvoi, la Cour de cassation, le 25 mars 1902, a eu précisément à se prononcer sur une espèce où se trouvait cette clause de retraitement fin juillet. L'acheteur sur souches, le 25 juillet, n'avait encore retiré à ce moment que 2.000 hectolitres sur un ensemble de 8.000 hectolitres produits par les vignobles dont la récolte avait été achetée. Le vendeur avait, en conséquence, lancé une assignation pour obtenir l'exécution intégrale du marché avant le 1^{er} août. La Cour fit droit à ses conclusions, ordonna l'exécution du marché, sous trois jours, et autorisa le vendeur, en cas de besoin, à faire vendre aux enchères publiques le vin restant en cave après ce délai pour le prix en être appliqué à sa créance (1).

Le refus de prendre livraison avant l'expiration du délai fixé par le contrat ou l'usage, autorise le vendeur à user

(1) « Les vins doivent être retirés, *fin mars*, et il est stipulé, qu'en cas de non-retraitement, à cette date, il serait mesuré et payé ». Narbonne, 11 mars 1904. *Moniteur Judiciaire du Midi*, 20 novembre 1904.

(1) D. P. 1903-1-175.

du droit si rigoureux que lui confère l'article 1657. Cet article, qui vise toutes les ventes de denrées et d'effets mobiliers déclare que, faute de retirement, la résolution de la vente a lieu *de plein droit et sans sommation*, au profit du vendeur. C'est là une disposition très avantageuse pour lui, une protection spéciale, puisqu'il se trouve libéré de toute obligation, sans formalité aucune et, surtout, sans être tenu de recourir à une action judiciaire. Par le seul fait de l'expiration du délai, il recouvre sa liberté et peut disposer de sa chose au profit d'une autre personne. L'article 1657 est basé sur une sorte de pacte tacite : un vendeur ne peut attendre indéfiniment le bon plaisir de son acheteur et risquer de manquer la vente, et embarrasser ses magasins d'une marchandise vendue, alors que les locaux lui sont nécessaires pour en recevoir d'autres. Cette faculté de résolution immédiate le protège, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la vente est civile ou commerciale (1).

Naturellement, s'il le préfère, il peut ne pas user de cette faveur et poursuivre l'exécution de la convention qui, peut-être, se trouvait avantageuse pour lui. La veille du marché des vins nouveaux, le vendeur préférera exécuter le marché sur souches intervenu, parce que, à ce moment, les affaires sont rares et à prix inférieur à la moyenne des cours de l'année. Cependant, il en serait autrement si la récolte nouvelle s'annonçait comme mauvaise, en qualité ou quantité, car alors il préférera la résolution du contrat en souffrance (2).

(1) Cass. 11 juillet 1882, D. 83-1-301 ; — Douai, 6 novembre 1895, D. 96-2-112 ; — Cass. 17 décembre 1879, D. 80-1-133 ; — Planiol, II, n° 1583.

(2) Biquet, *loc. cit.*, p. 105.

Le marché stipule parfois l'enlèvement en plusieurs lots, alors le vendeur, pour user de la résiliation que lui accorde l'article 1657, n'a qu'à demander le défaut de retraitement du premier lot, le marché devant, sauf clause contraire, être considéré un tout indivisible (1).

Mais l'article 1657 ne pourrait pas être invoqué si, au moment de l'expiration du délai de retraitement, le vendeur était en possession d'un acompte qui devait être imputé sur la dernière livraison. C'est ce qu'a jugé la Cour de Montpellier, le 12 février 1874. (*Revue judiciaire du Midi*, 74, I, 243).

B. *Paiement du prix*. — L'acheteur sur souches verse son prix aux époques et lieux convenus. Quant aux intérêts du prix, ils sont dus à partir de la sommation de payer, à moins que le contrat ne les fasse courir immédiatement (art. 1650 à 1652). En général, dans les ventes sur souches, l'acheteur remet au vendeur, au moment du contrat, une somme plus ou moins élevée. Cette somme peut jouer deux rôles juridiques bien distincts, qu'il importe de distinguer : le rôle d'*acomptes* ou le rôle d'*arrhes*.

1° La dation d'arrhes n'est pas imposée par la loi, et on peut même dire qu'elle tend à disparaître en pratique. Lorsqu'il en a été remis, l'article 1590 règle la situation en permettant à chaque partie de se *dédire* de la vente, à la condition de perdre une somme égale à la valeur des arrhes. C'est donc un moyen de se départir du contrat.

2° L'acompte, au contraire, a un rôle très différent : il s'impute sur la somme à payer et diminue d'autant la dette

(1) Bourges, 10 février 1844, D. 45-452 ; — Lyon-Caen et Renault, III, n° 125.

de l'acheteur, sans créer pour lui ni pour le vendeur le moyen de dédit qui résulte des arrhes. La distinction, dit la jurisprudence, est une question de pur fait qui dépend des circonstances et de l'intention des parties.

L'acompte payé par l'acheteur sur souches s'impute généralement sur le dernier vin à retirer. Cette somme varie suivant le contrat ; lorsque la vente est « vignes en bloc », elle est un peu plus élevée qu'à l'ordinaire, à raison même de la nature et de l'étendue de ce contrat. Nous verrons, en effet, quand nous traiterons les quatre types principaux de ventes sur souches, que dans le cas « vignes en bloc » tout appartient à l'acheteur, vin, lies, vin de pressoir. Celui-ci prend livraison de la totalité de la récolte ; il a le droit d'user et de profiter des sous-produits de la fabrication (en tirer de l'eau-de-vie, engrais, etc.), et cette étendue même de ses droits se traduit par un acompte plus largement établi. Cette élévation de l'acompte résulte, du reste, d'un usage à peu près constant, et la volonté des parties est souveraine à cet égard.

L'acompte garantit l'exécution du contrat (1). C'est au

(1) « Attendu que, par lettre missive, les demandeurs ont déclaré qu'ils tenaient à la disposition du défendeur une somme de 2.000 francs à valoir sur l'achat ; que l'acompte a été encaissé par le défendeur, que la vente sur souches est donc parfaite », Narbonne, 31 décembre 1896. *Moniteur Judiciaire du Midi*, 31 janvier 1897 ; — Cpr., Nîmes, 3 novembre 1900, sous Cass. 25 mai 1902. D. P. 1903-1-75 ; — Cour de Montpellier, 5 janvier 1905. *Moniteur Judiciaire du Midi*, 19 février 1905 ; — Notons aussi l'arrêt de cassation, 7 janvier 1880 (S. 82-1-463), selon lequel la convention par laquelle un propriétaire s'engage à livrer pendant plusieurs années consécutives, une récolte future, moyennant un prix à déterminer suivant les mercuriales, à raison du poids, ne constitue pas une vente

vendeur à stipuler un chiffre suffisant pour n'avoir pas à souffrir d'une baisse possible de prix, en cas de résolution du marché par le fait de l'acheteur.

Garanties du paiement. — Le vendeur sur souches est armé des garanties conférées par les principes généraux du droit pour le paiement du prix : droit de rétention, privilège, revendication, action en résolution. Nous n'avons pas à insister sur ces questions qui n'offrent rien de particulier en cas de contrat sur souches. Il nous paraît plus intéressant de dire quelques mots d'une clause relative aux acomptes et retirements qui, pratiquée dans les ventes de vins pour donner toute sûreté au vendeur, nous semble possible également en cas de ventes sur souches. Le contrat stipule, parfois, qu'à chaque retiraison, l'acheteur versera au vendeur le montant des enlèvements qu'il effectue. Cette convention va pouvoir donner au vendeur une sûreté particulière. Il lui suffit de ne laisser sortir que la quantité de vin afférente au paiement partiel que lui fait

opérant, dès l'époque du contrat, la translation de la propriété des récoltes à venir, mais oblige seulement le vendeur à livrer ses récoltes à leur échéance ; l'acquéreur ne devient propriétaire qu'après le pesage opéré. En conséquence, l'avance faite au propriétaire, avant l'échéance, du prix d'une récolte, ne peut être considérée comme un paiement anticipé, imputable, jusqu'à due concurrence, sur le prix d'une année à venir. En effet, le paiement suppose une dette (art. 1235). Or, en l'absence de translation de propriété, au profit du demandeur, il n'y avait point d'obligation corrélatrice et il ne pouvait être question d'un paiement lequel aurait été sans cause. L'avance était donc un *prêt* qui n'était muni d'aucune garantie, et aucun droit de préférence ne pouvait exister vis-à-vis des créanciers hypothécaires.

l'acheteur, et s'il ne se trouve pas couvert par la somme versée d'avance, à chaque retraitaison, de s'opposer à l'enlèvement du vin. Cette somme fonctionne comme un acompte, à chaque échéance partielle, pour les quantités de vin à retirer (1).

La stipulation que les vins seront payés au fur et à mesure de chaque enlèvement, a été considérée fort justement par un arrêt de la Cour de Nîmes du 3 novembre 1900, approuvé par la Cour de cassation, le 25 mars 1902 (2), comme un véritable contrat de gage au profit du vendeur sur souches. Ces arrêts très importants ont décidé, qu'étant donné cette clause éclairée par les autres stipulations contenues dans le marché, le vendeur avait voulu formellement retenir par devers lui, à titre de gage, jusqu'au paiement intégral de sa créance, le vin vendu, puisque le paiement sur bonde devait être concomitant à chaque retraitaison. Ce qui accroît encore, si possible, l'importance de ces arrêts, c'est que la question se présentait au cours d'une liquidation judiciaire de l'acheteur sur souches, et sur demande du liquidateur représentant la masse. Naturellement, problème et solution eussent été identiques, en cas de faillite de l'acheteur. Le liquidateur avait essayé de placer la question sur le domaine de l'article 550 Code de commerce, qui déclare que le privilège et le droit de revendication établis par l'article 2102, 4°, au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne peuvent être exercés contre la faillite, ni contre la liquidation judiciaire. Il fut repoussé

(1) Cette clause écarte les articles 1612 et 1613 relatifs au droit de rétention dans les ventes sans terme.

(2) D. P. 1903-1-175.

sur cette prétention, car la marchandise vendue n'avait pu créer une équivoque sur la situation, le crédit et la solvabilité de l'acheteur mis en liquidation judiciaire, puisqu'elle n'avait jamais pénétré dans ses celliers (1).

En conséquence, l'arrêt déclare que le vendeur avait conservé en sa possession, à titre de gage, les marchandises vendues, pour garantir le paiement de sa créance. En même temps, il ordonnait l'exécution du marché, la mise à la disposition du liquidateur, dans les trois jours, des vins devenus depuis longtemps la propriété de l'acheteur, lequel liquidateur pourrait les dégager, moyennant 16 francs par hectolitre, prix de vente. Passé ce délai, le vendeur obtenait pouvoir de faire vendre aux enchères publiques, en bloc, pour le produit être appliqué à sa créance (2), et, enfin, le solde non payé de sa créance constituerait une créance chirographaire destinée à être admise au passif de la liquidation.

Nous estimons indispensable de reproduire en entier cet arrêt de la Cour de Nîmes, du 3 novembre 1900 (3), tant il nous paraît essentiel ; et il est si nettement rédigé qu'un commentaire même étendu ne pourrait qu'en affaiblir la portée et risquerait d'altérer l'exposé des faits, fort bien rapportés et résumés dans l'arrêt :

« Attendu que la Société des biens fonciers vendit le 16

(1) Paris, 22 mai 1901, D. P. 1903-2-97 et la note de M. Perceron ; — Douai, 1^{er} août, 31 octobre, 2 novembre, 13 novembre, 24 décembre 1901, D. P. 1902-2-321 et la note de M. Raynal.

(2) Cpr. Paris, 26 mars 1888, D. P. 89-2-24 et Cass. 27 janvier 1859, D. P. 1-229.

(3) Rendu sur opposition à l'arrêt de défaut du 16 août 1900, opposition faite par le liquidateur judiciaire. L'arrêt du 3 novembre 1900 ne figure qu'au Dalloz, 1903-1-175.

juin 1899 à Marc et Cie, négociants en vins à Saint-Gilles, au prix de 16 francs l'hectolitre, les vins devant être récoltés sur les domaines d'Astomis et Jonquières ; qu'il était convenu que tous ces vins seraient retirés et payés d'ici fin juillet 1900 ; que près de 6.000 hectolitres sur un ensemble de 8.000 hectolitres n'étant pas encore retirés le 25 juillet 1900, la Société venderesse assigna Marc devant le Tribunal de commerce de Nîmes pour obtenir l'exécution intégrale du marché avant le 1^{er} août ;

» Attendu que pour se soustraire à cette exécution, l'acheteur a allégué que les vins demeurés dans les caves d'Astomis et Jonquières avaient été mouillés de 17 à 18 % d'eau, et qu'il sollicitait une expertise ;

» Attendu que le Tribunal de commerce de Nîmes fit, à la date du 30 juillet 1900, droit aux conclusions de Marc, mais que, par un arrêt de défaut du 16 août 1900, la Cour de céans reforma en entier cette sentence, déclara non fondées les critiques de Marc quant à la qualité des vins, condamna l'acheteur à l'exécution complète du traité, autorisa, en cas de besoin, la Société à vendre aux enchères publiques les vins restant en caves, pour le prix en être appliqué à sa créance, ordonna la délivrance immédiate de la somme déposée entre les mains de M^e X..., avoué, montant des mensualités échues ;

» Attendu que la liquidation judiciaire de Marc prononcée le même jour, 16 août 1900, par le Tribunal de commerce de Nîmes, a fait entrer en scène la masse des créanciers du liquidé par l'organe du liquidateur ; que le liquidateur s'oppose à l'exécution de l'arrêt du 16 août 1900, qui ne faisait qu'imposer à l'acheteur toutes les obligations de son marché ; qu'il ne reproduit aucune allégation quant au prétendu mouillage des vins litigieux, mais

qu'il soutient que la liquidation judiciaire, comme la faillite, ne laisse au vendeur d'objets mobiliers non payés, qu'un droit d'option entre la rétention de la marchandise, comme si la vente était résolue, et sa livraison avec production à la faillite pour le prix stipulé ; qu'il indique clairement dans sa lettre du 16 septembre dernier, qu'au cas où la Société retiendrait les vins non livrés, elle devrait rapporter à la liquidation tous les acomptes reçus à titre d'avances ;

» Attendu que cette thèse juridique est exacte ; qu'elle est basée sur les articles 576 et 577 Code commerce ; qu'elle s'applique sans controverse à toutes les ventes commerciales ordinaires dans lesquelles le vendeur n'a stipulé aucune garantie à son profit et a suivi complètement la foi de son acheteur ; qu'il en est certainement ainsi pour les ventes à terme ; qu'il en est ainsi de même pour les ventes au comptant, cette clause comportant toujours, d'après les usages commerciaux, un terme rapide, variable suivant les places, au cours duquel la faillite ou la liquidation judiciaire de l'acheteur pourrait survenir ;

Mais attendu qu'une telle solution cesse d'être applicable lorsque le vendeur, frappé des dangers qu'il peut ainsi courir, a stipulé en sa faveur une série de clauses formant des garanties spéciales et substituant à sa qualité de vendeur primitif celle de créancier gagiste ; que telle est bien la portée de la convention intervenue entre les parties, le 16 juin 1899 ; qu'on y lit, en effet, « que les vignobles ont été visités et achetés par l'acheteur ; que tous les vins seront sa propriété, quelles que soient la qualité et la quantité ; que l'acheteur a pris connaissance de la vaisselle vinicole ; que tous les vins seront payables au comptant, au fur et à mesure de leur enlèvement, c'est-à-dire payables

sur bonde, suivant la saisissante expression usitée dans le commerce des vins ; qu'il a été versé un acompte de 10.000 francs comme arrhes, pour lier le marché, laquelle somme sera imputable au dernier vin enlevé ; enfin, qu'il sera versé une somme de 5.000 francs tous les mois, à partir du 1^{er} octobre 1899, et que tous les vins seront retirés et payés d'ici fin juillet 1900 ; »

» Attendu que de l'ensemble de ces clauses qui s'éclaircissent les unes les autres, il résulte nettement que le vendeur n'a voulu, au lendemain du marché, courir aucun risque, soit quant à la conservation du vin, soit quant à l'insolvabilité possible de l'acheteur, au cours d'une longue période de temps, se plaçant entre le 16 juin 1899 et le 31 juillet 1900 ;

» Attendu, enfin, qu'à dater du marché, le vin est devenu la propriété de l'acheteur, quelles qu'en fussent la quantité et la qualité ; que l'agréage des vignobles équivaut à l'agréage de la marchandise et que, dès lors, la conservation du vin jusqu'au jour de l'enlèvement est demeurée aux risques et périls de l'acquéreur ;

» Attendu que le vendeur ne se contente pas de l'exonération de cette partie des risques ; que devenu créancier de Marc et Cie, du fait de la vente, d'une somme importante s'élevant à près de 130.000 francs, il stipule un véritable contrat de gage, quand il déclare que les vins seront payés au fur et à mesure de chaque enlèvement ; que cette clause licite, suffisamment établie en matière commerciale, aux termes de l'article 109 du Code de commerce, par la correspondance des parties, est encore corroborée et fortifiée par celle qui prescrit à l'acheteur de verser dès le jour du marché, la somme de 10.000 francs à titre d'arrhes, imputable sur les dernières retraisons, et aussi par celle qui

l'oblige à verser à partir du 1^{er} octobre 1899, tous les mois, la somme de 5.000 francs ;

» Attendu que le vendeur atteste ainsi sa volonté formelle de retenir par devers lui, à titre de *gage*, jusqu'au paiement intégral de sa créance, le vin vendu, puisque le paiement sur bonde devra être concomitant avec chaque retiraison, et que la somme de 10.000 francs reçue au début du marché, à titre d'arrhes, forme la couverture des retiraisons finales ;

» Attendu qu'on objecte vainement qu'une telle stipulation équivaudrait au privilège refusé en ce cas au vendeur par l'article 550 du Code de commerce ; qu'en effet, la marchandise vendue n'a jamais existé dans les caves de l'acheteur ; qu'elle n'a donc pu augmenter son crédit commercial et induire les autres créanciers en erreur sur sa propre solvabilité ;

» Attendu que le versement de la somme de 10.000 francs d'arrhes et celui de la somme de 8.000 francs de mensualités échues, ne saurait tomber sous le coup des nullités rigoureuses ou facultatives des articles 446 et 447 du Code de commerce, puisqu'ils ont été faits à une époque bien lointaine du jour de la cessation des paiements de Marc et Cie ; qu'il en est de même du versement de la somme de 23.000 francs pour mensualités échues, qui fut effectué le 27 juillet dernier, à la barre du Tribunal de commerce et déposée aux mains de M^e X..., avoué, pour atteindre les résultats de l'expertise sur l'articulation du mouillage des vins litigieux ; que Marc et Cie ayant été déclarés en liquidation judiciaire le 16 août, les paiements pour dettes échues par eux faits, le 27 juillet précédent, échappent à toute querelle de fraude au détriment de ses autres créanciers ;

« Par ces motifs..... »

Le liquidateur, au nom de la masse, porta la question à la Cour suprême. Il basait son pourvoi sur la violation des articles 576 et 577 du Code de commerce et 1612 du Code civil, en ce que l'arrêt avait déclaré que le vendeur avait conservé en sa possession, à *titre de gage*, les marchandises vendues, pour garantir le paiement de sa créance, alors que les conventions intervenues entre parties ne constituaient en réalité qu'une vente à la mesure, avec stipulation d'un droit de rétention en faveur du vendeur, avait ordonné, en conséquence, que, faute de retiraison dans les trois jours contre paiement de l'intégralité de la créance du vendeur, les vins seraient vendus aux enchères publiques pour le produit être appliqué au paiement de cette créance. La Cour de cassation rejeta ces prétentions par son arrêt du 25 mars 1902 :

« Attendu que la Cour d'appel de Nîmes, usant de son pouvoir souverain d'interprétation, a déclaré dans son arrêt, que, par l'insertion de ces clauses au contrat de vente, la Société venderesse n'avait voulu, au lendemain du marché, courir aucun risque, soit quant à la conservation du vin, soit quant à l'insolvabilité possible de son acheteur, au cours d'une longue période de temps, se plaçant entre le 16 juin 1899 et le 31 juillet 1900 ; qu'elle s'était formellement réservé le droit de retenir, par devers elle, à *titre de gage*, jusqu'au paiement intégral de sa créance, le vin vendu ; que l'acheteur lui-même, par l'exécution qu'il avait donnée au marché, jusqu'à la déclaration de liquidation judiciaire intervenue le 16 août 1900, et par le versement d'un certain nombre de mensualités, n'avait pas entendu autrement la convention ; que la Cour de Nîmes a, en outre, déclaré que cette stipulation faisait partie essentielle

de la vente ; qu'elle devait, malgré l'événement de la déclaration de liquidation judiciaire, recevoir tout l'effet que le vendeur s'en était proposé ; que cet effet consistait dans le droit pour la Société vendresse de retenir, et, en cas de non-paiement du prix à l'échéance convenue, de faire vendre, jusqu'à due concurrence, la chose laissée en gage entre ses mains ; qu'une pareille interprétation donnée à une clause qui, comme la vente, était de quatorze mois antérieure à la déclaration de liquidation judiciaire, est licite et qu'elle ne contrevient à aucune des dispositions de la loi visées au pourvoi. » (1)

La conclusion de tous ces développements se tire d'elle-même. Les vendeurs sur souches y trouveront un moyen de s'assurer pleine et entière sécurité contre l'insolvabilité de l'acheteur en stipulant au contrat l'insertion d'une clause de ce genre, portant affectation de gage.

§ III. — *Clause de vinification*

La vinification qui est, en somme, le but général de la vente sur souches, est, d'après les termes du contrat, tantôt l'œuvre du vendeur, tantôt celle de l'acheteur. Nous avons fait une brève allusion à ce point qu'il nous faut maintenant envisager dans son ensemble.

L'acheteur, qui est en général un négociant, voudra souvent transformer le produit chez lui, surtout s'il a traité sur un raisin de choix devant lui fournir un cru estimé et exigeant une vinification tout spécialement soignée. S'il ne

(1) D. P. 1903-1-174 ; — *Pand. fr.*, 1902-1-316.

veut ou ne peut transporter dans ses celliers la récolte pour l'y transformer en vin, il stipulera parfois qu'elle sera faite dans les caves du vendeur, plus proches généralement que les siennes, mais sous sa propre direction et non sous celle du viticulteur (1).

(1) *Progrès agricole et viticole*, 3 juin 1900, p. 633. — *Le Journal de l'Agriculture*, 1903, II, p. 400, a publié, à ce sujet, une note que nous reproduisons entièrement ici, et qui nous paraît mériter plusieurs critiques : « Vous demandez qu'on vous indique avec précision quelle est la situation légale d'un propriétaire qui vend sa récolte entière sur souches et qui livre sa cave à son acheteur pour y procéder à la vinification, suivant ses convenances. Aucune disposition légale n'interdit cette manière de procéder. Le propriétaire peut vendre sa récolte sur souches et se désintéresser de la préparation du vin, faite dans sa cave par l'acheteur, pour le compte exclusif de ce dernier. C'est une méthode qui décharge le propriétaire du souci de la vinification comme du souci de la vente du vin.

Toutefois, celui-ci serait dans une erreur complète, s'il supposait que cette méthode le déchargeât de toute complicité pour le cas où l'acheteur se livrerait dans sa cave à des fraudes dans la vinification, par exemple, à la fabrication de vins de sucre pour la vente, ou même simplement au sucrage des vendanges. L'article 7 de la loi du 28 janvier 1903, exige la déclaration préalable pour l'emploi du sucre dans la vinification ; il établit des peines rigoureuses (500 à 5.000 francs d'amende, plus, en cas de récidive, prison de 6 jours à 6 mois) contre les contrevenants, et il ajoute que les mêmes peines sont applicables aux complices. Il n'est pas douteux, qu'en cas de contravention de l'acheteur, le propriétaire serait considéré comme complice dans le cas en question. Cette complicité serait jugée avec encore plus de force, s'il y avait un contrat par lequel l'acheteur s'engageait à accepter seul toutes les responsabilités provenant de ses opérations. On pourrait dire et on dirait que cette clause implique déjà l'intention de fraude de la

Le contrat indiquera alors la faculté de se servir, et dans quelles conditions, de la cave et de la vaisselle vinaire, foudres, tonneaux, etc... du vendeur, d'employer le marc à faire de l'eau-de-vie, etc...

Dans d'autres cas, l'acheteur laisse faire le vin par le vendeur, dans son propre cellier et dans sa vaisselle vinaire, et il lui laisse conduire la vinification à son gré (1).

part de l'acheteur et que le propriétaire, en l'acceptant, s'est rendu par là même complice du fait incriminé. »

Cette note s'occupe de la responsabilité du viticulteur en cas de vente sur souches, avec location de sa cave pour la fabrication du vin. Elle contient plusieurs erreurs manifestes sur les principes de droit pénal, relatifs à la complicité : 1° l'article 60, al. 3 du Code pénal, voit une complicité dans le fait d'avoir fourni les instruments qui ont servi au délit, *sachant* qu'ils y seraient employés. Il faudrait donc, pour être punissable, que le vendeur eût agi *sciemment* ; 2° la preuve de ce fait est à la charge du ministère public, et le propriétaire en question ne pourrait être *présumé* en faute ; 3° il est facile même de concevoir des cas, où personne ne songerait même à l'accuser de complicité, si des faits contraires à la loi étaient commis par l'acheteur, au cours de la vinification ; par exemple, si le propriétaire n'habite pas sur les lieux, ou même ne réside pas dans la commune où se trouve le vignoble ou la cave ; 4° même dans l'hypothèse assez théorique, où l'acheteur, dans une clause du contrat, s'engagerait à accepter seul toutes les responsabilités résultant de l'opération, il est difficile de voir nécessairement là une complicité du vendeur. L'auteur de la note que nous critiquons y trouve un *a fortiori* ; c'est excessif. S'il y avait *preuve* que le vendeur *savait* que l'acheteur est fraudeur habituel, avéré, il y aurait peut-être alors complicité, mais c'est une situation toute différente. Ces observations suffiront pour écarter, en majeure partie, la portée de la note en question.

(1) C'est ce qui arrive généralement en Gironde. *Progrès agricole et viticole*, 3 juin 1900, p. 633 ; — Narbonne, 26 mars 1904.

Il arrivera alors quelquefois que cet acheteur se réservera le droit de fixer le jour où devra commencer la cueillette (1) afin de bien choisir le moment de la maturité, ce qui influe beaucoup tant sur la qualité que sur la quantité du vin.

Moniteur Judiciaire, 10 juillet 1904 ; — Narbonne, 11 mai 1904, *Moniteur Judiciaire*, 20 novembre 1904 ; — Narbonne, 31 décembre 1896, *Moniteur Judiciaire*, 31 janvier 1897. Certains jugements, tel que ce dernier, sembleraient, à un examen superficiel, se référer à une vente de vins, alors qu'il s'agit d'une vente sur souches. L'équivoque est facile à dissiper si l'on observe, entre autres, les indications relatives à la vinification, et au mode de fixation du prix.

(1) Narbonne, 31 décembre 1896, *Moniteur Judiciaire du Midi*, 31 janvier 1897. — Le jugement du Tribunal de Narbonne, du 11 mars 1904, *Moniteur Judiciaire du Midi*, 20 novembre 1904, nous montre, au contrat, une clause selon laquelle le vendeur s'était obligé à faire la vendange au mieux des intérêts de l'acheteur, à l'époque habituelle dans la commune où était situé le vignoble : « les vins devaient être loyaux et marchands, non additionnés de sucre ou autres matières étrangères. » — Clause analogue dans un autre jugement du Tribunal de Narbonne, du 26 mai 1904, *Moniteur Judiciaire du Midi*, 10 juillet 1904. « La vinification aura lieu par les soins du vendeur, en temps utile et selon les coutumes locales ; le vin devant être loyal et marchand, sans addition de sucre, et il ne devait pas être plâtré au-dessus de la dose tolérée ». Nous nous sommes déjà expliqué sur la clause « loyal et marchand » en matière de vente sur souches (chapitre II, § I).

Section II

LES QUATRE TYPES PRINCIPAUX DE CONTRATÉ DE VENTE SUR SOUCHES ET LES EFFETS PARTICULIERS DE CHACUN D'EUX.

Nous connaissons les effets généraux du contrat de vente sur souches. Voyons maintenant les conséquences spéciales qu'entraîne l'adoption de l'un ou de l'autre des quatre types principaux que présente ce contrat dans la pratique.

Nous avons dit, en effet, que la vente sur souches, bien qu'obéissant, cela va de soi, au principe général de la liberté des conventions, ce qui peut lui donner plusieurs aspects distincts, pouvait néanmoins se ramener à quatre types principaux. Nous avons également signalé d'un mot, que l'étude spéciale de chaque cas serait intéressante à présenter, parce que les caractères, les conditions et les effets de la vente seraient différents selon le type que les contractants auraient adopté. Selon que la vente est à tant l'hectolitre, le degré alcoolique, les cent kilogrammes de raisins, ou a lieu « vignes en bloc », la physionomie de la convention sera dissemblable ; et, sans prétendre encore une fois que tous les contrats sur souches rentreront toujours dans ce quadruple cadre, on peut néanmoins affirmer que ces types sont de beaucoup les plus normalement usités. Nous allons donc examiner chaque cas particulier sous un paragraphe distinct.

§ 1^{er}. — *Vente à tant l'hectolitre*

Dans le chapitre précédent (chapitre IV, section II), relatif à la détermination de la chose et du prix au cas de vente à la mesure, nous avons étudié dans son ensemble et avec les détails nécessaires, la question du transfert de propriété et des risques ; le lecteur voudra bien s'y reporter et nous n'y reviendrons pas.

Lorsqu'une récolte est vendue à tant l'hectolitre, des difficultés peuvent s'élever sur ce que doit comprendre l'obligation de délivrer dont est tenu le vendeur, ou celle de prendre possession qui lie l'acheteur. Ces difficultés naîtront de ce que le vendeur aura indiqué dans le contrat la quantité approximative qui sera produite. Evidemment, lorsque c'est la récolte en son entier qui est cédée (les vins devant être récoltés sur tel domaine), sans évaluation de quantité, il n'y a pas de contestation possible : le vendeur doit livrer la récolte telle quelle, et l'acheteur est tenu de la prendre, quelle que soit la quantité, puisque les parties l'ont ainsi convenu.

Mais la question qui se présente de suite à l'esprit est celle de savoir ce qui se passera quand il y aura des *excédents* ou des *manquants* sur la quantité approximative indiquée par le vendeur, comme produit de tel ou tel cépage. Cette difficulté peut être résolue à l'aide de principes assez simples. Nous allons distinguer ces deux questions pour arriver à un exposé plus net.

A. — Envisageons d'abord l'hypothèse de *manquants*. L'obligation du vendeur ne peut dépasser la quantité de récolte contenue réellement dans sa propriété. Si cette quantité est inférieure à celle qui a été énoncée, à titre de sim-

ple indication, le vendeur n'est pas tenu de parfaire la différence en se procurant le reste ailleurs. Propriétaire récoltant, il va de soi que la convention doit être interprétée en ce sens ; il vend sa récolte et exclusivement cette récolte. Cette solution a été présentée d'une façon très nette et très explicite dans un jugement du Tribunal de Narbonne, du 31 décembre 1896 (1), dont voici les termes :

« Attendu que par leur lettre du 31 août 1896, B... et L..., négociants en vins à Narbonne, ont confirmé l'achat qu'ils avaient non sans peine décidé T... à leur faire, d'après la copie de leur correspondance (dépêche et lettre du 30 août 1896), de 1.000 hectolitres environ, vin bourru d'aramon à enlever de suite, au prix de 13 francs l'hectolitre, pris en cave ; que par la même lettre missive, les demandeurs ont déclaré qu'ils tenaient à la disposition du défendeur une somme de 2.000 francs, à valoir sur cet achat, et ont ajouté que, dans le courant de la semaine, ils lui fixeraient le jour où il devrait commencer la cueillette ; que l'acompte a été encaissé par le défendeur, que la vente est donc parfaite ; que T... avait précédemment vendu à R... frères, 500 hectolitres de la même récolte, moitié carignan et moitié aramon, presses comprises ; qu'au moment de la vente il a fait connaître à B... et L... ce premier marché ;

» Attendu que les raisins d'aramon, destinés à produire le vin acheté par les demandeurs furent vendangés du 14 au 18 septembre 1896, et qu'à cette date T... constata que la récolte des aramons était inférieure aux prévisions et livra aux négociants, avec ce qui lui restait de vin d'ara-

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi*, 31 janv. 1897.

mon, une certaine quantité de vin provenant des cépages de carignans, d'une qualité supérieure à celle vendue ;

» Mais attendu qu'il cessa bientôt de livrer, et qu'à ce moment, la quantité totale de vin retiré par la maison B... et L... s'élevait à 558 hectolitres 50 litres ;

» Attendu que les acheteurs demandent des dommages-intérêts à T... pour le préjudice que leur a causé le défaut de livraison de 441 hectolitres 50 litres, formant le solde du vin vendu ; qu'il convient, pour établir les droits des parties, de rechercher la nature et la portée du contrat de vente intervenu ;

» Attendu qu'au moment de l'achat, le vin n'existait pas, que le raisin destiné à le produire était sur souche, dans la propriété appartenant à T... ; *que B... et L..., traitant avec un propriétaire, ont incontestablement entendu acheter la récolte excrue sur le domaine du vendeur, et qu'on ne saurait soutenir que T..., qui n'était ni négociant, ni courtier, mais viticulteur récoltant, devait, d'après la commune intention des parties, se pourvoir par des achats des quantités manquantes ;*

» Attendu que B... et L... ont si bien voulu le seul vin récolté par T... et non du vin de provenance quelconque, qu'ils ont eu soin de se réserver la fixation du jour où T... devait faire la cueillette ; que c'est donc une vente sur souches d'une quantité déterminée de vin qui a été réalisée ; que ce contrat anormal s'explique et se justifie de la part de B... et L..., qui connaissaient les vins de la propriété de T... ; qu'ils ne faisaient, dans cette petite affaire, que renouer, suivant leur lettre du 31 août 1896, de vieilles relations ;

» Attendu que la vente du vin sur souches est un contrat essentiellement aléatoire ; que les évaluations du ren-

dement sont le plus souvent inexactes et bien des fois exagérées ; que cette façon exceptionnelle d'acheter les récoltes de vins fait forcément courir à ceux qui y ont recours des risques et des aléas considérables, inhérents à l'inexistence du vin, objet vendu, au moment où le contrat est consenti ;

» Que, dès lors, T... a livré aux demandeurs le vin d'aramon qu'il a récolté, prélèvement fait de celui vendu à R..., antérieurement à la vente dont s'agit ; qu'il se trouve, par suite d'une diminution sur le chiffre de la récolte qu'il pouvait raisonnablement espérer, c'est-à-dire par un fait indépendant de sa volonté, dans l'impossibilité absolue de livrer la quantité prévue ; qu'il a donc tenu tous ses engagements par la livraison de tout le vin qu'il a récolté ; qu'au surplus, *cette diminution dans la récolte doit être considérée comme un cas de force majeure qui a empêché l'exécution complète du marché ; que partie de la chose a péri par cas fortuit* ; qu'il ne reste à l'acquéreur que le choix entre l'abandon de la vente ou la demande de la partie conservée ; qu'en fait, B... et L..., acquéreurs, sont en possession de la partie conservée de la récolte de T... ; que leur demande en dommages-intérêts est injustifiée et doit être repoussée ;

» Par ces motifs, le Tribunal, déclare B... et L... mal fondés dans leur demande, les en déboute et les condamne aux dépens. » (1)

(1) Tout ce jugement est à approuver. Seulement le dernier motif ne va pas sans réserves. La théorie juridique visée est celle des risques de perte partielle dans les obligations conditionnelles (art. 1182, Code civil). Or, tout d'abord, nous savons que les ventes sur souches peuvent être aléatoires, et dans ce cas, le dernier attendu

Ces solutions vont nous permettre de trancher une question un peu connexe à la précédente. Il peut arriver qu'un viticulteur envoie des circulaires pour placer les vins de sa récolte à effectuer bientôt. Ne sera-t-il pas obligé de livrer toutes les quantités qui lui seront commandées sur le vu de ces circulaires, même au delà de sa production personnelle ? Ne devra-t-il pas satisfaire à toutes les demandes de ceux qui auront reçu la circulaire ? Non ; ce serait tirer du contrat une conséquence qui dépasserait les prévisions des parties. Il semble juste d'interpréter la convention en ce sens que le propriétaire récoltant n'a proposé de vendre que le vin qu'il aurait ou avait, et ceux à qui il s'est adressé n'ont pu songer qu'il s'engageait à en avoir une quantité illimitée. Donc, il est tenu de livrer, tant qu'il en a, aux conditions de la circulaire, mais son obligation ne va pas plus loin (1).

Il n'en pourrait être autrement décidé que s'il y avait

du Tribunal n'aurait pas de valeur juridique. D'autre part, la disposition de l'article 1182 en elle-même soulève de vives critiques (Planiol, II, n° 1409). En tout cas, on est d'accord pour en restreindre l'application dans les plus étroites limites. Or, l'article 1182 régit seulement le cas de perte partielle, c'est-à-dire de détérioration ou dégradation matérielle. Il n'avait donc, à notre avis, aucunement à intervenir dans l'hypothèse sur laquelle le jugement se prononce, et où il s'agit uniquement de manquants sur une évaluation approximative. Ces observations ne critiquent pas le jugement en lui-même, elles ont seulement pour but d'écarter un argument juridique dont l'intervention nous paraît inutile en matière de ventes sur souches, et pourrait peut-être créer des équivoques.

(1) Baudry-Lacantinerie et Saignat, *Vente*, n° 50 ; — Valéry, *Des contrats par correspondance*, n° 227 et 228 ; — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, n° 30.

une clause contraire et bien formelle dans le contrat, ce qui, du reste, nous paraît une hypothèse plutôt théorique que pratique.

Dans un tout récent jugement du 27 janvier 1904 (1), le Tribunal de Narbonne a introduit dans cette question des manquants un nouvel élément qui vient restreindre, dans une certaine mesure, la portée de sa décision du 31 décembre 1896 que nous avons rapportée tout à l'heure. Cette récente décision pose toujours le principe que la vente d'une récolte pendante sur souches est un contrat qui comporte un certain aléa sur la quantité à livrer, et que l'évaluation du vendeur peut se trouver erronée ; mais le Tribunal déclare que cette différence entre l'évaluation et la récolte ne doit pas dépasser certaines limites, et qu'en conséquence le propriétaire récoltant qui fixe la quantité de sa récolte future à six fois le chiffre produit en réalité, commet une faute préjudiciable à l'acheteur et devient passible de dommages-intérêts.

Prenons connaissance des motifs de ce jugement, puis nous en apprécierons la teneur :

« Attendu que suivant acte sous-seing privé, du 1^{er} juillet 1903, enregistré le 3, G..., propriétaire à Saint-Nazaire, a vendu à C..., négociant en vins à Narbonne, 400 hectolitres environ de vin de la récolte pendante sur souches, au prix de 2 francs, le degré alcoolique ; qu'il a déclaré que cette récolte était libre de tout engagement, qu'il n'était lui-même l'objet d'aucune poursuite, qu'il avait la libre disposition de sa récolte et que rien ne pouvait empê-

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi*, 27 mars 1904.

cher la bonne exécution de la vente ; qu'un acompte de 3.500 francs lui fut versé par l'acheteur ;

Attendu qu'au moment de l'enlèvement, G... n'a livré à C... que la quantité de 66 hect. 50 litres, titrant 9°5, d'où il résulte que G... a perçu en trop la somme de 2.236 fr. 50 ;

» Attendu que le demandeur conclut à la condamnation de G... au remboursement de cette somme, et, en outre, à l'allocation de dommages-intérêts ;

» Attendu que le défendeur ne conteste pas la demande de remboursement ; qu'il y a lieu de rechercher seulement par la faute de qui le contrat n'a pu être entièrement exécuté ; or, attendu que la vente sur souches est un contrat qui comporte, par sa nature même, un certain aléa sur la quantité de vin à livrer ; que l'évaluation du vendeur à cet égard peut être erronée ; que, cependant, la différence entre l'évaluation et la réalité doit être maintenue dans de justes limites, à moins qu'un événement climatérique vienne faire disparaître tout ou partie de la récolte ;

» Attendu que G... invoque, il est vrai, pour expliquer la différence considérable entre la quantité vendue et la quantité récoltée, la gelée et la grêle ; mais que l'effet de la gelée ne peut se faire sentir durant les mois de juillet et août et que le défendeur n'établit pas que la gelée ait ravagé sa propriété ; qu'il faut, dès lors, tenir pour certain qu'il a vendu une quantité plus de six fois supérieure à celle qu'il a livrée ; qu'une erreur aussi grossière n'est pas excusable et constitue, de sa part, une faute qui a occasionné à C... un préjudice par suite de l'inexécution du marché, préjudice dont il est dû réparation ;... condamne le défendeur, outre la restitution du trop perçu, à payer au demandeur la somme de 500 francs à titre de

dommages-intérêts pour le préjudice qu'il lui a causé en fixant à 400 hectolitres le montant de sa récolte, alors qu'il n'a livré que 66 hectolitres 50 litres. »

Si l'on compare ce jugement du 27 janvier 1904 avec celui du 31 décembre 1896, on remarque une différence de rédaction sur le principe même qui régit cette question de manquants. Le jugement de 1904 dit que le contrat sur souches est une vente qui comporte par sa nature même un *certain aléa*, sur la quantité de vin à livrer, et que l'évaluation du vendeur peut être erronée, mais que la différence entre l'appréciation et la réalité ne doit pas dépasser certaines limites. Celui de 1896 porte une formule plus large : la vente sur souches est un contrat *essentiellement aléatoire*, dit-il ; les évaluations du rendement sont le plus souvent inexactes et bien des fois exagérées et cette façon d'acheter les récoltes fait nécessairement courir aux acheteurs des risques et des aléas considérables tenant à l'inexistence du vin, objet vendu, au moment où le contrat est consenti. Nous préférons cette façon de voir à celle du jugement de 1904. Sans doute, la différence entre la quantité appréciée et la livraison, atteignait ici le sixième, là, la moitié, et cette circonstance de fait explique la divergence des solutions. Mais si elle l'explique, il ne nous semble pas qu'elle la justifie. A quelle limite s'arrêtera-t-on, à quel moment considérera-t-on le vendeur comme étant en faute, quant à son évaluation ? Ne risque-t-on pas de tomber un peu dans l'arbitraire ?

Le jugement de 1904 admet bien que si des événements climatiques avaient causé cette différence entre l'évaluation et la quantité livrée, il n'y aurait eu aucune responsabilité pour le vendeur. Mais n'y a-t-il pas bien d'autres accidents que la grêle et la gelée qui puissent réduire con-

sidérablement la récolte espérée, et détruire les bases déjà incertaines en elles-mêmes, du rendement, et notamment les maladies cryptogamiques, etc.

Nous eussions désiré connaître aussi la nature du préjudice subi par l'acheteur et qui a entraîné l'allocation d'une indemnité de 500 francs en sa faveur, ce qui est considérable pour un contrat portant au maximum sur quelques milliers de francs. Mais le Tribunal n'en dit mot, et on trouvera peut-être que sa décision contient une lacune à ce sujet (1).

Nous citerons encore, dans le même ordre d'idées, un arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 24 octobre 1904 (2), qui décide que, d'après les usages commerciaux, un marché, fait pour une quantité approximative, est réputé rempli par la livraison des neuf dixièmes et même des quatre cinquièmes de la quantité indiquée dans la convention. En conséquence, lorsqu'un propriétaire a vendu environ cinquante tonnes de sa récolte et qu'il en a livré quarante-cinq, il se libère complètement en offrant cinq tonnes supplémentaires quoique gardant le solde pour son usage personnel conformément aux usages locaux.

Pour en finir sur cette question, il serait peut-être pru-

(1) A vrai dire nous serions volontiers porté à croire que le vendeur sur souches n'avait pas, en l'espèce, livré toute la récolte de son vignoble à l'acheteur, et avait disposé d'une portion au profit d'un autre acheteur, contrairement à la loi de son contrat ; et que cette circonstance de fait, ou une autre semblable, a pesé sur l'esprit du juge. Si une chose pareille avait eu lieu, on s'expliquerait alors les dommages-intérêts qui auraient été une compensation de l'inexécution partielle du contrat.

(2) *Gaz. Pal.*, 22 juin 1905.

dent que les viticulteurs insèrent dans leurs contrats de vente sur souches une clause les dégageant de toute responsabilité éventuelle, au cas de manquants, ou bien encore qu'ils déclarent vendre l'entière récolte, sans se livrer à une évaluation, d'autant que les appréciations sur les quantités qui seront récoltées, sont toujours plus ou moins incertaines. Il est évident qu'avec une pareille clause, le Tribunal de Narbonne n'aurait pu statuer comme il l'a fait dans sa décision du 27 janvier 1904, et allouer des dommages-intérêts pour manquants.

B. — Supposons maintenant des *excédents*, au lieu de manquants. Par exemple, un négociant ayant besoin de 6.000 hectolitres de vin, achète sur souches une récolte évaluée approximativement à ce chiffre par le viticulteur. Mais l'évaluation a été trop faible ou l'année se trouve exceptionnelle, et la récolte, appréciée à environ 6.000 s'élève à 8.000 hectolitres. Aucune difficulté évidemment, si l'on avait stipulé la vente de toute la récolte sans évaluation de quantité (1), car elle devrait être enlevée en entier par l'acheteur, quelle que soit son importance. Aucune discussion non plus, si l'acheteur a fixé un maximum au-delà duquel le contrat cessera d'avoir effet pour l'excédent; l'acheteur ne prendrait livraison que de ce qu'il a eu soin de fixer. Notons cependant qu'il serait prudent, au cas que nous envisageons, de préciser si ce seront les premiers vins vendangés ou les derniers qui feront l'objet du contrat ; car, selon les années, le temps, ce seront tan-

(1) Nîmes, 3 novembre 1900, D. P. 1903-1-174.

tôt les premiers vins récoltés, tantôt les derniers qui seront les plus beaux et les meilleurs (1).

La contestation se trouve donc limitée maintenant au cas où il y a eu évaluation approximative, sans fixation d'une limite maxima. Il nous paraît qu'alors, par interprétation de la volonté présumée des parties, l'acheteur devrait prendre possession de l'excédent et dans les mêmes conditions de prix. L'évaluation n'est qu'un aperçu, tout le monde le sait, et les prévisions peuvent être dépassées par suite de conditions climatériques exceptionnelles, aussi bien que renversées par les accidents, maladies ou intempéries. Il serait donc illogique de donner une autre portée à cette évaluation. Il appartient aux viticulteurs et aux acheteurs de bien préciser les termes de leur contrat, s'ils veulent échapper à toute difficulté et à tout procès. Dans un contrat on ne saurait être trop net et trop explicite. Ainsi, en ce qui concerne ce dernier point examiné, le propriétaire pourra insérer dans son traité que l'acheteur sera tenu d'enlever *trait de cuve* les quantités en excédent, ou encore, la récolte en son entier, ou, si l'acheteur veut éviter ce résultat, établir un maximum pour son achat en stipulant sur quels vins il portera, et fabriqués à quel moment.

§ II. — Vente à tant le degré alcoolique

Quelles sont les raisons qui peuvent pousser, en pratique, des contractants à recourir à ce mode de fixation du prix ? Les acheteurs de vins faibles en degré y trou-

(1) *Progrès agricole*, 3 juin 1900, p. 633.

vent leur avantage, alors que les viticulteurs, auront, au contraire, intérêt à repousser cette sorte de vente, surtout ceux qui pratiquent la culture intensive. Si, à l'inverse, les vins sont riches en alcool, la situation se trouve retournée, puisque les producteurs qui obtiendraient l'insertion au marché de cette clause relative à la détermination du prix en retireraient une large rémunération (1). La jurisprudence a eu plusieurs fois à se prononcer sur des espèces où se rencontraient précisément cette clause de vente à tant le degré alcoolique (2).

Dans le contrat, les parties ont généralement soin pour éviter toute difficulté, de spécifier à l'aide de quel appareil on reconnaîtra la richesse alcoolique du vin. Deux jugements de Narbonne, 11 mars et 26 mai 1904, indiquent que cette force alcoolique devait être reconnue « à l'enlèvement du vin et à l'appareil Malligand » ; au contraire, les jugements des tribunaux de Carcassonne, 27 janvier 1900, et de Narbonne, 27 janvier 1904, ne contiennent aucune indication à ce sujet. On devra suivre alors l'usage des lieux.

Cette forme de contrat est, en somme, une variante de la précédente, car la vente à tant le degré alcoolique se ramène à tant l'hectolitre. On rencontre même dans la jurisprudence des espèces où se trouve cumulée cette façon d'établir le montant du prix (3).

(1) Biquet, *De la vente des vins*, Thèse Montpellier, 1900, p. 189.

(2) *Moniteur de l'Aude*, 15 avril 1900 ; — *Moniteur Judiciaire du Midi*, 27 mars 1904 ; — *Moniteur Judiciaire du Midi*, 10 juillet 1904 ; — *Moniteur Judiciaire du Midi*, 20 novembre 1904.

(3) Cour de Montpellier, 5 janvier 1905, *Moniteur Judiciaire*, 19 février 1905.

Enfin, pour en finir sur cette matière, nous présentons quelques observations sur la portée de la clause d'un contrat de vente de vin, portant indication du degré alcoolique. Bien que cette clause ne s'applique guère qu'aux ventes de vin ordinaires, nous croyons utile et intéressant d'en dire quelques mots ici. Qu'arrivera-t-il, quand un propriétaire récoltant, ayant vendu un vin d'un degré déterminé, ce vin n'atteint pas le titre alcoolique promis ? L'acheteur pourra-t-il dire que son vendeur n'a pas rempli toutes ses obligations et, par suite, sera-t-il fondé à demander la résiliation du marché ? Une pareille prétention, évidemment plausible s'il s'agissait d'une différence de degré sensible, serait, au contraire, excessive et inadmissible si la diminution de la force alcoolique du vin n'était que de quelques dixièmes de degré. En effet, le pesage des vins, à l'aide des appareils les plus perfectionnés, ne présente pas une rigueur mathématique ; seule, l'analyse chimique peut et doit être considérée comme donnant, à cet égard, une certitude à peu près absolue. D'autres circonstances peuvent aussi entraîner une différence de degré alcoolique, telles que l'évaporation. Il nous semble donc raisonnable d'admettre une certaine tolérance dans le degré des vins qui font l'objet d'un marché. C'est ce qu'ont décidé deux arrêts récents de la Cour de Montpellier, des 5 janvier et 18 mars 1905 (1).

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi*, 19 février 1905 ; — *Moniteur Judiciaire du Midi*, 2 avril 1905. — Le premier de ces arrêts admet une tolérance de deux dixièmes de degré ; le second, de 3 ou 4 dixièmes.

§ III. — *Vente à tant les cent kilogrammes de raisins*

C'est un procédé usité en Provence, dans certains cas, pour le raisin destiné à être transformé en vin. Du reste, son application normale nous paraît se référer surtout à la vente des raisins de table. L'acheteur traite sur la récolte pendante, et on calcule les prix au moment de l'enlèvement (1). Ainsi qu'on le voit, il s'agit ici d'une vente au poids, et c'est l'article 1585 qui devra être appliqué.

§ IV. — *Vente de vignes en bloc*

La clause « vignes en bloc » vise la vente de toute la récolte, quelle que soit la quantité produite, et moyennant un prix bien défini, fixé à forfait. Le transfert de propriété et des risques s'opère immédiatement, nous l'avons vu ; l'article 1586 s'applique certainement et personne ne le conteste. Un contrat de cette nature sera le plus généra-

(1) Nous ne connaissons aucun arrêt sur cette sorte de vente. Cependant nous citons une décision dont les termes pourraient se transposer par analogie à une vente sur souches (Cass. 14 mars 1870. *J. Pal.* 74-438). Dans une vente de récoltes pendantes, moyennant un prix à déterminer d'après certaines mercuriales et d'après une évaluation du rendement qui sera faite par experts à la grosse moisson, cette évaluation doit s'entendre d'une évaluation faite alors que les récoltes sont encore sur pied et non après leur enlèvement. Du moins, l'arrêt qui interprète ainsi l'intention des parties ne viole aucune loi en prononçant, par suite, la nullité des évaluations que les experts auraient basées sur des battages postérieurs au dessaisissement du vendeur.

lement *aléatoire*, encore bien que le libre jeu des volontés puisse lui donner le caractère d'une vente sous condition suspensive.

Donc, en général, l'acheteur sur souches devra supporter les avaries causées à la récolte par les intempéries, la gelée, les coups de soleil échaudant les grappes, les pluies excessives et répétées entraînant la pourriture des raisins, les maladies cryptogamiques, etc... (1).

Les contractants auront soin de préciser l'époque de la vendange ; qui en paiera les frais, qui fera la vinification

(1) Comme nous l'avons exposé en détail au chapitre relatif à la nature juridique du contrat de vente sur souches, il faut rechercher l'intention des parties. Duranton, X, n° 301, applique précisément ces idées à la vente en bloc : « Dans la vente des fruits de tel fonds, il est besoin de faire quelques distinctions. Si je vends le vin que je recueillerai cette année dans telle vigne, à tant la pièce, il est clair que, s'il n'y a point de vin du tout cette année, à cause de la grêle, gelée ou autres événements de force majeure, il n'y a point de contrat, faute d'objet. Mais *quid juris*, si je vends pour un seul et même prix, 1.000 francs, le vin que produira cette année ma vigne, et qu'il n'y ait aucun produit par suite de force majeure ? le prix m'est-il acquis, ou bien le contrat est-il nul faute d'objet ? Il est clair que *si j'avais garanti les cas fortuits*, j'en serais tenu. Seulement si les produits étaient médiocres, à raison de la stérilité naturelle de l'année, sans accidents extraordinaires, l'acheteur serait obligé d'exécuter le contrat dans toute sa teneur.

Mais, en l'absence de cette convention de garantie, *il importe de voir ce qu'ont voulu faire les parties*. Ainsi, si j'avais vendu comme à forfait, le produit de ma vigne de cette année, le contrat n'en subsiste pas moins, quoique le produit soit nul. C'est un contrat *purement aléatoire* que j'ai fait ; j'ai vendu plutôt *l'espérance* du produit, *spes fructuum nasciturum*, que le produit lui-même ». (Voir aussi Lyon-Caen et Renault, t. III, n° 101).

et donnera ses soins au vin. Ils s'expliqueront également sur les soins culturaux à donner aux vignes, pour assurer la bonne venue de la récolte et indiqueront qui en sera tenu. L'acheteur stipulera peut-être la faculté de se servir de la cave du vendeur et de ses foudres, s'il n'aime pas mieux accomplir chez lui et dans son cellier toutes les opérations de transformation des raisins en vin. La récolte effectuée, et à moins de clause contraire peu fréquente, tout appartiendra à l'acheteur, vin, lies, vin de pressoir (1), tandis que dans les autres types de vente, ces divers sous-produits restent la propriété du vendeur.

Section III

VENTE DE LA RÉCOLTE FUTURE POUR PLUSIEURS ANNÉES CONSÉCUTIVES

En général, les ventes sur souches ne portent que sur la récolte de l'année ; elles interviennent à des époques diverses, mais le plus souvent, à un moment où le grain déjà formé, permet au vendeur et à l'acheteur de se faire une appréciation un peu précise. Cependant rien n'empêche les parties de conclure un engagement qui porterait sur la récolte future à livrer pendant plusieurs années consécutives. Cela pourrait arriver notamment, lorsque l'acheteur connaissant les vignes du vendeur, parce qu'il habite le pays, ou est en relations d'affaires avec lui depuis quel-

(1) Biquet, *loc. cit.*, p. 190.

que temps, veut s'assurer par un contrat en bonne et due forme la possession des produits qu'il sait excellents et dont il espère tirer de grands bénéfices.

Les principes que nous avons posés pour les ventes de la récolte de l'année s'appliquent aussi à la vente portant sur plusieurs années consécutives. Il nous suffira de présenter quelques observations complémentaires. En jurisprudence, la question n'a jamais été résolue en ce qui concerne la vente sur souches, mais la Cour de cassation, le 7 janvier 1880 (1), a eu à se prononcer sur un engagement de cette sorte, à propos de cannes à sucre. Il va de soi que cet arrêt peut être invoqué à titre d'analogie absolue, puisque vente de raisins ou de cannes à sucre, il s'agit toujours d'un contrat relatif à des récoltes sur pied. Cette observation faite, voici les termes de cet arrêt :

« Attendu que la convention par laquelle les propriétaires se sont engagés à livrer les récoltes de cannes à sucre à faire sur leur habitation pendant une période de dix ans, moyennant un prix à déterminer suivant les mercuriales de la quinzaine, à raison de 6 kilogrammes de sucre par 100 kilogrammes de cannes, ne constitue pas une vente ayant pu opérer, dès l'époque du contrat, la translation de propriété des récoltes à venir ; qu'elle contient seulement l'obligation pour les propriétaires de livrer lesdites récoltes à leurs échéances, l'acheteur n'en devenant successivement propriétaire qu'après le pesage opéré ; que par suite, l'avance n'a pu être considérée comme le paiement anticipé du prix de vente de ladite récolte, et que l'acheteur n'a pu être autorisé à ce titre à la

(1) D. P. 80-1-129, et S. 82-1-463.

retenir ou à la compenser jusqu'à concurrence sur le prix de la récolte. » \

La Cour de cassation a fait état ici de l'article 1585 qui lui a semblé applicable d'après l'interprétation de la volonté des parties, et a estimé, en conséquence, que la vente ayant été conclue au poids, la créance du vendeur ne devait prendre naissance qu'au fur et à mesure du pesage des objets vendus (1).

Cela étant, l'acheteur ne se trouvait donc pas, dans l'espèce, débiteur du prix au moment où il avait consenti une avance au propriétaire du fonds, et cette avance ne pouvait dès lors être considérée comme un paiement anticipé. Tout paiement suppose une dette (art. 1235), et cette dette n'existait pas, puisque le transfert de propriété ne s'était pas encore réalisé au moment de ce versement. Ce n'était qu'un prêt à titre chirographaire. Du reste, la volonté des parties aurait pu librement modifier ces solutions, comme nous l'avons exposé plus haut.

La vente de récoltes portant sur plusieurs années consécutives soulève encore une question, celle de savoir si une mise en demeure sera nécessaire chaque année, à chaque nouvelle récolte. Un arrêt de la Cour d'Amiens, approuvé par la Cour de cassation, a décidé à ce sujet « que le propriétaire qui a vendu pour une certaine période les récoltes de son fonds, est tenu de livrer successivement ses récoltes, sans qu'il soit besoin de lui adresser, à cet effet,

(1) Nous savons qu'il en serait autrement si les parties avaient eu l'intention contraire, et s'étaient mises en dehors de l'application de l'article 1585 (voir plus haut le chapitre IV. S II, consacré à cette question).

des mises en demeure successives et répétées. En conséquence, il est responsable de la totalité du préjudice causé par l'inexécution prolongée de son obligation, bien que la sommation de livrer n'ait pas été renouvelée les années suivantes. » (1)

(1) D. P. 81-1-198. — Il a été décidé, dans le même sens, et par application de l'article 1146 Code civil, qu'en matière de vente de récoltes, le vendeur est réputé mis en demeure de livrer la chose vendue par cela seul que la récolte a été détachée du sol, et sans qu'il soit besoin de sommation. Req. 23 février 1858 (D. P. 58-1-392).

CHAPITRE VI

PREUVE DU CONTRAT ET RÈGLES DE COMPÉTENCE

Les principes qui gouvernent ces deux questions sont connexes. Pour plus de clarté, cependant, nous y consacrerons deux sections.

Section Première

PREUVE DU CONTRAT

Cette matière ne nous retiendra pas longtemps, car il suffit de faire un simple rappel des principes généraux. La loi a organisé deux systèmes de preuve, l'un propre au droit civil, l'autre au droit commercial. Le Code civil contient certaines règles restrictives quant à la preuve, puisqu'il défend, en principe, de recourir à la preuve testimoniale, sauf s'il s'agit d'une somme inférieure à 150 francs. C'est donc la preuve littérale qui est la règle (art. 1341 et suiv., C. civ.).

Le Code de commerce (art. 109) se montre beaucoup plus large, et admet tous les moyens de preuve, notam-

ment la preuve testimoniale et les présomptions, sans considération du taux de l'intérêt en litige. Dans le contrat de vente sur souches, le vendeur, propriétaire récoltant n'est pas considéré comme commerçant, par application de l'article 638 du Code de commerce. Au contraire, assez généralement, l'acheteur sera un commerçant car il aura acheté pour revendre (1). Nous sommes donc en présence de l'un de ces actes qu'on appelle *mixtes*, ayant le caractère commercial pour l'une des parties, et le caractère civil pour l'autre. Supposons donc une contestation et demandons-nous quelles règles de preuve il conviendra d'appliquer ? Les preuves civiles sont seules admissibles à l'encontre du non-commerçant qui ne doit aucunement souffrir du caractère commercial de l'acte vis-à-vis de son co-contractant. Contre celui-ci, au contraire, la preuve pourra se faire suivant les moyens plus simples du droit commercial, car il serait impossible qu'il pût se plaindre en opposant que l'acte est civil vis-à-vis du vendeur. Tel est le système généralement admis par les auteurs et la jurisprudence (2), et il entraîne les conséquences suivantes que nous ne faisons que signaler. D'abord, la preuve par témoins ou présomptions, sera admise contre l'acheteur, même au-dessus de 150 francs, à supposer, ce qui sera fort rare, une vente sur souches relative à un intérêt aussi minime. En second lieu quand il s'agit d'une contestation entre un commerçant et un non-commerçant, les livres tenus par le premier ne font pas preuve en sa faveur con-

(1) Nous supposons connu le critérium de la commercialité, qu'il n'y a pas lieu d'étudier ici.

(2) Thaller, *Traité de Droit commercial*, 3^e édition, n° 40.

tre le second ; le juge pourra seulement déférer le serment supplétoire, en vertu de l'article 1329 du Code civil.

Observons, du reste, en terminant sur ce point, que dans la pratique des affaires, on recourt ordinairement à la rédaction d'un traité sous forme d'acte sous seing privé, d'un échange de lettres ou de reçus. On ne saurait trop préciser les termes d'un contrat, qui peut présenter des points délicats, et la rédaction d'un acte écrit évitera bien souvent difficultés et procès (1).

Section II

RÈGLES DE COMPÉTENCE

Le viticulteur qui vend sa récolte ne fait pas un acte de commerce (art. 638, Cod. com.), tandis que l'acheteur fait le plus souvent un contrat commercial. L'acte étant mixte, quel va être le Tribunal compétent. Cette difficulté est de même nature que celle qui a été examinée à propos de la preuve. Aucune raison ne peut faire prévaloir la compétence du Tribunal civil ou celle du Tribunal consulaire. On a proposé de décider que l'un ou l'autre serait compétent suivant que l'acte litigieux est civil ou commercial pour le défendeur, *actor sequitur forum rei* (2).

La jurisprudence déclare plus justement, à notre avis, que la partie pour laquelle l'acte est civil, le vendeur sur souches par conséquent, ne pourra être cité que devant

(1) Voir dans notre conclusion, diverses formules ou modèles de contrats.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*, n° 1360.

le Tribunal civil (1). Si, au contraire, l'acheteur est assigné par le viticulteur, celui-ci peut choisir entre la compétence du Tribunal civil et celle du Tribunal de commerce (2). Les motifs invoqués à l'appui de cette thèse sont simples et déterminants ; tout d'abord on peut invoquer les précédents (3) ; d'autre part, la partie qui a fait un acte civil par rapport à elle, ne peut être contrainte de plaider devant des juges qui ne sont pas ses juges naturels et qui se référerait peut-être à des usages commerciaux qu'elle n'est pas forcée de connaître (4).

Examinons le cas où la vente a eu lieu par l'intermédiaire d'un commissionnaire. Celui-ci, actionné par l'acheteur devant le Tribunal de commerce, pourra-t-il assigner le vendeur en garantie, et le distraire ainsi de ses juges naturels ? Aux termes de l'article 181 du Code de procédure civile, l'appelé en garantie est tenu de procéder devant le Tribunal où la demande originaire a été portée.

(1) L'article 638 Code de commerce, le décide formellement.

(2) La Cour de cassation s'est constamment montrée favorable à ce système, que la majorité des Cours d'appel a pareillement adopté. La Cour de Montpellier a décidé, notamment, le 15 juin 1850, que le Tribunal civil était compétent si le propriétaire était demandeur et optait pour cette juridiction (*Journal judiciaire de Montpellier*, 1852, p. 752).

(3) Ord. de 1673. T. XII, art 10.

(4) Cass. 11 janvier 1869, S. 69-1-13 ; — Thaller, n° 40. Nous avons indiqué, au chapitre III, sur la nature mobilière de la vente sur souches, devant quel Tribunal civil ou commercial, le défendeur sera assigné. Comme la vente est mobilière, le viticulteur serait actionné à son domicile, et non devant le tribunal du lieu où sont situées les vignes dont la récolte a fait l'objet de la vente.

Mais cette règle ne concerne que la compétence *territoriale* des tribunaux, dont la compétence *ratione materiæ* n'est pas en question. Elle laisse subsister, pour les tribunaux d'exception, tels que les tribunaux de commerce, l'interdiction qui leur est faite de statuer sur des contestations sortant, par leur nature, des attributions de ces tribunaux. Le tiers, appelé incidemment en garantie par le défendeur dans une instance valablement engagée devant un Tribunal de commerce, n'est donc justiciable de ce Tribunal que lorsque l'obligation de garantie invoquée contre lui a, en elle-même, une cause commerciale. Il ne peut pas plus être distrait de ses juges naturels, auxquels il a droit en sa qualité de défendeur à l'action en garantie, et comme conséquence du caractère de son obligation, que s'il était assigné à titre de défendeur principal. Les auteurs sont unanimes à cet égard, et la jurisprudence est fixée dans le même sens. Elle a été consacrée par de nombreux arrêts rapportés dans Dalloz, *Répertoire*, n^{os} 336 et suivants (1).

Nous n'hésiterons donc pas à soutenir que la juridiction commerciale serait incompétente, même incidemment à l'instance dont elle serait saisie au principal, pour connaître du recours en garantie d'un commissionnaire actionné par l'acheteur contre le propriétaire viticulteur qui aurait vendu sa récolte par son intermédiaire.

(1) Il a été décidé, notamment : que la règle de l'article 181 du Code de procédure civile, — qui dispose que les demandes en garantie doivent être portées devant le Tribunal où la demande originaire est pendante, — n'est point applicable lorsque ce Tribunal est un Tribunal de commerce, et que l'appelé en garantie n'est pas commerçant (Montpellier, 12 novembre 1896, *Moniteur Judiciaire du Midi*, 12 décembre 1896).

DEUXIÈME PARTIE

DES CONFLITS ENTRE UN ACHETEUR SUR SOUCHES ET UN CRÉANCIER SAISSANT

Les conflits entre un créancier saisissant et un acheteur sur souches, sont susceptibles de se présenter dans trois situations. Le créancier peut avoir pratiqué soit une saisie immobilière, soit une saisie-brandon. En cas de saisie immobilière, l'article 682 du Code de procédure civile immobilise les fruits à partir de la transcription du procès-verbal de saisie et l'on doit se demander ce que devient alors la vente sur souches intervenue avant ce moment. En cas de saisie-brandon, la vente sur souches déjà consentie, doit-elle être maintenue ou doit-elle tomber ? Enfin, il faut signaler le cas d'une saisie-brandon pratiquée, au cours d'une saisie immobilière, mais avant la transcription de celle-ci. Telle sont les questions que nous allons examiner et qui sont assez complexes.

CHAPITRE PREMIER

SAISIE IMMOBILIÈRE

La loi exige que l'exploit de saisie et celui de dénonciation au saisi, soient transcrits, au plus tard dans la quinzaine qui suit la dénonciation, sur le registre du conservateur des hypothèques de la situation de l'immeuble, à peine de nullité de la saisie (art. 678 et 775 Cod. p. civ.).

Les effets que la loi attache à cette transcription sont nombreux et importants. Nous n'avons à nous occuper ici que d'un seul d'entre eux, celui qui résulte des articles 682 et 685 du Code de procédure civile.

Lorsqu'un propriétaire constitue une hypothèque sur son immeuble, il n'entend pas pour cela abandonner tout droit de jouissance et d'administration sur son bien. Le débiteur, propriétaire de l'immeuble hypothéqué conserve, en principe, l'exercice de tous les attributs attachés à ce droit de propriété. Ainsi, il peut aliéner cet immeuble, le grever soit de nouvelles hypothèques, soit de servitudes personnelles ou réelles; le donner en antichrèse. Ainsi, encore, il est en droit de vendre les fruits qui en proviennent (1).

(1) Aubry et Rau, III, p. 286.

Vendre les récoltes sur pied est un acte de jouissance et d'administration, et il ne saurait être défendu. Les ventes de récoltes sur pied sont des aliénations mobilières, car elles sont faites pour le moment où les récoltes sont détachées du sol. Le débiteur qui a consenti à hypothéquer son bien, peut consentir une vente de cette nature, car ayant le droit de vendre les fruits, il a par cela même le droit de les vendre antérieurement à leur maturité. Donc les créanciers hypothécaires ne peuvent élever la prétention de s'opposer à des ventes de cette nature. L'acheteur des fruits sur pied procédera à la coupe et s'appropriera les fruits sans qu'on puisse le lui interdire. Du reste, du moment que les fruits sont nature de meubles, ils sont le gage commun de tous les créanciers même chirographaires, et les créanciers hypothécaires n'ont aucun droit de préférence sur eux avant la transcription de la saisie (1).

Connaissant les droits du propriétaire de l'immeuble hypothéqué sur ce même immeuble, nous devons rechercher les modifications que subiront ces droits par l'effet de la mise sous la main de justice. Cette mise sous la main de justice modifie profondément les rapports du saisi avec son immeuble. Le saisi, sans doute, ne cesse pas d'être propriétaire ; mais son administration, sa jouissance, son droit de disposer, c'est-à-dire toutes les parties de son droit de propriété, reçoivent de graves atteintes par la saisie. Toutefois, pour ne pas sortir du cadre restreint de notre sujet, nous limiterons notre étude à l'examen des effets de la saisie, quant à la vente sur souches, et nous

(1) Aubry et Rau, III, § 284, p. 672.

établirons dans cet ordre d'idées trois hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique.

I. *Première hypothèse.* — La saisie immobilière, régulièrement faite, a été transcrite avant la récolte vendue à un acheteur sur souches. Que devient alors ce contrat ? Les créanciers saisissants peuvent-ils s'opposer à l'exécution de la vente des fruits sur pied, et faire leur profit du produit de ces récoltes, par ordre d'hypothèque ? C'est ici qu'interviennent les articles 682 et 685 relativement à l'un des effets principaux de la transcription de la saisie. Cette opération a pour résultat de rendre, vis-à-vis des créanciers parties à la procédure, le saisi incapable d'administrer en son nom personnel et pour son compte l'immeuble saisi, de l'aliéner et même d'en jouir. Tous les fruits, qu'ils soient industriels, naturels ou civils, sont immobilisés et le prix qui en proviendra sera distribué par voie d'ordre avec le prix de l'immeuble. Qu'il s'agisse donc de loyers, de fermages ou de récoltes, toutes ces diverses sortes de fruits sont englobées dans la même mesure, soumises à l'immobilisation, grâce à laquelle ils seront attribués aux créanciers hypothécaires de l'immeuble, et, par conséquent, enlevés aux créanciers chirographaires (1). Du moins, ceux-ci ne pourront prétendre à une

(1) L'immobilisation des fruits par la transcription de la saisie a pour conséquence d'enlever aux créanciers, pour frais de semences et de récolte, le privilège établi par l'article 2102. Ce privilège est, en effet, un privilège mobilier et il ne peut s'exercer sur une valeur qui est, en vertu de la loi, une valeur immobilière. Baudry-Lacantinerie et Loyne, *Privilèges et hypothèques*, I, n° 465 et suiv. ; III n° 1953. — La jurisprudence est en ce sens, ainsi qu'il résulte, entre autres, de l'arrêt de Cass. 11 décembre 1861, S. 62-1-

partie de fruits qu'après désintéressement des créanciers garantis par l'affectation hypothécaire (1).

II. *Deuxième hypothèse.* — Au moment de la transcription de la saisie, les fruits peuvent avoir été l'objet d'un grand nombre de conventions; notamment avoir été vendus sur pied ou saisis-brandonnés et n'être pas encore

153 : « Attendu que les privilèges sont de droit étroit ; que l'article 2102 ne confère un privilège pour le remboursement des frais de semences que sur le prix de la récolte de l'année ; qu'il ne saurait être étendu au-delà de l'objet même qu'il a indiqué ;

Attendu que le privilège que la loi considère uniquement dans ses rapports avec celui du propriétaire et pour le préférer à ce dernier, est un privilège sur les meubles ; qu'il ne peut recevoir d'application à des objets immobiliers ; que dans la cause il s'agit d'un ordre ouvert pour la distribution du prix d'un immeuble ; que cet immeuble avait été saisi avec ses fruits pendants par branches ou racines, lesquels étaient immeubles par destination, d'après la loi (art. 520 Code civil) cette nature immobilière leur est restée même après qu'ils ont été récoltés, d'après l'article 682 du Code de procédure civile ; que, dès lors, l'article 2102 Code civil ne pouvait recevoir aucune application ».

Il a été jugé, de même, que le privilège ne porte point sur la somme représentative de la valeur des fruits pendants par branches ou racines, qui n'ayant fait l'objet ni d'une ventilation, ni d'une distraction, ont été compris dans l'adjudication de l'immeuble, prononcée moyennant un prix unique, sans aucune distinction des choses vendues (Cass. 7 janvier 1880. S. 82-1-463 ; D. P. 80-1-129).

(1) La saisie pratiquée par les créanciers chirographaires produit cette immobilisation qui ne profite, en fait, qu'aux créanciers hypothécaires (note de M. Glasson, sous Châteauroux. D. P. 95-2-193 ; — Pau, 2 décembre 1890. D. P. 91-2-273). L'immobilisation empêchera aussi que ces fruits puissent être grevés désormais des privilèges qui portent sur les meubles (Cass. req., 11 décembre 1861. D. 62-1-119).

récoltés. De même, des saisies-arrêts peuvent avoir été pratiquées sur les loyers ou fermages, ou bien ils peuvent avoir été cédés et payés d'avance. La question des cessions ou quittances anticipées de loyers ou fermages non échus, soulève beaucoup de difficultés qui sortent du cadre de ce travail. La loi du 23 mars 1855 exige la transcription pour les cessions ou quittances de trois années. La jurisprudence a eu fréquemment à se prononcer, et la Cour de cassation a rendu sur ce point un récent arrêt (1).

Nous n'avons pas à nous occuper de ces fruits civils, loyers ou fermages, mais seulement des fruits naturels ou industriels, c'est-à-dire des récoltes.

Un propriétaire a vendu sur pied les fruits de son domaine, et avant que la coupe ne soit effectuée, une saisie immobilière régulièrement transcrite immobilise ces fruits. Que devient la vente sur souches antérieure à la transcription de la saisie (2) ? Deux opinions sont en présence.

(1) Indépendamment et à côté des hypothèques que peut consentir un propriétaire, il peut donner son immeuble en antichrèse à un créancier. Ce nantissement lui transfère la possession et lui donne le droit de percevoir les fruits et revenus, à charge de les imputer sur ce qui lui est dû, jusqu'à parfait paiement. Il peut s'élever un conflit sur les fruits pendants au moment de la transcription de la saisie, entre le créancier antichrésiste qui a droit aux fruits, en vertu de son contrat, et le créancier hypothécaire qui y a droit également dès l'instant où la saisie est transcrite. Quel que soit l'ordre dans lequel ces droits sont nés, l'hypothèque doit, il semble, prévaloir, parce que c'est certainement un droit réel. (Gavoty, *De l'immobilisation des fruits*, p. 136 et suiv. ; — Bordeaux, 24 décembre 1895. D. P. 95-2-385).

(2) Il est évident que si la vente sur souches est *postérieure* à cette transcription, la question ne se pose pas, et le contrat est sans valeur aucune. Ce n'est pas tout, il faut supposer aussi que la

D'après certains auteurs, la vente sur souches, comme la vente des récoltes sur pied, est une aliénation mobilière et par suite elle est valable et parfaite, dès que les parties sont tombées d'accord sur la chose et le prix ; les fruits, même pendants, deviennent donc des meubles dès qu'ils sont vendus, quoique non coupés, et la transcription de la saisie ne peut les immobiliser au regard de l'acheteur sur souches. L'article 682, dit-on, ne prévoit pas la question à laquelle le législateur n'a pas songé, et par suite, il faut appliquer tous les principes relatifs aux meubles par anticipation (1).

vente faite avant la transcription de la saisie a *acquis date certaine antérieurement à cette transcription*, car les fruits recueillis après cet événement sont immobilisés et ne peuvent plus, par conséquent, faire l'objet d'une vente de récoltes, dont la nature est mobilière. D'ailleurs, l'observation des règles relatives à la date certaine ne se réfère qu'à l'opposabilité aux tiers, et non pas à la validité des actes *inter partes*.

(1) Glassou, *Traité de procédure*, II, p. 272 ; — Piquand, *Des restrictions aux droits d'administration et de jouissance du propriétaire saisi et de l'immobilisation des fruits*, Thèse Lyon, 1902, p. 120 ; — Pélisson, *De l'immobilisation des fruits par la transcription du procès-verbal de saisie-immobilière*, Thèse Bordeaux, 1903, p. 70 et suiv. On a invoqué également le passage suivant d'Aubry et Rau (IV, § 350, p. 342) bien que ces auteurs ne visent pas spécialement la difficulté dont s'agit : « En dehors des cas auxquels s'applique la maxime, en fait de meubles possession vaut titre, on doit s'en tenir au principe que la propriété des meubles corporels est transmise à l'acquéreur, même au regard des tiers, par le seul effet de la vente. Ainsi lorsque des objets mobiliers, vendus et non livrés, ont été frappés de saisie par les créanciers du vendeur, la demande en distraction formée par l'acheteur doit être accueillie, à moins que les créanciers ne prouvent que la vente est simulée ou frauduleuse. Cette preuve peut, du reste, être facilement admise en pareille matière. »

Cette opinion nous paraît devoir être rejetée. Les fruits, quoique vendus mais non coupés, restent immobilisés par la transcription de la saisie. L'article 682 ne distingue pas entre les fruits vendus ou non, et dès que les fruits existent encore sur le fonds, ils sont frappés d'immobilisation à partir du moment où la saisie est transcrite. La loi, pour attribuer ces fruits, envisage seulement le fait matériel de la perception ; seule cette perception empêche l'immobilisation. Si elle n'a pas eu lieu, si les fruits n'ont pas été recueillis, comme dit l'article 682, la transcription de la saisie produira tous ses effets (1). L'immobilisation se produisant à l'égard de l'acheteur sur souches, celui-ci doit réserver son prix aux créanciers hypothécaires. Le droit de suite n'existe pas quant aux fruits ; si l'acheteur ne veut pas leur donner son prix, les créanciers saisissants feront annuler la vente et s'opposeront à la coupe.

On a tiré de cette solution une critique contre le système que nous adoptons. Les partisans de ce système, a-t-on dit, ne se mettent-ils pas en contradiction avec eux-mêmes, lorsqu'après avoir admis que les fruits sont immobilisés, même en ce cas, ils refusent cependant aux créanciers une action contre l'acheteur ? Il est vrai que l'on permet de demander la nullité de la vente, mais, dit-on, cette solution est, elle aussi, fort contestable, puisque

(1) Dans la législation allemande, les fruits sont immobilisés par l'inscription de la saisie sur les registres fonciers (art. 1121 et 1122 Code civil de 1900). Les ventes sur pied ne sont pas opposables aux créanciers inscrits. Si toutefois l'acquéreur a enlevé l'objet, la saisie pratiquée avant cette séparation n'a effet contre lui que s'il n'était pas de bonne foi au moment de la séparation et relativement à la saisie.

cette vente a eu lieu avant la transcription de la saisie, et par conséquent à une époque où le saisi avait pleine capacité (1).

Cette argumentation n'est pas sans réponse. Il nous paraît que le législateur, dans l'article 682, a voulu immobiliser et attribuer aux créanciers hypothécaires tous les fruits qui se trouveraient encore sur le fonds lors de la transcription. On a qualifié cette solution d'étrange et rigoureuse. Jusqu'à la transcription le débiteur conserve la faculté d'aliéner l'immeuble et l'on trouve surprenant que, pouvant disposer du fonds, il ne puisse disposer des fruits. Cependant la solution paraît aisément explicable et marque la prévoyance du législateur (2). Le droit de suite fait que les créanciers hypothécaires sont désintéressés d'une aliénation consentie par le débiteur, puisqu'ils réaliseront leurs droits entre les mains du détenteur de l'immeuble quel qu'il puisse être. Au contraire, si la vente de récolte sur pied était valable à leur égard, ce serait pour eux un préjudice irréparable. Ces fruits seraient mobilisés par l'effet de la vente et les créanciers hypothécaires perdraient à la fois leur droit de suite et leur droit de préférence. Voilà pourquoi l'article 682 les a protégés par un droit absolu.

« Dira-t-on que le saisi qui conserve jusqu'à la transcription le droit d'aliéner l'immeuble conserve aussi jusqu'à le droit de disposer des fruits ? En conclura-t-on que les créanciers hypothécaires peuvent empêcher l'acheteur

(1) Glassou, II, p. 272 ; — Demolombe, IX, n° 187.

(2) Baudry-Lacantinerie et Loynes, *Traité des privilèges et hypothèques*, III, n° 2024 ; — Bioche, *Dict. de pr. v° ordre*, n° 288.

de les couper, et que le prix qui en proviendra doit être réparti comme une valeur mobilière? Je réponds que l'acheteur de l'immeuble hypothéqué, bien que devenu propriétaire, ne peut payer valablement son prix qu'entre les mains des créanciers hypothécaires, mais que le droit de suite n'existant pas quant aux fruits, les créanciers n'ont qu'un moyen d'empêcher que le prix soit payé à leur détriment, c'est de faire annuler la vente et de s'opposer à la coupe. » (1)

La solution se justifie non moins aisément au point de vue des principes, car la mobilisation des fruits est la conséquence d'un contrat : elle se produit donc entre les parties et ne peut pas être opposée aux créanciers hypothécaires qui sont demeurés étrangers à la convention et qui sont des tiers (art. 1165 Cod. civ.) (2).

(1) Garsonnet, IV, § 1535, p. 106. — L'arrêt souvent invoqué par analogie par les partisans de l'opinion adverse, Cass. 30 mai 1868, D. P. 68-1-417, ne se prononce pas sur la question, pour la raison bien simple qu'il y avait eu ordre volontaire et non point saisie, ni dès lors de transcription pouvant produire l'immobilisation prévue par l'article 682. — Consulter dans le sens de l'immobilisation, Paris, 13 août 1884, *Gaz. Pal.*, 85-1-201 ; Agen, 3 juin 1885, *Rec. Agen*, 85-236.

(2) Nous avons cité déjà l'arrêt de cassation du 7 janvier 1880 (S. 82-1-463), intervenu dans une convention portant engagement de livrer, pendant plusieurs années consécutives, la récolte future, moyennant un prix à déterminer, suivant les mercuriales, d'après le poids des récoltes ; le transfert de propriété ne s'accomplit alors qu'après le pesage (art. 1585). Le propriétaire avait reçu une avance, avant l'échéance, du prix d'une récolte et la Cour la considérait comme un prêt, et non un paiement anticipé, prêt qui n'étant assorti d'aucune garantie, ne pouvait entraîner un droit de préférence vis-à-vis des créanciers hypothécaires. La Cour de cassation

Quant au caractère mobilier des ventes sur pied, on n'en peut tirer aucune objection. En effet, si elles sont considérées comme mobilières, c'est parce qu'on envisage les fruits, abstraction faite du fonds. Or, les fruits ne prennent définitivement le caractère de meubles qu'à par la séparation, et avant cette séparation nous voyons ici intervenir un événement qui les immobilise, c'est-à-dire les empêche à jamais de devenir meubles. Le saisi ne devient propriétaire des fruits qu'autant qu'il les a recueillis soit par lui-même, soit par ses représentants ; mais la vente n'est rien tant que la récolte n'a pas été réalisée. Si donc les fruits vendus ne sont pas encore recueillis avant la transcription, ils ne peuvent plus l'être (1). En conséquence, nous croyons plus juridique de soutenir que la vente sur souches antérieure à une saisie immobilière régulièrement transcrite, doit tomber si cette transcription est opérée avant que la coupe de la récolte ne soit effectuée.

III. *Troisième hypothèse.* — La saisie immobilière soulève une question intéressante et sur laquelle une décision

décida également que, au cas de vente par adjudication publique du fonds, avant la récolte, l'acheteur de la récolte ne peut faire insérer au cahier des charges une clause portant qu'il sera autorisé à conserver sur le prix de la récolte à venir la somme par lui avancée, laquelle somme viendra, pour l'adjudicataire, en déduction du prix d'adjudication. En pareil cas, les créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble ont intérêt et qualité pour former tierce opposition au jugement qui, sur la demande de l'acheteur de la récolte, a ordonné l'insertion d'une pareille clause au cahier des charges.

(1) Bioche, *Dict. de pr.*, v° Saisie-immobilière, n° 310 ; — Gavoty, *De l'immobilisation des fruits*, p. 75. (Thèse Aix, 1904).

spécialement relative aux ventes sur souches est intervenue. A partir de la transcription qui immobilise les fruits, le propriétaire cesse d'administrer en son nom personnel et pour son compte l'immeuble saisi. Si les créanciers le laissent en possession, le saisi est alors et par cela même constitué séquestre et comptable judiciaire des fruits (art. 681, Cod. pr. civ.). Cette qualité de séquestre judiciaire lui crée des obligations : il doit administrer en bon père de famille, justifier de sa gestion, n'aliéner les fruits que conformément à la loi et en rendre compte (1). On lui tiendra compensation de ses dépenses pour frais de culture.

C'est dans des circonstances de cette nature que le Tribunal de Carcassonne a statué, dans son jugement du 27 janvier 1900 (2). Le 8 janvier 1895, une saisie est transcrite ; le débiteur saisi reste en possession comme séquestre, dispose, sans aucune objection de la part des créanciers, des récoltes de 1895, 1896, 1897 et 1898.

Le 3 juillet 1899, intervient une vente sur souches. Les créanciers qui n'avaient jusque-là usé d'aucun des droits que leur donne la loi pour déposséder le débiteur saisi, font nommer un nouveau séquestre qui refuse de livrer la récolte vendue, sans y être autorisé de justice. Le Tribunal ordonna l'exécution du marché, voyant dans cette vente sur souches un acte normal d'administration, et même de

(1) Article 1962 Code civil ; — Glassou, II, p. 269 et 270. S'il gère mal, les créanciers le feront remplacer conformément aux prescriptions de l'article 681 Code procédure civile.

(2) *Moniteur de l'Aude*, 15 avril 1900.

très bonne administration, en l'état du marché des vins durant l'année 1899 :

« Attendu que S..., négociant en vins, a acheté aux mariés A..., le 3 juillet 1899, la récolte sur souches de leurs propriétés au prix de 1 franc 80 le degré, payable 3.000 francs comptant, 5.000 le 8 juillet, 12.000 le 20 septembre et le restant au fur et à mesure de la retraite ;

» Attendu que S... a exécuté le marché par le paiement des deux premiers acomptes, soit la somme de 8.000 francs ;

» Attendu qu'au moment où il se proposait de retirer le vin, A..., nommé séquestre des biens des mariés A... à suite d'une saisie pratiquée à la requête de T..., a refusé de lui livrer sans y avoir été autorisé par justice ;

» Attendu qu'en présence de cette résistance S... a actionné les mariés A..., A... et T..., aux fins de voir déclarer bon et valable l'achat sur souches de la récolte A... du 3 juillet 1899, et entendre ordonner que, certaines parties du vin par lui acquises s'étant avariées, il y a lieu d'en rétablir le prix à suite d'expertise ;

» Attendu que les mariés A... reconnaissent avoir vendu leur récolte à S... qui a exécuté les clauses du marché et concluent à ce que ladite vente soit validée et à ce que le produit de la récolte soit livré à leur acheteur aux conditions du marché ;

» Attendu qu'A... et T... déclarent s'en remettre à justice ;

» Attendu que dame veuve R... créancière des mariés A..., est intervenu dans l'instance en déclarant que, si elle ne demande pas la nullité de la vente en vertu des dispositions de l'article 686 du Code de procédure civile, elle entend que le paiement de 8.000 francs que S... et A...

reconnaissent avoir été effectué, ne soit pas opposable aux créanciers hypothécaires ;

» Attendu qu'à l'appui de sa demande elle invoque les moyens suivants : 1° aux termes de l'article 520 du Code civil, les récoltes pendantes par racines sont immeubles et par suite hypothéquées avec le fonds sur lequel elles sont excrues . Or, au mois de Juillet 1899 la récolte achetée par S... était un immeuble, qu'il n'a pu payer en partie au préjudice des créanciers hypothécaires ; 2° aux termes de l'article 682 du Code de procédure civile, les fruits sont immobilisés à partir de la transcription de la saisie. Or, au mois de juillet 1899 , il existait une saisie transcrite depuis le 8 janvier 1895 ; S... a donc acheté une récolte immobilisée et ne peut opposer aux créanciers hypothécaires les paiements qu'il a effectués ; 3° qu'en admettant qu'il soit déclaré que l'immobilisation des fruits ne saurait remonter au 8 janvier 1895, il y aurait lieu de la fixer tout au moins au 16-18 août 1899, date de la saisie de T... ; 4° qu'enfin la vente consentie par A... n'a pas été translatrice de propriété et a simplement engendré une obligation de livrer. D'où il suit que l'avance faite par l'acquéreur à son vendeur n'est pas un acompte sur le prix mais un prêt ;

» Attendu que les principes énoncés par veuve R..., en ce qui concerne l'immobilisation des fruits, sont incontestables, mais ne sauraient trouver leur application dans la cause ;

» Attendu que le droit pour les mariés A... de consentir cette vente s'évince des termes mêmes de l'article 681 du Code de procédure civile qui dit que le saisi demeure en possession de ses biens comme séquestre judiciaire s'il n'en est autrement ordonné à la requête des créanciers ;

» Attendu, il est vrai, qu'en ladite qualité, le saisi n'a plus

le droit de faire sur les immeubles des actes de disposition, mais simplement des actes d'administration, et qu'en principe la vente anticipée de récoltes futures n'est pas un acte normal d'administration ; mais attendu que dans l'espèce, étant donné surtout que la vente sur souches est entrée complètement dans les mœurs de la propriété et du commerce, et se pratique constamment tout au moins dans la région du Midi, la vente consentie par les mariés A... à S... malgré l'existence d'une saisie transcrite, peut et doit être considérée tout à la fois comme un acte normal d'administration opposable aux créanciers inscrits, et comme un acte de très bonne administration, vu l'état du marché du vin en 1899 ; qu'elle peut être d'autant plus opposable aux créanciers inscrits que depuis le 8 janvier 1895, date de la transcription de la première saisie, les créanciers n'ont usé d'aucun des droits que leur donne la loi pour déposséder les débiteurs saisis ; qu'ils les ont laissé disposer des récoltes de 1895, 1896, 1897 et 1898, sans se préoccuper si ces récoltes étaient vendues sur souches ou après les vendanges, sans soulever la moindre objection et sans réclamer quoi que ce soit aux acquéreurs de ces récoltes ; que par cette attitude, les créanciers ont manifesté aux yeux de tous que les saisis administraient leur gage à leur entière satisfaction et qu'ils approuvaient tous leurs actes d'administration, y compris la vente des récoltes ;

» Attendu qu'il ne saurait leur suffire d'avoir modifié leur attitude dès le 2 septembre 1899, date de la nomination d'un séquestre à la place des mariés A..., pour émettre la prétention de faire condamner ce que jusqu'alors ils n'avaient cessé de tolérer et d'approuver, et même d'autoriser ;

» Attendu, au surplus, qu'on ne saurait méconnaître au

débiteur saisi laissé en possession comme séquestre, obligé par suite de conserver l'immeuble et de faire face aux travaux de culture, le droit de prélever sur les revenus de l'immeuble les sommes qui lui sont nécessaires pour apporter à la chose d'autrui les soins d'un bon père de famille ; que des documents de la cause il résulte qu'une partie de l'acompte payé par S... à A... a été employée à payer une prime d'assurances contre la grêle, destinée au cas de sinistre, à permettre la perception de sommes indispensables à l'entretien du gage des créanciers, au paiement des contributions foncières et de diverses notes de fournisseurs ; qu'il y a donc lieu de déclarer que les créanciers hypothécaires en général et dame R... en particulier sont mal fondés à contester la validité du paiement fait par S... et que leurs droits ne pourront s'exercer que sur la partie du prix de la récolte 1899, qui reste due. »

Au point de vue de la rigueur des principes et des textes, il pouvait sembler que la prétention du nouveau séquestre de n'exécuter les ventes sur souches qu'après avoir été autorisé de justice, était juridiquement vraie. En effet, l'article 181 du Code de procédure civile règle en ces termes les questions de ventes des fruits par le séquestre : « Les fruits seront vendus aux enchères ou de toute autre manière autorisée par le président (1), dans le délai qu'il aura fixé, et le prix sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations ».

Donc, d'après ce texte, une vente amiable, comme celle qui était intervenue, semblait permettre les critiques de la part des créanciers. Ceux-ci ayant droit aux fruits immo-

(1) Il statuera en référé (art. 806 et suiv., Cod. pr. civ.).

bilisés, de par l'article 682, ne pouvaient-ils rejeter tout autre mode de vente que celui établi par la loi dans l'article 681 ? En définitive, le séquestre, qu'il soit le débiteur saisi ou un tiers, administre pour eux et doit observer dans sa gestion toutes les règles légales.

Le créancier R... interjeta donc appel contre le jugement du Tribunal de Carcassonne, du 27 janvier 1900. Par arrêt, en date du 31 mai 1900, la Cour de Montpellier rendit une décision confirmatrice avec adoption des motifs qu'avaient relevés les premiers juges.

R... ne crut pas devoir en rester là, et porta la question devant la Cour suprême, qui ne s'était jamais prononcée jusque-là sur la portée de l'article 681. Le demandeur en cassation invoqua : 1° violation des articles 686 et 687 du Code de procédure civile, de l'article 681 du même Code, de l'article 520 du Code civil, de l'article 1041 du Code de procédure civile et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'annuler une vente de récolte sur souches, opérée par le saisi, sans l'autorisation du président du Tribunal, après la transcription de la saisie, et en ce que ledit arrêt, pour déclarer valable cette vente de récolte sur souches, contrairement aux dispositions expresses des articles susvisés s'est appuyé sur un usage local, qui ne saurait faire brèche à la loi ; 2° violation de l'article 682 du Code de procédure civile et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que les créanciers inscrits ne pourraient exercer leurs droits hypothécaires que sur partie du prix d'une récolte vendue par le saisi, après la transcription de la saisie et en ce qu'il n'a point donné de base légale

à cette décision. La Cour de cassation, le 8 mai 1903, rejeta le pourvoi :

« Sur le premier moyen :

» Attendu, en droit, que les dispositions de l'article 681 du Code de procédure civile, qui soumettent la vente des fruits frappés d'immobilisation à certaines formes judiciaires, n'ont été édictées que dans l'intérêt des créanciers inscrits ; que, dès lors, ceux-ci peuvent dispenser de ces formalités ou approuver les ventes amiables faites par le saisi, qu'ils ont laissé en possession et qui est devenu, par ce fait, séquestre judiciaire ;

» Attendu, en l'espèce, que le jugement du Tribunal civil de Carcassonne, confirmé en appel, et dont l'arrêt s'est approprié les motifs, constate : 1° que la vente de la récolte sur souches, consentie par les époux A... à S..., le 3 juillet 1899, après la transcription d'une saisie immobilière remontant à 1895, a été, en raison de l'usage courant de ces sortes de ventes dans la région, et de l'état du marché des vins au moment de la vente, « un acte normal d'administration, et même de bonne administration » ; 2° que les créanciers hypothécaires des époux A... avaient autorisé les saisis à administrer librement leurs vignobles et à disposer annuellement des récoltes postérieurement à la transcription de la saisie du 8 janvier 1895 ; que, de ces constatations, les juges du fond on conclu « que lesdits créanciers n'étaient pas recevables à contester, en 1899, la régularité d'une vente faite dans les mêmes conditions que les ventes antérieures par eux tolérées, approuvées et même autorisées » ;

» Attendu qu'en décidant, par ces motifs, que la vente litigieuse et le paiement de l'acompte de 8.000 francs, effectué par l'acheteur aux mains des époux A... étaient oppo-

sablés à la veuve R..., la Cour de Montpellier s'est livrée, dans les limites de ses pouvoirs, à une appréciation de fait, qui échappe au contrôle de la Cour de cassation ;

» Sur le deuxième moyen :

» Attendu que ce moyen, mélangé de fait, n'a pas été soumis aux juges de fond, qui ne l'ont point examiné ; qu'il ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation... » (1)

La solution adoptée par ces différentes décisions et contrôlée par la Cour de cassation, le 8 mai 1903, nous semble rationnelle. La disposition de l'article 681 a été édictée dans l'intérêt des créanciers inscrits et pour les protéger. Il est logique de les considérer comme pouvant renoncer à cette protection, et à se prévaloir de l'article 681 ; c'est le droit commun, et pas autre chose.

De même, voici l'article 686 qui édicte la nullité des aliénations qui seraient consenties par le débiteur saisi, postérieurement à la transcription de la saisie ; mais rien n'empêcherait non plus les créanciers de renoncer à se prévaloir de cette nullité ; la question serait la même, ici, que pour l'article 681. La renonciation se déduira des circonstances de fait, que les juges apprécieront souverainement.

(1) *Recueil périodique de procédure civile*, 1904, p. 71.

CHAPITRE II

SAISIE-BRANDON

Cette sorte de saisie mobilière, réglée par les articles 626 à 636 du Code de procédure civile, est celle que tout créancier muni d'un titre exécutoire peut pratiquer sur les fruits pendants par branches ou par racines des immeubles dont son débiteur est propriétaire (1). La vente des objets saisis-brandonnés a lieu aux enchères et l'adjudicataire acquiert, par l'effet de l'adjudication, la propriété des fruits, même avant d'être coupés, sous la condition de payer le prix, et à peine de folle-enchère (2).

(1) La saisie-brandon peut aussi être pratiquée contre un *usufruitier* ; mais au cas où son droit viendrait à cesser avant que la récolte eût été faite, la saisie, vente forcée, tomberait comme nous l'avons vu pour la vente volontaire, parce que l'usufruitier ne devient propriétaire des fruits que par leur séparation. Glasson, II, p. 410 et 411.

(2) La vente est faite par l'intermédiaire des officiers publics auxquels la loi donne compétence. La loi du 5 juin 1851 qui a admis les notaires à procéder aux ventes de fruits et de récoltes pendants par branches et par racines, concurremment avec les commissaires-priseurs, huissiers et greffiers de justice de paix,

Deux hypothèses de conflits sont à examiner :

Première hypothèse. — Tout d'abord, la question que nous venons d'envisager, relativement au conflit entre un vendeur sur souches et un créancier saisissant, pourra se présenter dans les mêmes termes, en cas de saisie-brandon, intervenue avant la transcription de la saisie immobilière (1), et portant sur les fruits pendants par branches au moment où la transcription a lieu. Cette saisie-brandon fera-t-elle échec à l'immobilisation des fruits ; en d'autres termes, qui des deux créanciers saisissants aura droit aux fruits ?

Les principes que nous avons exposés précédemment se retrouvent ici, ainsi que les solutions qui en découlent. Nous nous bornerons donc à un bref aperçu. Pour les uns, il est impossible que les fruits, déjà mis sous la main de justice par la saisie-brandon, puissent tomber sous une nouvelle saisie. Ces auteurs assimilent donc à une vente sur souches la saisie-brandon pratiquée par des créan-

même dans le lieu de la résidence des commissaires-priseurs, est uniquement relative aux *ventes publiques volontaires*. Les *ventes judiciaires* demeurent soumises au Code de procédure civile et aux lois spéciales qui les régissent, et notamment, en ce qui concerne les ventes judiciaires de fruits ou de récoltes pendants par branches et par racines ; les commissaires-priseurs ont seuls, et à l'exclusion des notaires, le droit d'y procéder, dans le lieu même de leur résidence. Ailleurs, leur monopole cesse et ils subissent la compétence concurrente des notaires, huissiers et greffiers. Cass. 30 juillet 1884, *Journal du Palais*, 1885-1-1063 ; — Rouen, 17 juin 1882, *id.*, 83-1-466.

(1) Mais après que la saisie a été effectuée, car la saisie-brandon empêcherait une saisie immobilière postérieure d'immobiliser les fruits, Glassou, II, p. 409.

ciers chirographaires avant la transcription de la saisie, et décident qu'elle empêche aussi l'immobilisation des fruits, même si ces fruits n'ont pas encore été coupés au moment de la transcription de la saisie (1).

La saisie-brandon étant une saisie mobilière, dès qu'elle est pratiquée les fruits prennent le caractère de meubles par anticipation ; cette circonstance, jointe à ce que, au moment de la saisie-brandon, le saisi avait encore capacité entière, s'oppose à l'immobilisation. Ainsi qu'on le voit, ce sont les mêmes arguments qui sont invoqués, et les raisons exposées plus haut pour repousser cette opinion, interviennent également ici ; nous ne ferons qu'y renvoyer.

L'article 682 nous paraît être impératif et décide que l'immobilisation frappe les fruits par cela seul qu'ils n'ont pas encore été recueillis au moment de la transcription. On peut ajouter que la saisie-brandon ne confère aucun droit aux créanciers chirographaires, vis-à-vis des créanciers hypothécaires (2). Les créanciers chirographaires ne peuvent se plaindre, puisque l'inscription de l'hypothèque leur a fait connaître la situation de l'immeuble et, en même temps, le danger éventuel qui les menaçait (3).

Deuxième hypothèse. — Arrivons maintenant au conflit entre un acheteur sur souches et un créancier qui a effectué

(1) Glassou, II, p. 272 ; — Rodière, II, p. 300 ; — Chauveau sur Carré, V, question 2277 ; — Pellisson, *loc. cit.*, p. 76.

(2) Bioche, n° 309 ; — Garsonnet, IV, § 1536, p. 106.

(3) On peut ajouter que le système inverse tendrait à rendre illusoire l'immobilisation des fruits, car les créanciers chirographaires auraient le moyen de lui enlever toute portée en procédant d'avance à des saisies mobilières. Gavoty, *De l'immobilisation des fruits*, p. 78.

postérieurement à la vente une saisie-brandon (1). Cette question n'est pas très délicate et ne nous arrêtera pas longtemps. Notons d'abord que le problème ne peut se présenter que dans des circonstances assez limitées. En effet, l'article 626 du Code de procédure civile exige que la saisie-brandon ait lieu dans les six semaines qui précèdent l'époque ordinaire de la maturité des fruits. Par ces expressions, il faut entendre, non le moment où le fruit est mûr, telle ou telle année, dans un lieu déterminé, mais bien la maturité moyenne, pendant une certaine période, dans l'ensemble d'une région ; sans quoi, on s'exposerait à ne pas utiliser le délai de six semaines accordé par la loi, puisqu'on n'en connaîtrait chaque année le point de départ qu'au moment de son échéance (2). Pour cette détermination de l'époque de la maturité des fruits, on conçoit aisément qu'il soit impossible de poser à cet égard des règles absolues ; tout dépend des pays, de la nature

(1) Lorsqu'il y a eu saisie-brandon, le saisi ne peut plus, dès ce moment, aliéner sa récolte, et la vente qu'il ferait ultérieurement serait nulle, tout au moins au regard du saisissant. La vente n'aurait donc qu'une portée relative, comme dans les autres saisies ; en conséquence, entre le vendeur et l'acheteur sur souches, la vente serait valable et produirait même son effet si la saisie venait à tomber pour une cause quelconque, par exemple le désintéressement du créancier saisissant.

(2) Narbonne, 17 février 1903, *Monit. judic. du Midi*, 24 janvier 1904.

L'article 626 pr. civ. a fixé pour la saisie-brandon un délai précis, afin d'éviter les incertitudes auxquelles donnaient lieu les anciens usages locaux ; ceux-ci étant très variables, n'étaient pas toujours connus, d'où résultaient contestations et frais qui absorbaient souvent le prix des fruits saisis. Carré, *Lois de procédure*, IV, question 2112.

des récoltes, de la température, etc... Aussi est-on d'accord pour décider que, en cas de contestation sur l'époque de la maturité, les tribunaux apprécieront (1).

Nous avons dit plus haut, au sujet de ce délai, que ce qui a pu motiver l'incertitude de quelques propriétaires au sujet de la *validité* du contrat de ventes sur souches et de *ses conditions*, c'est qu'ils ont dû confondre la validité de l'achat sur souches, qui est formelle à *quelque époque qu'il ait été effectué*, avec la validité de la saisie-brandon, laquelle n'est effective que *six semaines* avant la récolte. Ce sont là deux questions bien distinctes.

Ceci posé, voyons comment va se régler le conflit entre une vente sur souches et une saisie-brandon ? La saisie-brandon à la requête d'un créancier du propriétaire serait sans effet sur une récolte déjà vendue, pourvu que l'antériorité de la vente pût être opposée au saisissant, notamment à l'aide de la date de l'enregistrement, qui confère date certaine (art. 1328). Un achat sur souches avec

(1) Bioche, *Dict. de proc.*, v° Saisie-brandon, n° 21 ; — Carré, *Lois de la proc.*, IV, 2112 ; — Rousseau et Laisney, *Dict. de proc.*, n° 16 ; — Garsonnet, IV, § 1374, p. 305 ; — Narbonne, 17 février, 1903, précité.

Un arrêt (Bourges, 24 janv. 1863, D. P. 1863-2-155) a décidé, il est vrai, que dans les localités où l'époque de la maturité des fruits est déterminée par un usage ancien et constant (par exemple, dans le Berri, où l'usage n'autorisait autrefois la saisie des céréales qu'à partir du jour de la saint Barnabé, 11 juin), il n'est pas permis de s'écarter de cet usage, sous le prétexte qu'à raison des progrès de l'agriculture et de l'emploi des engrais nouveaux, la maturité a été avancée. Cet arrêt est généralement critiqué ; on observe que, précisément, en ne se référant pas aux usages locaux, souvent variables et incertains, le législateur a entendu laisser toute liberté au juge. Dalloz, *Suppl. au Rép.*, v° Saisie-brandon, n° 20.

contrat enregistré est définitif, non seulement entre les parties contractantes, mais vis-à-vis des tiers (1), réserve faite, cela va de soi, du droit pour le créancier d'intenter l'action paulienne (art. 1167), si la vente a été frauduleuse à son égard. Telle est la solution simple et certaine de cette difficulté. Le conflit, en un mot, se règle par la question d'antériorité (2).

(1) *Moniteur vinicole*, 16 juin 1903.

(2) Narbonne, 26 mai 1904, *Moniteur judiciaire du Midi*, 10 juill. 1904. Une saisie-brandon est faite le 4 août 1903 et un acheteur sur souches demande la nullité de la saisie-brandon en tant qu'elle excède la quantité de 150 hectolitres vendus à lui par acte du 11 juin 1903, enregistré. Comme il s'agissait de la vente d'une chose à prendre sur une quantité plus grande, l'article 1685 du Code civil intervenait pour régler le transfert de propriété, qui ne pouvait s'opérer avant l'individualisation de la chose par le mesurage, ce qui n'avait pas eu lieu. Le transfert de propriété ne s'étant pas accompli, la vente sur souches devait céder le pas à la saisie-brandon. Le Tribunal en a décidé ainsi ; son jugement montre cependant que la saisie-brandon aurait été réduite, selon la demande en distraction de l'acheteur sur souches, si son acte, régulièrement enregistré, lui avait conféré la propriété de la récolte à venir. (Voir les principes exposés plus haut, chap. II, § 2.)

Voir les termes de ce jugement, le seul qui offre un exemple de conflit entre un acheteur sur souches et un créancier saisissant :

« Attendu que M..., créancier de S..., a fait procéder, le 4 août 1903, à la saisie-brandon des fruits pendants sur plusieurs parcelles de terre en nature de vigne appartenant à son débiteur

» Attendu que C... frères revendent les fruits saisis-brandonnés et demandent la nullité de la saisie-brandon en tant qu'elle excède la quantité de 150 hectolitres, qui lui aurait été vendue par S..., suivant un acte sous seing privé du 11 juin 1903, enregistré ;

» Attendu qu'aux termes de cet acte, les sieurs J... et S... ont vendu à C... frères 350 hectolitres environ de leurs récoltes pendantes sur souches, au prix de 2 francs le degré alcoolique reconnu à l'ap-

pareil Malligand, au moment de l'enlèvement ; que J... a déclaré que, pour sa part, il fournirait environ 200 hectolitres et S... environ 150 hectolitres ;

» Attendu qu'un acompte fut versé et qu'il fut stipulé que les retiraisons seraient faites suivant les besoins de C... frères ; que la vinification aurait lieu par les soins des vendeurs en temps utile et selon les coutumes locales ;

» Attendu que le vin devait être loyal et marchand, sans addition de sucre, et qu'il ne devait pas être plâtré au-dessus de la dose tolérée ; que les soutirages devaient être faits par les vendeurs sous la surveillance des acheteurs ;

» Attendu que, le 4 août 1903, M..., créancier de S..., fit procéder à la saisie-brandon des raisins excrus sur les vignes de son débiteur ;

» Attendu qu'aux termes de l'article 2092 du Code civil, tout créancier a un droit de gage général sur tous les biens appartenant à son débiteur, même sur ceux qu'il se serait obligé à livrer à un tiers ; qu'il ne suffit donc pas à C... frères de justifier qu'ils ont une action personnelle pour contraindre S... à leur livrer une chose ; qu'ils doivent encore établir qu'ils sont propriétaires de cette chose ;

» Or, attendu que si, en règle générale, la vente transfère la propriété des objets vendus à l'acquéreur, cette règle souffre exception lorsque les objets ne sont pas vendus en bloc, mais simplement en partie ; que, dans ce cas, la propriété n'est transférée que par la livraison, puisque ce n'est qu'à ce moment que les objets sont déterminés dans leur individualité ;

» Attendu qu'il doit en être ainsi, surtout quand les objets ne sont pas achevés et ne sont livrables qu'après leur achèvement, comme dans la cause ; qu'on ne saurait, en effet, admettre une transmission de propriété au moment de la vente sur souches d'une récolte en espérance, alors que cette vente est purement partielle et que l'objet vendu ne peut être individualisé au moment du contrat ;

» Attendu que les raisins saisis n'étaient donc pas, le 4 août 1903, la propriété de C... frères ; qu'ils étaient demeurés celle de S... ; que, par suite, la saisie a bien procédé et que la revendication formée par C... frères n'est nullement justifiée. »

CONCLUSION

En donnant plus haut (première partie, chapitre VI) quelques notions sur les règles générales de preuves, nous avons indiqué toute l'utilité qu'il pouvait y avoir à rédiger, pour constater la formation des contrats de ventes sur souches, des actes clairs, précis, détaillant sans équivoque ni incertitude, la véritable intention des parties. Nous avons, du reste, et à plusieurs reprises au cours de nos développements, manifesté notre opinion au même point de vue. Il faut croire que cette idée correspond à un besoin réel de la pratique, puisque nous avons pu trouver dans les revues spéciales aux questions viticoles un essai de réalisation de ce desideratum. Nous allons suivre cette voie en indiquant et analysant ces formules qui ont été proposées ; puis nous en ferons l'appréciation et essaierons d'en combler les lacunes et d'en préciser certains points. Il est, en effet, d'autant plus nécessaire d'être le plus clair possible dans la rédaction de ces formules, que leur utilité en dépend complètement. Si l'on veut éviter des contestations et des procès ou, tout au moins, établir en justice la véritable portée du contrat intervenu, la première condition est de se trouver muni d'un contrat très explicite. On ne saurait être trop net et trop précis, sans qu'il soit besoin, du reste, de tomber dans des détails inutiles.

Cette conclusion, d'allure pratique, résumera tous nos développements et en formera pour ainsi dire la synthèse ; elle dégagera encore mieux, si possible, les résultats pratiques d'une étude que nous avons faite en nous inspirant constamment des principes juridiques, mais en nous appuyant sur les besoins de la pratique et l'analyse de l'intention des vendeurs et acheteurs sur souches. Cette question de pure pratique a d'autant plus d'importance que la liberté des conventions permettant aux parties d'adopter telles clauses qui leur conviennent, voire même des dérogations au droit commun de la vente en général, les tribunaux ont pour premier devoir de rechercher l'intention des contractants, et de ne recourir aux règles ordinaires de preuve qu'à défaut d'indication suffisamment précise.

Voici donc tout d'abord les deux formules qui ont été proposées par des revues viticoles et que nous apprécierons et compléterons :

I. — « Par l'intermédiaire de M..., courtier, je vous ai vendu, ce jour, le vin fait (si la vendange est déjà commencée ; sinon, il n'y a lieu de mentionner que les raisins) et les raisins encore sur souches de ma propriété de..., avec charge par vous d'opérer à mes frais la vendange de ces derniers, pour vous en livrer le produit après cuvaison, quelles que soient la qualité et la quantité ; toutes les opérations de vinification seront faites comme d'habitude sous ma seule direction. Les lies et marcs restent ma propriété. L'opération conclue constitue entre nous un marché à forfait dont vous assumez tous les risques, et vous déclarez que le vin fait et la récolte pendante sont par vous agréés. Le prix du vin pesé et livré dans ma ca-

ve, est fixé à francs l'hectolitre. Il restera dans mes foudres à vos périls et risques, jusqu'à l'enlèvement. Le plein sera fait à la Saint-Martin, et le consume restera à votre charge à partir de cette époque. Il me sera versé une somme de francs comptant ; cette somme sera imputable sur les dernières retraisons. Tout le vin devra être retiré avant le , dernier délai. Je me réserve ma provision personnelle qui m'est utile pour les besoins de ma propriété. S'il y a assurance contre l'incendie, cette assurance sera à votre compte. » (1)

II. — « Par l'entremise de M. , courtier à je vous vends les raisins encore sur souche, que je récolterai en ; vous avez visité les vignes de la propriété, et avez ainsi agréé les vins qui en proviendront, quelle qu'en puisse être la qualité, vin fin et vin de presse. La vendange faite à mes frais ainsi que la vinification au cellier seront dirigées par moi ou par mon régisseur, auquel vous déclarez vous en rapporter, tant pour la décuvaïson que pour la cueillette. La quantité récoltée sera probablement d'environ hectolitres, sans aucune garantie pour la différence qui pourra se présenter en plus ou en moins, soit que l'évaluation ait été erronée, soit que les intempéries, qui peuvent se produire avant et pendant les vendanges, augmentent ou diminuent la quantité approximative indiquée. De la récolte sera déduite la quantité nécessaire à mes besoins personnels et à ceux des hommes de la campagne, à mon choix. Les vins, au fur et à mesure de la fabrication, seront logés dans les foudres

(1) Extrait du *Progrès agricole et viticole*, 10 juin 1900.

et autres récipients de la cave ; ils seront, dès ce moment, à vos périls et risques, quelle qu'en puisse être la nature, jusqu'à l'enlèvement. Les foudrès seront ouillés, en présence d'un de vos employés, ou en son absence s'il ne s'est pas rendu, le 11 novembre, jour de la Saint-Martin. A dater de ce moment, le consume sera à votre charge. Vous aurez la faculté de laisser les vins dans la cave jusqu'au 31 juillet. Le prix est fixé à francs l'hectolitre de vin, nu et sur place, paiement comptant au moment de chaque retraitaison. Vous me verserez immédiatement comme acompte la somme de francs, qui m'est d'ores et déjà acquise pour assurer la complète exécution du marché, et qui, dans le cas d'exécution complète, seront affectés aux derniers enlèvements. Dans le cas de non-retraitaison, un pareil acompte de francs me sera envoyé le , le , le , etc. Ces acomptes seront, bien entendu, diminués des sommes régues en paiement des vins enlevés avant l'échéance de ces acomptes. Les vins ne sont pas assurés. Les lies et tartres ne font pas partie du marché. Vous voudrez bien m'accuser réception de cette lettre, qui nous servira de marché. » (1)

III. — Les arrêts de la Cour de Nîmes, 3 novembre 1900, et Cassation 25 mars 1902, contiennent ce fragment d'un contrat passé en 1899, que nous signalons également :

« Les vignobles ont été visités et agréés par l'acheteur ; tous les raisins seront sa propriété, quelles que soient la qualité et la quantité. L'acheteur a pris connaissance de la vaisselle vinaire. Tous les vins seront payables au comp-

(1) *Progrès agricole et viticole*, 19 juillet 1903, p. 70.

tant, au fur et à mesure de leur enlèvement, c'est-à-dire payables sur bonde. Il a été versé un acompte de francs comme arrhes pour lier le marché, laquelle somme sera imputable au dernier vin enlevé. Il sera versé une somme de francs tous les mois, à partir du 1^{er} octobre 1899, et tous les vins seront retirés et payés d'ici fin juillet 1900. La vente est faite au prix de francs l'hectolitre. » (1)

IV. — Ces diverses formules de contrats sont incomplètes sur certains points que nous tenons à relever :

1° Elles visent toutes la vente à tant l'hectolitre, comme si c'était la seule forme possible. Or il existe quatre types principaux de ventes sur souches. Il faut donc indiquer si la vente est à tant l'hectolitre, à tant le degré alcoolique reconnu à l'appareil..., à tant les cent kilogrammes de raisins, ou vignes en bloc. Cette énumération n'est pas limitative, la liberté des conventions permettant de créer à volonté de nouveaux types ; mais ces quatre genres sont certainement les plus normaux ;

2° Elles ne parlent que de la vinification opérée par le vendeur ; or, elle peut aussi être faite par l'acheteur, si les parties l'entendent ainsi ;

3° Si la vinification est faite par le vendeur, l'acheteur, s'il veut se réserver cette faculté, peut préciser que la cueillette commencera au jour qu'il fixera lui-même. S'il ne dit rien à ce sujet, la vendange aura lieu à la volonté du vendeur. On pourrait également s'en rapporter à l'usage de la commune où est situé le vignoble ;

(1) Contrat du 16 juin 1899 : Nîmes, 3 nov. 1900 et Cass., 25 mars 1902, D. P., 1903-1-175.

- 4° Indiquer le montant des acomptes, s'il y a lieu ;
- 5° Fixer les arrhes, si l'on veut en stipuler ;
- 6° Préciser le moment de la dernière retraison ;
- 7° Clause stipulant que les vins seront tous payables sur bonde, au comptant et au fur et à mesure de leur enlèvement. L'arrêt de cassation de 1902, que nous avons analysé, a considéré cette clause comme valant mise en gage, c'est-à-dire conférant au vendeur une bonne et solide garantie ;
- 8° Fixer le moment de transfert de propriété et des risques ;
- 9° Indiquer si la vente est conditionnelle ou aléatoire ;
- 10° Clause relative aux manquants et surtout aux excédents ;
- 11° Réserve pour les besoins personnels, s'il y a lieu ;
- 12° Insérer une clause relative aux assurances.

Qu'on le remarque bien, tous ces compléments que nous indiquons ici ne sont pas autre chose que le résultat des développements juridiques et des analyses jurisprudentielles présentées au cours de notre étude. Aussi nous ne les signalons que d'un mot, et il suffira de se reporter à la partie du travail où nous traitons chaque question pour y trouver tous les renseignements utiles, et notamment les raisons qui nous font conclure à l'insertion au contrat de telle ou telle clause.

Montpellier le 19 juin 1905.

Vu :

Le Doyen, VIGIÉ.

Vu, le président de la thèse.

Jules VALÉRY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 19 juin 1905.

Le Recteur,

ANT. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME JURIDIQUE DE LA VENTE SUR SOUCHES

CHAPITRE PREMIER. — VALIDITÉ DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES	27
CHAPITRE II. — NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES	34
CHAPITRE III. — CARACTÈRE MOBILIER DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES	49
CHAPITRE IV. — CONDITIONS DE FORMATION DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES	53
<i>Section Première.</i> — Du Consentement (question d'agréege)	54
<i>Section II.</i> — De la chose et du prix (question de mesurage et pesage ; transfert de la propriété et des risques)	63
CHAPITRE V. — EFFETS DU CONTRAT DE VENTE SUR SOUCHES	79

	Pages
<i>Section Première. — Effets généraux du contrat de vente sur souches.</i>	79
§ I. — Obligations du vendeur	79
A. — Obligation de garder la chose	80
B. — Obligation d'effectuer la délivrance	80
C. — Obligation de garantie	81
1 ^o Garantie d'éviction	81
2 ^o Garanties des vices cachés	82
 APPENDICE. — Vente sur souches par un fermier ou un usufruitier	 84
§ II. — Obligations de l'acheteur	85
A. — Obligation de prendre livraison	85
B. — Obligation de payer le prix	88
1 ^o Arrhes	88
2 ^o Acomptes	88
C. — Garanties du paiement	90
§ III. — Clause de vinification	98
 <i>Section II. — Les quatre types principaux de contrats de ventes sur souches et leurs effets particuliers.</i>	 102
§ I. — Vente à tant l'hectolitre	103
A. — Manquants	103
B. — Excédents	104
§ II. — Vente à tant le degré alcoolique	113
§ III. — Vente à tant les cent kilog. de raisins	116
§ IV — Vente de vignes en bloc	116
 <i>Section III. — Vente de la récolte future pour plusieurs années consécutives.</i>	 118
 CHAPITRE VI. — PREUVE DU CONTRAT ET RÈGLES DE COMPÉTENCE.	 122

	Pages
<i>Section Première.</i> — Preuve du contrat.	122
<i>Section II.</i> — Règles de compétence	124

DEUXIÈME PARTIE

DES CONFLITS ENTRE UN ACHETEUR SUR SOUCHES ET UN CRÉANCIER SAISISANT

CHAPITRE PREMIER. — SAISIE IMMOBILIÈRE. SES EFFETS QUANT A LA VENTE SUR SOUCHES	128
I. <i>Première hypothèse.</i> — La saisie immobilière a été transcrite avant la vente sur souches.	130
II. <i>Deuxième hypothèse.</i> — La saisie immobilière a été transcrite après la vente, mais avant que la coupe de la récolte ne soit effectuée	131
III. <i>Troisième hypothèse.</i> — La vente a été opérée par le saisi en qualité de séquestre judiciaire	137
CHAPITRE II. — SAISIE-BRANDON	146
I. <i>Première hypothèse.</i> — Cas d'une saisie-brandon. pratiquée au cours d'une saisie immobilière, avant la transcription de celle-ci. — Conflit entre les deux créanciers saisissants.	147
II. <i>Deuxième hypothèse.</i> — La saisie-brandon a été effectuée après la vente sur souches. — Conflit entre le créancier et l'acheteur sur souches.	148
CONCLUSIONS	153

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI.
